

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Numéro dossier : TC/GVC-MBT/2225732-2/VV

Répertoire : 2023/126542

"SOLVAY"

société anonyme

à 1120 Bruxelles, rue de Ransbeek 310

TVA (BE) 0403.091.220 Registre des Personnes Morales Bruxelles

investors.relations@solvay.com

www.solvay.com

SCISSION PARTIELLE DE "SOLVAY" SA

-

REDUCTION DU CAPITAL

-

RENOUVELLEMENT DU CAPITAL AUTORISE

-

AUTORISATION D'ACQUISITION, D'ALIENATION ET D'ANNULATION D'ACTIONS PROPRES

-

ADOPTION D'UN NOUVEAU TEXTE DES STATUTS

-

DEMISSIONS ET NOMINATIONS D'ADMINISTRATEURS

-

PROCES-VERBAL DE LA SOCIETE A SCINDER PARTIELLEMENT

Ce jour, le huit décembre deux mille vingt-trois.

A 1130 Bruxelles, rue de la Fusée 98.

Devant **Tim CARNEWAL**, notaire à Bruxelles (premier canton), exerçant sa fonction dans la société "Berquin Notaires", ayant son siège à Bruxelles, avenue Lloyd George 11,

S'EST REUNIE

L'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme "**SOLVAY**", ayant son siège à 1120 Bruxelles, rue de Ransbeek 310, ci-après dénommée la "*Société*", "*Solvay*" ou la "*Société à scinder partiellement*".

IDENTIFICATION DE LA SOCIETE

La Société a été constituée sous la forme d'une société en commandite en vertu d'un acte sous seing privé du 26 décembre 1863.

Les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois par procès-verbal dressé par le notaire Bernard Willocx, à Bruxelles, le 12 mai 2020, publié aux Annexes du Moniteur belge du 5 juin suivant, sous les numéros 20063202 et 20063203.

La Société est inscrite au registre des personnes morales sous le numéro 0403.091.220.

L'adresse électronique de la Société est investors.relations@solvay.com

Son site internet est le suivant : www.solvay.com

OUVERTURE DE L'ASSEMBLEE - COMPOSITION DU BUREAU

La séance est ouverte à 10 heures 48 minutes, sous la présidence de Monsieur BOËL

Nicolas Jacques Etienne Marie Ghislain, faisant élection de domicile au siège de la Société, qui désigne comme secrétaire : Madame KAKÉ Aminata, faisant élection de domicile au siège de la Société.

L'assemblée nomme comme scrutateurs :

- Madame de MOERLOOSE Sandrine, domiciliée à 1050 Ixelles, avenue Jeanne 54 ; et
- Monsieur de SCHIETERE de LOPHEM Henry Pierre Axel Marie Emmanuel Joseph Ghislain, domicilié à 1435 Corbais, Rue du Linchet 2.

VERIFICATIONS FAITES PAR LE BUREAU - PRESENCES

Le président fait rapport à l'assemblée sur les constatations et vérifications qu'a opérées le bureau, au cours et à l'issue des formalités d'enregistrement des participants, en vue de la composition de l'assemblée.

1. Convocation des titulaires de titres

Avant l'ouverture de la séance, les justificatifs des avis de convocation parus au *Moniteur belge* et dans la presse ont été remis au bureau. Ils seront conservés dans les archives de la Société. Le bureau a constaté que les dates de parution de ces avis sont les suivantes :

- le 7 novembre 2023 dans le *Moniteur belge* ;
- le 7 novembre 2023 dans *L'Echo* ;
- le 7 novembre 2023 dans *De Tijd*.

Le texte de la convocation et les modèles de procurations ainsi que le projet de scission et les rapports mentionnés dans l'ordre du jour de la présente assemblée ont par ailleurs été mis à la disposition des actionnaires substantiellement sous la forme publiée sur le site internet de la Société (<https://www.solvay.com/fr/investors/assemblees-des-actionnaires>) à partir du 7 novembre 2023.

Une communication a été envoyée à diverses agences de presse afin de garantir une distribution internationale.

Le bureau a également constaté, en prenant connaissance de la copie des lettres envoyées ou le cas échéant des e-mails, qu'une convocation a été envoyée le 7 novembre 2023 par lettre ou le cas échéant par e-mail (si une adresse électronique a été communiquée à la Société pour communiquer par ce moyen de communication) aux titulaires d'actions nominatives, aux administrateurs et au commissaire.

Le président déclare et l'assemblée reconnaît qu'il n'existe pas de titulaires d'obligations convertibles, ni de titulaires de droit de souscription nominatifs ou de parts bénéficiaires nominatives, ni de titulaires de certificats nominatifs émis avec la collaboration de la Société.

2. Vérification des pouvoirs des participants à l'assemblée

Concernant la participation à la présente assemblée, le bureau a vérifié si les articles 29 et 30 des statuts ont été respectés, ce qui nous notaire a été confirmé par le bureau ; les différentes pièces à l'appui ainsi que les originaux et copies des procurations seront conservés dans les archives de la Société.

3. Listes des présences

Une liste des présences a été établie, qui reprend le nom, le prénom et l'adresse, ou la dénomination et le siège, de tous les actionnaires qui prennent part à l'assemblée en personne ou par mandataire.

L'original de la liste de présences restera annexé au présent procès-verbal.

4. Vérification du quorum de présences

Le bureau a constaté qu'il ressort de la liste de présences que 74.836.433 actions sur un total de 105.876.416 actions existantes à ce jour sont présentes ou représentées.

Cependant, la Société et ses filiales détiennent 1.735.954 actions propres, de sorte que les droits de vote attachés à ces actions sont suspendus et que ces actions ne sont pas prises en compte pour la détermination des conditions de quorum et de majorité qui doivent être respectées, conformément à l'article 7:217, §1 *juncto* article 7:140 du Code des sociétés et des associations. Par conséquent, seul un total de 104.140.462 actions émises par la Société doit être pris en compte.

Conformément aux articles 7:153 et 12:8 *juncto* article 12:67 du Code des sociétés et des associations, l'assemblée générale extraordinaire ne peut valablement délibérer et statuer que si les participants à l'assemblée représentent au moins la moitié du capital.

Par conséquent, la présente assemblée générale peut valablement délibérer et décider sur les points à l'ordre du jour.

5. Modalités de scrutin

Le président rappelle que chaque action donne droit à une voix. Il rappelle également que seuls les actionnaires présents ou représentés peuvent prendre part au vote.

Le président rappelle également que :

- les propositions de résolution sous le titre I. de l'ordre du jour, à savoir les points 3 à 5 et les points 7 à 15 de l'ordre du jour, doivent être approuvées par les trois quarts des voix, conformément aux articles 7:153 et 12:8 *juncto* article 12:67 du Code des sociétés et des associations ;

- les propositions de résolution sous le titre II. de l'ordre du jour, à savoir les points 16 à 18 et les points 20 et 21 de l'ordre du jour, doivent être approuvées par la majorité des voix.

ORDRE DU JOUR

Le président est dispensé par l'assemblée de lire l'intégralité de l'ordre du jour.

Ordre du jour

I. DÉCISIONS QUI PEUVENT ÊTRE VALABLEMENT ADOPTÉES SI LES ACTIONNAIRES PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS À L'ASSEMBLÉE REPRÉSENTENT LA MOITIÉ DU CAPITAL AU MOINS, MOYENNANT L'APPROBATION PAR LES TROIS QUARTS DES VOIX

A. Scission partielle par absorption

1. Prise de connaissance par les actionnaires des documents suivants dont ils peuvent obtenir une copie sans frais

- Projet d'opération assimilée à une scission par absorption établi par le Conseil d'administration de Solvay (la « Société » ou la « Société à scinder partiellement ») et par le Conseil d'administration de la société anonyme « SYENSQO » ayant son siège à 1130 Bruxelles, Rue de la Fusée 98, inscrite au registre des personnes morales sous le numéro 0798.896.453 (« Syensqo » ou la « Société Bénéficiaire »), conformément à l'article 12:8 *juncto* article 12:59 du Code des sociétés et des associations (le « Projet de Scission ») ;
- Rapport du Conseil d'administration de la Société sur le Projet de Scission, établi conformément à l'article 12:8 *juncto* article 12:61 du Code des sociétés et des associations ; et

- Rapport du commissaire de la Société sur le Projet de Scission, établi conformément à l'article 12:8 *juncto* article 12:62 du Code des sociétés et des associations.

2. Communication concernant toute modification importante du patrimoine actif et passif des sociétés participant à la scission entre la date de l'établissement du Projet de Scission et la date de la scission, conformément à l'article 12:8 *juncto* article 12:63 du Code des sociétés et des associations

3. Décision de scission partielle – Détermination du rapport d'échange – Conditions générales

Proposition de résolution :

L'assemblée générale approuve le Projet de Scission et décide la scission partielle de la Société, sans que celle-ci ne cesse d'exister, par laquelle les éléments du patrimoine actif et passif composant le « Périmètre Specialty », tels que décrits dans le Projet de Scission, seront scindés et transférés à Syensqo (le « Patrimoine scindé ») en application de l'article 12:8 *juncto* articles 12:59 et suivants du Code des sociétés et des associations (la « Scission Partielle »).

4. Réduction de capital à la suite de la Scission Partielle

Proposition de résolution :

En conséquence de la Scission Partielle, l'assemblée générale décide de réduire le capital de la Société d'un montant de 1.351.562.792,82 euros, portant le capital de 1.588.146.240,00 euros à 236.583.447,18 euros, avec effet à la réalisation de la Scission Partielle, sans annulation des actions existantes.

5. Modification de l'article 5 des statuts

Proposition de résolution :

L'assemblée générale décide de modifier l'article 5 des statuts par le texte suivant, avec effet à la réalisation de la Scission Partielle :

« Le capital est de deux cent trente-six millions cinq cent quatre-vingt-trois mille quatre cent quarante-sept euros dix-huit cents (236.583.447,18 EUR). Il est représenté par cent cinq millions huit cent septante-six mille quatre cent seize (105.876.416) actions sans mention de valeur nominale. ».

B. Capital autorisé

6. Prise de connaissance par les actionnaires du rapport du Conseil d'administration établi en application de l'article 7:199, alinéa 2 du Code des sociétés et des associations

7. Renouvellement de l'autorisation donnée au Conseil d'administration d'augmenter le capital

Proposition de résolution :

L'assemblée générale décide d'annuler le solde de l'autorisation conférée au Conseil d'administration par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 12 mai 2020 et de la remplacer par une nouvelle autorisation d'augmenter le capital en application des articles 7:198 et suivants du Code des sociétés et des associations, en une ou plusieurs fois, pour une durée de cinq (5) ans, à concurrence de 23.650.000 euros (hors prime d'émission).

Par conséquent, l'assemblée générale décide de remplacer le texte de l'article 8 des

statuts par le texte suivant :

« Le Conseil d'Administration est autorisé à augmenter le capital en une ou plusieurs fois, à concurrence d'un montant maximal de vingt-trois millions six cent cinquante mille euros (23.650.000 EUR) (hors prime d'émission). Cette autorisation est valable pendant cinq ans à dater de la publication du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du [8 décembre 2023].

Toute augmentation de capital décidée en vertu du présent article peut revêtir une forme quelconque, notamment par apport en numéraire, par apport en nature, par incorporation de réserves disponibles ou indisponibles, de primes d'émission ou de bénéfice reporté, avec ou sans création de nouvelles actions, privilégiées ou non, avec ou sans droit de vote, émises en dessous, au-dessus ou au pair comptable, dans les limites permises par la loi. Le Conseil d'Administration peut, dans le cadre de la présente autorisation, émettre des droits de souscription, des obligations convertibles ou d'autres titres, dans les conditions prévues par le Code des sociétés et des associations.

Le Conseil d'Administration peut limiter ou supprimer le droit de préférence des actionnaires. Cette faculté inclut la limitation ou la suppression du droit de préférence des actionnaires en faveur d'une ou plusieurs personnes déterminées autres que les membres du personnel de la société ou de ses filiales.

Toute décision d'utiliser l'autorisation donnée au Conseil d'Administration d'augmenter le capital en application du présent article 8 requiert une majorité des trois quarts des voix (arrondie à l'unité supérieure) des administrateurs présents ou représentés composant ledit Conseil.

Le Conseil d'Administration est habilité, avec pouvoir de subdélégation, à modifier les statuts afin de tenir compte des augmentations de capital consécutives à l'exercice de ses pouvoirs en vertu du présent article. »

8. Proposition d'autoriser le Conseil d'administration à augmenter le capital en cas d'offre publique d'acquisition

Proposition de résolution :

L'assemblée générale décide d'autoriser le Conseil d'administration à augmenter le capital en cas d'offre publique d'acquisition sur les titres de la Société, en une ou plusieurs fois, pour une durée de deux (2) ans, sous les conditions et dans les limites prévues à l'article 8 nouveau des statuts et à l'article 7:202 du Code des sociétés et des associations.

Par conséquent, l'assemblée générale décide d'ajouter un nouveau paragraphe à l'article 8 des statuts, libellé comme suit :

« §2. Le Conseil d'Administration est en outre autorisé, par décision de l'assemblée générale du [8 décembre 2023], à augmenter le capital de la société (y compris, le cas échéant, avec limitation ou suppression du droit de préférence des actionnaires) en cas d'offre publique d'acquisition sur les titres émis par la société, aux conditions et dans le respect des limites prévues au §1^{er} du présent article et à l'article 7:202 du Code des sociétés et des associations. Cette autorisation est valable pour autant que la communication faite par l'Autorité des services et marchés financiers selon laquelle elle a été saisie d'un avis d'offre publique d'acquisition visant la société

est reçue dans un délai de deux ans à dater de l'assemblée générale extraordinaire du [8 décembre 2023]. Les augmentations de capital réalisées par le Conseil d'Administration en vertu de cette autorisation s'imputeront sur le capital restant autorisé par le présent article 8. »

C. Acquisition d'actions propres

9. Renouvellement de l'autorisation donnée au Conseil d'administration d'acquérir et de prendre en gage des actions propres

Proposition de résolution :

L'assemblée générale décide d'annuler l'autorisation conférée au Conseil d'administration par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 12 mai 2020 et de la remplacer par une nouvelle autorisation d'acquérir et de prendre en gage, pendant une durée de cinq (5) ans, des actions propres de la Société à un prix unitaire qui ne peut être inférieur un euro (1,00 EUR) et qui ne pourra être supérieur de plus de dix pour cent (10%) au cours le plus haut des vingt (20) derniers jours de bourse précédant l'opération, sans que la Société ne puisse à aucun moment détenir plus de dix pour cent (10%) du total des actions émises.

Par conséquent, l'assemblée générale décide de remplacer le texte de l'article 9 des statuts par le texte suivant :

« La société peut, sans autorisation préalable de l'assemblée générale, acquérir ou prendre en gage ses propres actions à un prix unitaire qui ne pourra être inférieur à un euro (1,00 EUR) et qui ne pourra être supérieur de plus de dix pour cent (10%) au cours le plus haut des vingt (20) derniers jours de bourse précédant l'opération. La société doit en outre se conformer aux limites de prix prévues par les articles 7:215 et suivants du Code des sociétés et des associations et les articles 8:2 et suivants de l'arrêté royal portant exécution du Code des sociétés et des associations.

Cette autorisation s'étend à l'acquisition ou la prise en gage d'actions de la société par une de ses filiales directes et, pour autant que de besoin, indirectes, ainsi que par toute personne agissant en son nom propre mais pour le compte de ces sociétés.

La valeur nominale des actions acquises, en ce compris celles que la société aurait acquises antérieurement et qu'elle aurait en portefeuille et celles acquises par une filiale directe au sens de l'article 7:221, alinéa 1er du Code des sociétés et des associations, ne peut dépasser dix pour cent (10%) du capital souscrit.

Cette autorisation est valable pendant cinq ans à dater de la publication du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du [8 décembre 2023]. »

10. Proposition d'autoriser le Conseil d'administration à acquérir et à prendre en gage des actions propres pour éviter à la Société un dommage grave et imminent

Proposition de résolution :

L'assemblée générale décide d'autoriser le Conseil d'administration à acquérir et à prendre en gage des actions propres lorsque cette acquisition ou cette prise en gage est nécessaire pour éviter à la Société un dommage grave et imminent, en ce compris une offre publique d'acquisition sur les titres de la Société, pour une durée de deux (2) ans, conformément à l'article 7:215, §1^{er}, al. 4 et 5 du Code des sociétés et des associations.

Par conséquent, l'assemblée générale décide d'ajouter un nouveau paragraphe au texte de l'article 9 des statuts, libellé comme suit :

« §2. Le Conseil d'administration est en outre autorisé, par décision de l'assemblée générale extraordinaire du [8 décembre 2023], à acquérir ou prendre en gage des actions de la société, lorsqu'une telle acquisition est nécessaire pour éviter à la société un dommage grave et imminent, en ce compris en cas d'offre publique d'acquisition sur les actions de la société.

Cette autorisation est valable pendant deux ans à dater de la publication du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 8 décembre 2023. »

D. Aliénation d'actions propres

11. Proposition d'autoriser le Conseil d'administration à aliéner des actions propres à une ou plusieurs personnes déterminées autres que le personnel

Proposition de résolution :

L'assemblée générale décide d'autoriser le Conseil d'administration à aliéner des actions propres à une ou plusieurs personnes déterminées autres que le personnel, sous les conditions et dans les limites prévues à l'article 7:218, §1^{er}, 4° du Code des sociétés et des associations.

Par conséquent, l'assemblée générale décide d'ajouter un nouveau paragraphe au texte de l'article 9 des statuts, libellé comme suit :

« §[3]. Le Conseil d'administration est autorisé à aliéner les actions acquises en vertu du présent article, moyennant le respect des obligations légales applicables, à une ou plusieurs personnes déterminées autres que les membres du personnel.

Cette autorisation s'étend à l'aliénation d'actions de la société par une de ses filiales directes, et, pour autant que de besoin, indirectes, ainsi que par toute personne agissant en son nom propre mais pour le compte de ces sociétés. »

12. Proposition d'autoriser le Conseil d'administration à aliéner des actions propres pour éviter à la Société un dommage grave et imminent

Proposition de résolution :

L'assemblée générale décide d'autoriser le Conseil d'administration à aliéner des actions propres pour éviter à la Société un dommage grave et imminent, en ce compris une offre publique d'acquisition sur les titres de la Société, pour une durée de deux (2) ans, conformément à l'article 7:218, §1^{er}, 3° du Code des sociétés et des associations. Par conséquent, l'assemblée générale décide d'ajouter un nouveau paragraphe au texte de l'article 9 des statuts, libellé comme suit :

« §[4]. Le Conseil d'administration est en outre autorisé, par décision de l'assemblée générale extraordinaire du [8 décembre 2023], à aliéner, dans le respect des conditions fixées par les articles 7:215 et suivants du Code des sociétés et des associations, des actions de la société, lorsqu'une telle aliénation est nécessaire pour éviter à la société un dommage grave et imminent, en ce compris en cas d'offre publique d'acquisition sur les actions de la société.

Cette autorisation s'étend à l'aliénation d'actions de la société par une de ses filiales directes et, pour autant que de besoin, indirectes, ainsi que par toute personne agissant en son nom propre mais pour le compte de ces sociétés.

Cette autorisation est valable pendant deux ans à dater de la publication du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du [8 décembre 2023]. »

E. Annulation d'actions propres

13. Proposition d'autoriser le Conseil d'administration à annuler des actions propres

Proposition de résolution :

L'assemblée générale décide d'autoriser le Conseil d'administration à annuler, à tout moment, des actions propres acquises conformément aux résolutions n°9 ou 10 de la présente assemblée générale et à modifier les statuts en conséquence de la réduction du nombre total d'actions de la Société.

Par conséquent, l'assemblée générale décide d'ajouter un nouveau paragraphe au texte de l'article 9 des statuts, libellé comme suit :

« §[5]. Le Conseil d'administration est également autorisé à annuler les actions acquises en vertu du présent article, conformément à l'article 7:217, §1^{er} du Code des sociétés et des associations et est habilité, avec pouvoir de subdélégation, à modifier les statuts afin de tenir compte d'une telle annulation d'actions. »

F. Autres modifications statutaires

14. Date de l'assemblée générale ordinaire 2024

Proposition de résolution :

L'assemblée générale décide qu'exceptionnellement, l'assemblée générale ordinaire de la Société qui se tiendra en 2024 aux fins de se prononcer sur les comptes de la Société pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2023 se tiendra le 28 mai 2024.

Par conséquent, l'assemblée générale d'ajouter une disposition transitoire à l'article 26 des statuts comme suit :

« Disposition transitoire

Exceptionnellement, l'assemblée générale ordinaire à tenir en 2024 aux fins de se prononcer sur les comptes de la Société pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2023 se tiendra le 28 mai 2024. Cette disposition cessera de sortir ses effets à l'issue de l'assemblée générale précitée. »

15. Proposition d'adoption d'un nouveau texte des statuts de la Société

Le texte des nouveaux statuts proposés, accompagné d'un document informatif sur les modifications proposées et de la version des statuts actuels avec indication des modifications (suppressions ou ajouts), est disponible sur le site internet de la Société.

Proposition de résolution :

L'assemblée générale décide d'adopter un nouveau texte des statuts (intégrant notamment les modifications qui résultent des résolutions proposées n°1 à 14 ci-dessus qui auraient été adoptées), avec effet à la réalisation de la Scission Partielle.

II. DÉCISIONS QUI PEUVENT ÊTRE VALABLEMENT ADOPTÉES À LA MAJORITÉ DES VOIX

G. Approbation de clauses de changement de contrôle conformément à l'article 7:151 du Code des sociétés et des associations

Conformément à l'article 7:151 du Code des sociétés et des associations, l'Assemblée générale est seule compétente pour approuver des dispositions conférant à des tiers des droits affectant substantiellement le patrimoine de la Société ou donnant naissance à une dette ou à un engagement substantiel à sa charge, lorsque l'exercice de ces droits dépend du lancement d'une offre publique d'acquisition sur les actions de la Société ou d'un changement de contrôle exercé sur elle.

Davantage d'informations sur les clauses de changement de contrôle soumises à l'approbation de l'Assemblée générale sont reprises dans la note explicative à l'attention des actionnaires disponible sur le site internet de la Société.

16. « Separation Agreement » conclu entre la Société et Syensqo en anticipation de la Scission Partielle

Proposition de résolution :

L'assemblée générale décide d'approuver, conformément à l'article 7:151 du Code des sociétés et des associations, l'article 4.2 du *Separation Agreement* conclu entre la Société et Syensqo avec effet à compter de la réalisation de la Scission Partielle, dans la mesure où cet article donne le droit à Syensqo de mettre fin (pour l'avenir) à ses engagements d'indemnisation souscrits au bénéfice de la Société, pour des obligations environnementales liées au Périmètre Specialty dont la Société resterait tenue malgré la Scission Partielle, en cas de changement de contrôle sur la Société (défini comme le cas où un tiers atteindrait ou franchirait, seul ou de concert, le seuil de 25% des titres avec droit de vote de la Société, que ce seuil soit atteint à la suite d'une acquisition ou autrement, et moyennant certaines exceptions relatives à Solvac SA/NV).

17. « U.S. Tax Matters Agreement » conclu entre la Société et Syensqo, Essential Holding America LLC et Solvay Holding, Inc. en anticipation de la Scission Partielle

Proposition de résolution :

L'assemblée générale décide d'approuver, conformément à l'article 7:151 du Code des sociétés et des associations, l'article 3.02 du *U.S. Tax Matters Agreement* conclu entre la Société et Syensqo, Essential Holding America LLC et Solvay Holding, Inc. en anticipation de la Scission Partielle, dans la mesure où celui-ci prévoit que la Société peut être tenue d'indemniser Syensqo ou Solvay Holding, Inc. pour certaines conséquences fiscales américaines défavorables pouvant résulter (i) de certains actes ou de certaines omissions futures par la Société dont on pourrait raisonnablement s'attendre à ce qu'elles aient pour effet que la scission partielle ou le *spin-off* intragroupe de certaines entités américaines (ou certaines opérations y relatives) ne bénéficient pas du traitement fiscal américain attendu sur ces opérations, y compris certains actes et certaines omissions qui entraînent ou pourraient entraîner un changement de contrôle sur la Société (au sens de l'article 1:14 et suivants du Code des sociétés et des associations), ou (ii) de l'acquisition par une ou plusieurs personnes d'une participation de 50% ou plus (mesurée en droits de vote ou en pourcentage du capital) dans le capital de la Société, y compris, pour éviter tout doute, dans le cadre d'une offre publique d'acquisition sur les titres de la Société (même si la Société ne participe pas à l'acquisition ou ne la facilite pas d'une quelconque manière).

H. Politique de rémunération

18. Prime exceptionnelle au CEO

Proposition de résolution :

L'assemblée générale approuve l'octroi d'une prime de 12.000.000 EUR brut à la *Chief Executive Officer* du Groupe, au regard de son engagement exceptionnel dans le cadre de la réalisation du projet de Scission Partielle.

Compte tenu de l'avis du Comité de Rémunération en date du 30 octobre 2023, le Conseil d'administration recommande l'adoption de cette résolution par l'assemblée générale. Le Conseil d'administration invite ses actionnaires à se référer à la note explicative disponible sur le site internet de la Société pour de plus amples informations sur l'exercice de cette prérogative du Comité de Rémunération dans le cadre de ses recommandations au Conseil d'administration, conformément à la Politique de Rémunération de la Société.

I. Démissions et nominations

19. Démissions

Proposition de résolution :

L'assemblée générale prend acte de la démission volontaire et anticipée, avec effet à la date de réalisation de la Scission Partielle, des administrateurs suivants :

- Monsieur Nicolas Boël ;
- Madame Ilham Kadri ;
- Monsieur Hervé Coppens d'Eeckenbrugge ;
- Madame Françoise de Viron ;
- Madame Rosemary Thorne ;
- Monsieur Gilles Michel ;
- Madame Agnès Lemarchand ;
- Monsieur Matti Lievonon ; et
- Monsieur Edouard Janssen.

20. Nominations

Proposition de résolution :

L'assemblée générale décide de nommer Thomas Aebischer en qualité d'administrateur pour une durée de quatre ans. Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de mai 2027. Monsieur Aebischer remplit les critères d'indépendance décrits à l'article 3.5 du Code belge de gouvernance d'entreprise.

Proposition de résolution :

L'assemblée générale décide de nommer Thierry Bonnefous en qualité d'administrateur pour une durée de quatre ans. Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de mai 2027.

Proposition de résolution :

L'assemblée générale décide de nommer Yves Bonte en qualité d'administrateur pour une durée de quatre ans. Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de mai 2027. Monsieur Bonte remplit les critères d'indépendance décrits à l'article 3.5 du Code belge de gouvernance d'entreprise.

Proposition de résolution :

L'assemblée générale décide de nommer Philippe Kehren en qualité d'administrateur

pour une durée de quatre ans. Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de mai 2027.

Proposition de résolution :

L'assemblée générale décide de nommer Annette Stube en qualité d'administrateur pour une durée de quatre ans. Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de mai 2027. Madame Stube remplit les critères d'indépendance décrits à l'article 3.5 du Code belge de gouvernance d'entreprise.

Proposition de résolution :

L'assemblée générale décide de nommer Melchior de Vogüé en qualité d'administrateur pour une durée de quatre ans. Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de mai 2027.

21. Procuration

Proposition de résolution :

L'assemblée générale confère tous pouvoirs :

- au Conseil d'administration pour mettre en œuvre les décisions prises ;
- à tout notaire et/ou employé de « Berquin Notaires » SCRL, de rédiger, signer et déposer le texte coordonné des statuts de la Société dans la base de données électronique prévue à cet effet, conformément aux dispositions légales en la matière ;
- un pouvoir spécial à chaque collaborateur de la société « Berquin Notaires », à 1000 Bruxelles, Avenue Lloyd George 11, avec droit de substitution, afin, dans un ou plusieurs actes authentiques modificatifs ou complémentaires, de faire constater des erreurs ou omissions concernant la description immobilière reprise dans le présent acte, et à cette fin faire toutes déclarations, faire élection de domicile, dispenser l'Administration Générale de la Documentation Patrimoniale de prendre inscription d'office et de faire tout ce qui sera nécessaire ou utile dans le cadre de la publicité hypothécaire ; et
- à Madame Michèle Vervoort, avec possibilité de substitution, afin d'accomplir les formalités auprès d'un guichet d'entreprises en vue de l'inscription/régularisation des données à la Banque-Carrefour des Entreprises, et, le cas échéant, auprès de l'Administration de la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

Questions

Conformément à l'article 7:139 du Code des sociétés et des associations, le président invite les participants qui le souhaitent à poser les questions que les points figurant à l'ordre du jour appelleraient de leur part.

La séance de questions donne lieu à des interventions.

Le président constate ensuite la clôture des débats.

DELIBERATION - RESOLUTIONS

L'assemblée aborde l'ordre du jour et prend, après délibération, les décisions suivantes.

I. DÉCISIONS QUI PEUVENT ÊTRE VALABLEMENT ADOPTÉES SI LES ACTIONNAIRES PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS À L'ASSEMBLÉE REPRÉSENTENT LA MOITIÉ DU CAPITAL AU MOINS, MOYENNANT L'APPROBATION PAR LES TROIS QUARTS DES VOIX
--

A. SCISSION PARTIELLE PAR ABSORPTION
--

PREMIERE RESOLUTION: Prise de connaissance par les actionnaires des documents

suivants dont ils peuvent obtenir une copie sans frais

I. L'assemblée prend connaissance des documents repris ci-après dont les actionnaires ont pu obtenir une copie sans frais :

- Projet de Scission ; lequel a été approuvé par le Conseil d'administration de la Société lors d'une réunion dûment convoquée qui s'est tenue le 17 octobre 2023 et par le Conseil d'administration de Syensqo par résolutions écrites unanimes de ses administrateurs adoptées le 20 octobre 2023 ; la date de la première de ces deux réunions est dénommée ci-après la « Date de Première Validation » ; ce Projet de Scission a été déposé, (i) dans le chef de Solvay à la division francophone du greffe du tribunal de l'entreprise de Bruxelles, le 24 octobre 2023 et publié aux Annexes du Moniteur belge par extrait conformément aux articles 2:8 et 2:14, 1° du Code des sociétés et des associations le 3 novembre suivant, sous les numéros 23139400 et 23139401, et (ii) dans le chef de Syensqo à la division francophone du greffe du tribunal de l'entreprise de Bruxelles, le 24 octobre 2023 et publié aux Annexes du Moniteur belge par extrait conformément aux articles 2:8 et 2:14, 1° du Code des sociétés et des associations le 3 novembre suivant, sous les numéros 23139398 et 23139399 ;

- Rapport du Conseil d'administration de la Société sur le Projet de Scission, établi conformément à l'article 12:8 *juncto* article 12:61 du Code des sociétés et des associations ; et

- Rapport du commissaire de la Société sur le Projet de Scission, établi conformément à l'article 12:8 *juncto* article 12:62 du Code des sociétés et des associations.

Les conclusions du rapport du commissaire de la Société sont établies comme suit :

"Conclusion

A la suite de nos travaux, nous sommes d'avis que :

- *compte tenu de la particularité de cette scission une discussion sur l'importance relative des méthodes suivies pour la détermination du rapport d'échange n'est pas pertinente. Le rapport d'échange, à savoir qu'une action Syensqo SA1 sera émise pour une action Solvay SA, est pertinent et raisonnable dans le cadre de l'opération envisagée.*

- *les méthodes d'évaluation utilisées par les organes d'administration sont appropriées en l'espèce.*

En outre, sur la base des travaux que nous avons effectués sur le projet de scission partielle, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer.

Fondement de la conclusion sans réserve

Nous avons effectué notre mission conformément au cadre normatif applicable en Belgique.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de cette norme sont décrites dans la section "Responsabilités" du commissaire.

L'organe d'administration a circonscrit les méthodes suivies pour la détermination du rapport d'échange des actions ou des parts et le rapport d'échange proposé comme suit :

« Comme la présente opération est une scission partielle par laquelle les éléments du patrimoine actif et passif composant le Périmètre Specialty, tels qu'ils sont décrits à l'article 11 du Projet de Scission Partielle, seraient apportés à Syensqo sans que Solvay ne cesse d'exister, les actions existantes de Solvay ne feront pas l'objet d'un échange. Syensqo émettra et allouera pour chaque action Solvay existante (à l'exception des actions détenues en propre par Solvay, par Syensqo, ou par une personne agissant en son nom propre mais pour le compte de Solvay ou de Syensqo (ensemble, les « Actions Solvay Exclues »)) un certain nombre d'actions ordinaires de

Syensqo déterminé sur la base du rapport d'échange.

Il est proposé de fixer le rapport d'échange, à savoir le nombre d'actions ordinaires de Syensqo à émettre et à attribuer pour chaque action Solvay, à une (1) action Syensqo pour une (1) action Solvay, ce qui signifie les actionnaires de Solvay recevraient une (1) action ordinaire de Syensqo pour chaque action Solvay qu'ils détiennent à la Date d'Effet. A supposer qu'il n'y ait pas d'Actions Solvay Exclues, cela signifie que Syensqo émettra et allouera 105.876.416 nouvelles actions ordinaires dans le cadre de la Scission Partielle. »

Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques pertinentes qui s'appliquent à la mission.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour formuler notre conclusion.

Responsabilités de l'organe d'administration de chaque société

L'organe d'administration de chaque société est responsable de :

- l'établissement d'un projet de scission conformément à l'article 12:59 CSA ;*
- les méthodes utilisées pour déterminer le rapport d'échange ;*
- l'importance relative donnée à ces méthodes ;*
- la valeur retenue suivant ces méthodes ;*
- la détermination du rapport d'échange.*

La mise en œuvre de la mission par le commissaire comme définie ci-après ne décharge l'organe d'administration de ses responsabilités.

Responsabilités du commissaire

Notre objectif est de faire rapport sur le projet de scission.

Dans le cadre de notre mission, nous devons apprécier, au regard des informations dont nous avons connaissance, si le projet de scission comporte une anomalie significative, à savoir une information incorrectement formulée ou autrement trompeuse.

Notre objectif est également de formuler une conclusion d'assurance raisonnable sur la pertinence et le caractère raisonnable du rapport d'échange tel que repris dans le projet de scission ainsi que sur le caractère approprié des méthodes d'évaluation.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas que les travaux réalisés conformément au cadre normatif applicable en Belgique relative à la mission dans le cadre du contrôle des opérations de fusion et de scission de sociétés permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante.

Limitation à l'utilisation de notre rapport

Le présent rapport a été établi exclusivement en vertu de l'article 12:59 du Code des sociétés et des associations dans le cadre du projet de scission, et ne peut être utilisé à d'autres fins. Ce rapport n'est valable que si la scission a lieu dans les 3 mois suivant la date de notre rapport.

Diegem, le 25 octobre 2023

EY réviseurs d'Entreprises SRL

Commissaire

Représentée par

Marie Kaisin

**Agissant au nom d'une SRL".*

Une copie de ces rapports sera conservée dans le dossier du notaire soussigné.

II. a) Conformément à l'article 12:8 *juncto* article 12:64, §1, alinéa 2 du Code des sociétés et des associations, une copie des documents mentionnés sous le point I a été communiquée aux titulaires d'actions nominatives un mois avant la présente assemblée générale.

Une copie a également été communiquée sans délai aux personnes qui ont accompli les formalités prescrites par les statuts pour être admises à la présente assemblée générale.

b) Le président déclare que la Société a mis gratuitement à disposition sur son site internet les pièces visées à l'article 12:8 *juncto* article 12:64, §2 du Code des sociétés et des associations pendant une période ininterrompue d'un mois commençant avant la date de la présente assemblée générale et ne s'achevant pas avant la fin de cette assemblée, à savoir :

1° le Projet de Scission ;

2° les rapports visés à l'article 12:8 *juncto* articles 12:61 et 12:62 ;

3° les comptes annuels des trois derniers exercices de la Société (étant entendu que le premier exercice social de Syensqo prend fin le 31 décembre 2023) ;

4° les rapports du conseil d'administration et les rapports du commissaire des trois derniers exercices de la Société (étant entendu que le premier exercice social de Syensqo prend fin le 31 décembre 2023) ;

5° le rapport financier semestriel de la Société visé à l'article 13 de l'arrêté royal du 14 novembre 2007 relatif aux obligations des émetteurs d'instruments financiers admis à la négociation sur un marché réglementé ;

6° un état comptable de Syensqo clôturé le 31 août 2023, à savoir moins de trois mois avant la date du Projet de Scission, rédigé conformément à l'article 12:8 *juncto* article 12:64, §2, 5°, alinéas 2 à 4 du Code des sociétés et des associations.

Le président déclare également que :

- le site internet de la Société a offert la possibilité pendant ladite période ininterrompue de télécharger et d'imprimer les documents susdits ;

- ces documents ont été mis à disposition au siège de la Société en vue de leur consultation par les actionnaires ; et

- ces documents resteront encore sur le site internet de la Société pendant un mois après cette assemblée générale.

c) Chaque actionnaire a pu obtenir sans frais et sur simple demande une copie intégrale ou, s'il le désire, partielle, des documents visés à l'article 12:8 *juncto* article 12:64, §2, du Code des sociétés et des associations, à l'exception de ceux qui lui ont été transmis en application du paragraphe 1^{er}.

DEUXIÈME RESOLUTION: Communication concernant toute modification importante du patrimoine actif et passif des sociétés participant à la scission entre la date de l'établissement du Projet de Scission et la date de la scission, conformément à l'article 12:8 *juncto* article 12:63 du Code des sociétés et des associations.

Le Conseil d'Administration de la Société a déclaré, conformément à l'article 12:8 *juncto* article 12:63 du Code des sociétés et des associations :

- qu'il n'y a pas eu d'importantes modifications du patrimoine actif et passif de la Société entre la date de l'établissement du Projet de Scission et la date de la présente assemblée générale ;

- qu'il n'a pas été informé par le Conseil d'Administration de Syensqo d'importantes modifications de son patrimoine actif et passif entre la date de l'établissement du Projet de Scission et la date de la présente assemblée générale.

L'assemblée générale prend connaissance de ces communications.

TROISIÈME RESOLUTION: Décision de scission partielle – Détermination du rapport d'échange – Conditions générales

1. Approbation de la Scission partielle

L'assemblée générale approuve le Projet de Scission et décide la scission partielle de la Société, sans que celle-ci ne cesse d'exister, par laquelle les éléments du patrimoine actif et passif composant le « Périmètre Specialty », tels que décrits dans le Projet de Scission, seront scindés et transférés à Syensqo (le « Patrimoine scindé ») en application de l'article 12:8 *juncto* articles 12:59 et suivants du Code des sociétés et des associations (la « Scission Partielle »).

La Scission Partielle sera réalisée à minuit, heure de Bruxelles, au matin du premier jour suivant la date de la dernière des assemblées générales suivantes (la « Date d'Effet »), sans préjudice de la date d'effet rétroactif comptable :

(i) l'assemblée générale extraordinaire de la Société ayant approuvé le Projet de Scission en application de l'article 12:8 *juncto* article 12:67 du Code des sociétés et des associations ; et

(ii) l'assemblée générale extraordinaire de Syensqo ayant approuvé le Projet de Scission et les autres décisions requises en application de l'article 12:8 *juncto* article 12:69 du Code des sociétés et des associations.

2. Description du Patrimoine scindé

L'assemblée requiert au notaire soussigné de constater la description sommaire suivante du Périmètre Specialty, tel que défini dans l'ordre du jour de la présente assemblée générale.

(a) Actifs et passifs à transférer

2.1. À l'issue de la Scission Partielle, les éléments du patrimoine actif et passif de Solvay décrits ci-dessous (y compris tous les droits, relations contractuelles, intérêts juridiques de tout type, clientèle, goodwill, engagements, créances, responsabilités, demandes, obligations et obligations latentes, connus ou inconnus qui s'y rattachent) seront scindés et apportés à Syensqo de plein droit conformément à l'article 12:13, 3° du Code des sociétés et des associations dans l'état où ils se trouvent à la Date d'Effet :

(i) les immobilisations incorporelles figurant en Annexe I du Projet de Scission (à l'exception de celles visées au point (ii) ci-dessous) ;

(ii) les droits de propriété intellectuelle figurant en Annexe II du Projet de Scission, qu'ils soient ou non comptabilisés ;

(iii) les immobilisations corporelles figurant en Annexe III du Projet de Scission (à l'exception de celles visées au point (iv) ci-dessous) ;

(iv) les immeubles (en ce compris les biens meubles de toute nature qui s'y trouveraient à la Date d'Effet) et droits immobiliers figurant en Annexe IV du Projet de Scission, ainsi que les droits et obligations de Solvay au titre des contrats se rapportant auxdits immeubles ;

(v) l'entière des actions et autres intérêts détenus par Solvay dans les sociétés visées à l'Annexe V du Projet de Scission ou que Solvay viendrait à détenir entre la Date de Première Validation et la Date d'Effet dans une ou plusieurs autres sociétés dont les activités se rattacheraient, directement ou indirectement, exclusivement au Périmètre Specialty (les « Filiales Directes Specialty » et, avec leurs filiales et participations directes ou indirectes, les « Sociétés du Périmètre Specialty ») ;

(vi) les créances correspondant aux positions créditrices des comptes bancaires transférés à Syensqo (en ce compris les placements de trésorerie et comptes à terme qui leur sont liés) figurant en Annexe VI du Projet de Scission, ainsi que les droits et obligations de Solvay au titre des contrats conclus entre Solvay et des institutions financières afférents auxdits comptes bancaires ou y étant liés ; étant précisé que la somme des positions créditrices des comptes bancaires précités comportera, en tout état de cause, un montant d'au moins 490.000.000,00 euros à recevoir par Solvay entre le 1^{er} juillet 2023 et la Date d'Effet qui est alloué à Syensqo dans le cadre de la Scission Partielle tel que reflété dans les « comptes de liaison » inscrits aux bilans d'ouverture de Solvay et de Syensqo au 1^{er} juillet 2023 ;

(vii) les créances envers des tiers cédées à Solvay par ses filiales et se rapportant exclusivement au Périmètre Specialty, ainsi que les créances envers des Sociétés du Périmètre Specialty ;

(viii) les droits, obligations et provisions se rattachant au litige figurant en Annexe VII du Projet de Scission et à tous autres litiges initiés à compter de la Date de Première Validation et se rapportant exclusivement aux Sociétés du Périmètre Specialty et/ou au Périmètre Specialty ;

(ix) les dettes financières figurant en Annexe VIII du Projet de Scission (à l'exception des dettes visées au point (x) ci-dessous) ;

(x) les droits et obligations attachés aux obligations émises par Solvay figurant en Annexe IX du Projet de Scission, étant rappelé que les assemblées générales des obligataires concernés ont préalablement autorisé le transfert de ces droits et obligations ;

(xi) les droits et obligations de Solvay au titre de tous les contrats conclus entre Solvay, d'une part, et une ou plusieurs Sociétés du Périmètre Specialty, d'autre part, ainsi que les garanties données par Solvay pour des emprunts et engagements contractés par des Sociétés du Périmètre Specialty (à l'exception des emprunts visés au point (x) ci-dessus), que ces garanties soient ou non comptabilisées ;

(xii) les droits et obligations de Solvay au titre d'autres contrats, non visés par un autre point de cette section 2.1, figurant en Annexe X du Projet de Scission ;

(xiii) les garanties données par Solvay figurant en Annexe XI du Projet de Scission (à l'exception de celles visées aux points (x) et (xi) ci-dessus), que ces garanties soient ou non comptabilisées ;

(xiv) les droits et obligations résultant des contrats de travail des salariés de Solvay affectés aux activités du Périmètre Specialty, dont les numéros de matricule figurent en Annexe XII du Projet de Scission (les « Salariés Transférés »), y inclus (de manière non-exhaustive) les obligations vis-à-vis de la sécurité sociale et en matière de précompte professionnel, les rémunérations et avantages non liquidés à la Date d'Effet, ainsi que les droits et obligations découlant des régimes de pension y afférents et les provisions pour dettes et charges liées aux Salariés Transférés (notamment (x) les obligations à long terme pour les avantages sociaux liés à la retraite (pension) et autres avantages à long terme (telles que des primes de jubilaire et

autres avantages) des Salariés Transférés, et (y) les obligations à court terme, notamment pour les primes et bonus en cours d'acquisition et les pécules de vacances, concernant les Salariés Transférés) ;

(xv) les droits et obligations de Solvay au titre de plans d'intéressement, y compris les plans de stock-options, performance share units, restricted share units et d'actionnariat salarié, ainsi que de plans de rétention, dans chaque cas dont les bénéficiaires sont des Salariés Transférés ou des salariés des Sociétés du Périmètre Specialty ;

(xvi) le droit de Solvay de recevoir des indemnités au titre de contrats d'assurance souscrits par Solvay, selon les termes et sous réserve des conditions stipulées dans ces contrats, et déduction faite des frais, honoraires, émoluments et dépens supportés par Solvay pour leur recouvrement (y compris tous frais de justice), en tant que ce droit se rapporte aux déclarations de sinistre, demandes d'indemnisation ou réclamations effectuées par Solvay au titre de ces contrats d'assurance à partir de la Date de Première Validation et se rapportant exclusivement aux Sociétés du Périmètre Specialty et/ou au Périmètre Specialty ;

(xvii) les archives figurant en Annexe XIII du Projet de Scission et les droits et obligations de Solvay au titre des contrats se rapportant à la gestion, à la conservation, à la numérisation et au transfert de celles-ci ; et

(xviii) les permis, autorisations et licences se rapportant exclusivement au Périmètre Specialty, dans toute la mesure permise par la loi.

(b) Aperçu comptable des actifs et passifs à transférer

2.2 Des états comptables actifs et passifs *pro forma* pour chacune de Solvay et de Syensqo au 1^{er} juillet 2023, joints en Annexe XIV du Projet de Scission, préparés sur la base du bilan statutaire de Solvay au 30 juin 2023, présentent une estimation de la composition des actifs et passifs de Solvay, d'une part, et de Syensqo, d'autre part, si la Scission Partielle avait été réalisée le 1^{er} juillet 2023.

2.3 Le tableau ci-dessous présente les éléments du patrimoine actif de Solvay tels qu'ils figurent dans le bilan statutaire de Solvay au 30 juin 2023, ainsi que la répartition de ces éléments entre (i) ceux qui seront conservés par Solvay à l'issue de la Scission Partielle et constitueront ainsi le bilan statutaire d'ouverture (actif) de Solvay au 1^{er} juillet 2023, et (ii) ceux qui seront apportés au patrimoine actif de Syensqo à l'issue de la Scission Partielle et constitueront ainsi le bilan statutaire d'ouverture (actif) de Syensqo au 1^{er} juillet 2023.

	<i>Solvay – Bilan statutaire au 30 juin 2023</i>	<i>Solvay – Bilan statutaire d'ouverture au 1^{er} juillet 2023*</i>	<i>Syensqo – Bilan statutaire d'ouverture au 1^{er} juillet 2023*</i>
<i>(en euros)</i>			
Actifs immobilisés	13.784.453.470,61	4.202.070.051,58	9.582.383.419,03
Immobilisations incorporelles	104.343.463,31	66.715.404,76	37.628.058,55
Immobilisations corporelles	121.688.962,61	53.739.765,50	67.949.197,11
Immobilisations financières	13.558.421.044,69	4.081.614.881,32	9.476.806.163,37
Actifs circulants	2.941.066.979,93	911.214.758,00	2.519.852.221,93
Créances à plus d'un an	292.797,10	292.797,10	0,00
Stocks et commandes en cours	440.648,81	440.648,81	0,00
Créances à un an au plus	2.095.813.139,51	646.480.297,94	1.939.332.841,57
Placements de trésorerie	434.435.584,19	174.435.584,19	260.000.000,00
Valeurs disponibles	377.968.575,11	69.274.349,89	308.694.225,22
Comptes de régularisation actif	32.116.235,21	20.291.080,07	11.825.155,14

Total de l'actif	16.725.520.450,54	5.113.284.809,58	12.102.235.640,96
-------------------------	--------------------------	-------------------------	--------------------------

* Les bilans statutaires d'ouverture au 1^{er} juillet 2023 de Solvay et de Syensqo reflètent l'existence de « comptes de liaison » entre Solvay et Syensqo, qui traduisent l'existence d'un montant d'au moins 490.000.000,00 euros à recevoir par Solvay entre le 1^{er} juillet 2023 et la Date d'Effet qui est alloué à Syensqo dans le cadre de la Scission Partielle.

Sur la base du bilan statutaire d'ouverture de Solvay au 1^{er} juillet 2023, la valeur comptable des éléments du patrimoine actif de Solvay à scinder serait de 12.102.235.640,96 euros.

2.4 Le tableau ci-dessous présente les éléments du patrimoine passif de Solvay tels qu'ils figurent dans le bilan statutaire de Solvay au 30 juin 2023, ainsi que la répartition de ces éléments entre (i) ceux qui seront conservés par Solvay à l'issue de la Scission Partielle et constitueront ainsi le bilan statutaire d'ouverture (passif) de Solvay au 1^{er} juillet 2023, et (ii) ceux qui seront apportés au patrimoine passif de Syensqo à l'issue de la Scission Partielle et constitueront ainsi le bilan statutaire d'ouverture (passif) de Syensqo au 1^{er} juillet 2023.

	<i>Solvay – Bilan statutaire au 30 juin 2023</i>	<i>Solvay – Bilan statutaire d'ouverture au 1^{er} juillet 2023*</i>	<i>Syensqo – Bilan statutaire d'ouverture au 1^{er} juillet 2023*</i>
<i>(en euros)</i>			
Capitaux propres	9.780.058.511,87	1.278.092.399,24	8.501.966.112,63
Capital	1.588.146.240,00	207.544.529,08	1.380.601.710,92
Primes d'émission	1.200.432.580,38	156.876.746,18	1.043.555.834,20
Réserves	1.982.255.418,15	259.048.100,81	1.723.207.317,34
Bénéfice reporté	5.009.224.273,34	654.623.023,17	4.354.601.250,17
Provisions et impôts différés	236.618.279,48	186.640.250,75	49.978.028,73
Provisions pour risques et charges	236.618.279,48	186.640.250,75	49.978.028,73
Impôts différés	0,00	0,00	0,00
Dettes	6.708.843.659,19	3.648.552.159,59	3.550.291.499,60
Dettes à plus d'un an	1.921.349.651,53	300.014.710,99	1.621.334.940,54
Dettes à un an au plus	4.730.704.655,55	3.307.130.327,91	1.913.574.327,64
Comptes de régularisation passif	56.789.352,11	41.407.120,69	15.382.231,42
Total du passif (en ce compris les capitaux propres)	16.725.520.450,54	5.113.284.809,58	12.102.235.640,96

* Les bilans statutaires d'ouverture au 1^{er} juillet 2023 de Solvay et de Syensqo reflètent l'existence de « comptes de liaison » entre Solvay et Syensqo, qui traduisent l'existence d'un montant d'au moins 490.000.000,00 euros à recevoir par Solvay entre le 1^{er} juillet 2023 et la Date d'Effet qui est alloué à Syensqo dans le cadre de la Scission Partielle.

Sur la base du bilan statutaire d'ouverture de Solvay au 1^{er} juillet 2023, la valeur comptable des éléments du patrimoine passif de Solvay à scinder serait de 12.102.235.640,96 euros.

2.5 Le capital et les réserves de Solvay seront transférés à Syensqo en proportion de la valeur fiscale nette au 1^{er} juillet 2023 (à savoir la Date d'Effet Rétroactif Comptable, telle que définie ci-après) des éléments du patrimoine actif et passif de Solvay à apporter à Syensqo, par rapport au total de la valeur fiscale nette de Solvay à cette même date, ces valeurs fiscales nettes étant calculées sur la base des éléments figurant aux sections 2.2 à 2.4 ci-dessus.

2.6 À titre d'information, une estimation des éléments du patrimoine actif de Solvay qui seront apportés au patrimoine actif de Syensqo à l'issue de la Scission Partielle, ainsi que du patrimoine actif de Solvay avant et après la Scission Partielle, tels que ces éléments devraient se présenter le 9 décembre 2023 (à savoir la date anticipée pour la réalisation de la Scission Partielle), est présentée dans le tableau ci-dessous. Les valeurs retenues pour les éléments du patrimoine actif de Solvay avant la Scission Partielle présentées ci-dessous ont été préparées sur la base du bilan statutaire de Solvay au 30 juin 2023, puis ajustées pour refléter l'impact estimé des activités de Solvay, des opérations intragroupes nécessaires à la scission du Périmètre Specialty et d'autres événements survenus entre le 1^{er} juillet 2023 (inclus) et le 9 décembre 2023 (exclu).

	<i>Solvay – Bilan statutaire estimé avant la Scission Partielle</i>	<i>Solvay – Bilan statutaire estimé après la Scission Partielle</i>	<i>Syensqo – estimation de l'actif apporté au résultat de la Scission Partielle</i>
<i>(en euros)</i>			
Actifs immobilisés	14.230.906.028,24	4.654.226.200,54	9.576.679.827,70
Immobilisations incorporelles	95.143.463,31	59.415.404,76	35.728.058,55
Immobilisations corporelles	117.388.962,61	51.539.765,50	65.849.197,11
Immobilisations financières	14.018.373.602,32	4.543.271.030,28	9.475.102.572,04
Actifs circulants	3.241.510.064,70	917.172.696,98	2.324.337.367,72
Créances à plus d'un an	292.797,10	292.797,10	0,00
Stocks et commandes en cours	440.648,81	440.648,81	0,00
Créances à un an au plus	2.095.813.139,51	646.480.297,94	1.449.332.841,57
Placements de trésorerie	0,00	0,00	0,00
Valeurs disponibles	1.112.847.244,07	249.667.873,06	863.179.371,01
Comptes de régularisation actif	32.116.235,21	20.291.080,07	11.825.155,14
Total de l'actif	17.472.416.092,94	5.571.398.897,52	11.901.017.195,42

2.7 À titre d'information, une estimation des éléments du patrimoine passif (en ce compris les capitaux propres) de Solvay qui seront apportés au patrimoine passif (en ce compris les capitaux propres) de Syensqo à l'issue de la Scission Partielle, ainsi que du patrimoine passif (en ce compris les capitaux propres) de Solvay avant et après la Scission Partielle, tels que ces éléments devraient se présenter le 9 décembre 2023 (à savoir la date anticipée pour la réalisation de la Scission Partielle), est présentée dans le tableau ci-dessous. Les valeurs retenues pour les éléments du patrimoine passif (en ce compris les capitaux propres) de Solvay avant la Scission Partielle présentées ci-dessous ont été préparées sur la base du bilan statutaire de Solvay au 30 juin 2023, puis ajustées pour refléter l'impact estimé des activités de Solvay, des opérations intragroupes nécessaires à la scission du Périmètre Specialty et d'autres événements survenus entre le 1^{er} juillet 2023 (inclus) et le 9 décembre 2023 (exclu).

	<i>Solvay – Bilan statutaire estimé avant la Scission Partielle</i>	<i>Solvay – Bilan statutaire estimé après la Scission Partielle</i>	<i>Syensqo – estimation du passif (en ce compris les capitaux propres) apporté au résultat de la Scission Partielle</i>
<i>(en euros)</i>			
Capitaux propres	10.455.797.533,86	2.165.293.738,96	8.290.503.794,91
Capital	1.588.146.240,00	207.544.529,08	1.380.601.710,92

		Solvay – Bilan statutaire estimé avant la Scission	Solvay – Bilan statutaire estimé après la Scission	Syensqo – estimation du passif (en ce compris les capitaux propres) apporté au résultat de la Scission
	(en euros)	Partielle	Partielle	Partielle
Primes d'émission		1.200.432.580,38	156.876.746,18	1.043.555.834,20
Réserves		1.982.255.418,15	259.048.100,81	1.723.207.317,34
Bénéfice reporté		5.684.963.295,33	1.541.824.362,89	4.143.138.932,44
Provisions et impôts différés		205.972.778,89	195.098.998,97	10.873.779,92
Provisions pour risques et charges		205.972.778,89	195.098.998,97	10.873.779,92
Impôts différés		0,00	0,00	0,00
Dettes		6.810.645.780,19	3.211.006.159,59	3.599.639.620,60
Dettes à plus d'un an		1.021.349.651,53	14.710,99	1.021.334.940,54
Dettes à un an au plus		5.732.506.776,55	3.169.584.327,91	2.562.922.448,64
Comptes de régularisation passif		56.789.352,11	41.407.120,69	15.382.231,42
Total du passif (en ce compris les capitaux propres)		17.472.416.092,94	5.571.398.897,52	11.901.017.195,42

(c) Actifs et passifs exclus du transfert

2.8 Dans la mesure où un élément du patrimoine actif ou passif de Solvay n'est pas attribué par le présent article 2 (en ce compris les annexes auxquelles cet article fait référence), cet élément restera dans le patrimoine de Solvay. Par conséquent, il est expressément prévu que l'article 12:60 du Code des sociétés et des associations n'est pas applicable au Projet de Scission.

(d) Transfert de propriété des biens immeubles et des droits réels immobiliers

2.9 Les biens immobiliers mentionnés ci-dessous seront transférés dans le cadre de la Scission Partielle à Syensqo :

DESCRIPTION DES BIENS

Commune d'IXELLES - deuxième division

1. un jardin sis rue des Champs Elysées, cadastré selon un extrait récent de la matrice cadastrale section A numéro **0290/T/P0000** pour une superficie d'un hectare quarante-trois ares septante-et-un centiares (1ha 43a 71ca);

2. un immeuble à appartements multiples sur et avec terrain, sis **rue des Champs Elysées 61/63**, cadastré selon un extrait récent de la matrice cadastrale section A numéro **0290/W/P0000** pour une superficie de cinq ares quarante-cinq centiares (5a 45ca);

3. un bâtiment de bureaux sur et avec terrain, sis **rue des Champs Elysées 43**, cadastré selon titre section A numéro 293/N et selon un extrait récent de la matrice cadastrale section A numéro **0293/N/P0000** pour une superficie de quatre ares cinquante centiares (4a 50ca);

4. un bâtiment de bureaux sur et avec terrain, sis **rue des Champs Elysées 43**, cadastré selon titre section A numéro 293/P et selon un extrait récent de la matrice cadastrale section A numéro **0293/P/P0000** pour une superficie de six ares vingt centiares (6a 20ca),

ci-après dénommés ensemble le « **premier bien** ».

VILLE de BRUXELLES – vingt-et-unième division

5. un centre de recherche, sis **rue de la Fusée 98** (selon titre numéro 98-100), cadastré selon titre et extrait récent de la matrice cadastrale section C numéro **0236/D/P0000** pour une superficie selon titre et extrait récent de la matrice cadastrale de trois hectares trois ares

cinquante-cinq centiares (3ha 03a 55ca),

ci-après dénommé le « **deuxième bien** ».

VILLE de BRUXELLES – vingt-et-unième division

6. une parcelle de terrain (lot 2), sise **rue de Woluwe-Saint-Etienne** (selon titre numéro 55), cadastrée selon titre et extrait récent de la matrice cadastrale section C numéro **0211/D/P0000**, pour une superficie selon titre et extrait récent de la matrice cadastrale de huit ares soixante-huit centiares (8a 68ca),

ci-après dénommé le « **troisième bien** ».

Le premier, deuxième et troisième bien, ci-après dénommés ensemble « **les biens** ».

RENOI AU PROCES-VERBAL DE SYENSQO

Pour ce qui concerne la description détaillée, l'origine de propriété, les dispositions concernant la gestion des sols, les conditions de transfert générales et spéciales des Biens, il est renvoyé au procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de Syensqo.

(e) Établissement stable italien de la Société

2.10 À la Date d'Effet, les éléments du patrimoine actif et passif repris dans le Périmètre Specialty et détenus par la succursale qualifiant d'établissement stable italien de Solvay (*Solvay SA - Sede Secondaria per l'Italia*) immatriculé à Viale Lombardia 20, 20021 Bollate (Milan, Italie), sous le numéro 00089900492 (l'« ES Italien de Solvay »), seront apportés dans le cadre de la Scission Partielle à la succursale qualifiant d'établissement stable italien de Syensqo immatriculé à Viale Lombardia 20, 20021 Bollate (Milan, Italie), le 19 mai 2023, sous le numéro 12947770967 (l'« ES Italien de Syensqo »). L'ES Italien de Syensqo continuera à exercer, sans interruption, les activités du Périmètre Specialty qui étaient exercées par l'ES Italien de Solvay avant la Date d'Effet.

3. Rapport d'échange (article 12:59, alinéa 2, 2° du Code des sociétés et des associations)

3.1 S'agissant d'une scission partielle par laquelle les éléments du patrimoine actif et passif composant le Périmètre Specialty, tels qu'ils sont décrits à l'article 11 du Projet de Scission et à l'article 2 du présent procès-verbal, seront apportés à Syensqo sans que Solvay ne cesse d'exister, les actions existantes de Solvay ne feront pas l'objet d'un échange.

3.2 À la Date d'Effet, en contrepartie des éléments du patrimoine actif et passif composant le Périmètre Specialty à transférer à Syensqo, tels qu'ils sont décrits à l'article 11 du Projet de Scission et à l'article 2 du présent procès-verbal, Syensqo émettra et allouera pour chaque action Solvay existante (à l'exception des Actions Solvay Exclues) une (1) action ordinaire Syensqo, qui sera remise à son titulaire conformément à l'article 5 ci-dessous.

3.3 Aucune action Solvay détenue en propre par Solvay, ni aucune action Solvay détenue en propre par Syensqo, ni aucune action Solvay détenue par une personne agissant en son nom propre mais pour le compte de Solvay ou de Syensqo (ensemble, les « Actions Solvay Exclues ») ne recevront d'actions Syensqo ou une autre contrepartie à la Date d'Effet conformément à l'article 12:71, §2 du Code des sociétés et des associations.

4. Soutle en espèces (article 12:59, alinéa 2, 2° du Code des sociétés et des associations)

Aucune soutle en espèces ne sera payée aux actionnaires de la Société.

5. Modalités de remise des actions ordinaires de Syensqo (article 12:59, alinéa 2, 3° du Code des sociétés et des associations)

5.1 Conformément au rapport d'échange mentionné à l'article 3 du Projet de Scission, le nombre d'actions ordinaires de Syensqo qui seront émises par Syensqo à la Date d'Effet sera égal au nombre d'actions de la Société existant à cette date, duquel sera déduit le nombre d'Actions Solvay Exclues, le cas échéant.

5.2 Il est précisé que Syensqo procèdera à l'allocation et fera remettre les actions Syensqo nouvellement émises aux actionnaires de la Société selon la manière dont chaque action de la Société est détenue à la Date d'Effet, de sorte que :

(i) pour chaque action nominative de la Société, Syensqo procèdera à l'inscription d'une action ordinaire Syensqo sous le nom de l'actionnaire de la Société qui en est titulaire dans le registre des actionnaires de Syensqo ;

(ii) pour chaque action dématérialisée de la Société, Syensqo donnera instruction à Euroclear d'inscrire une action ordinaire Syensqo dans le compte-titres au nom de l'actionnaire de la Société tenu par l'établissement financier concerné.

5.3 La négociation des actions ordinaires de Syensqo sur Euronext Bruxelles et Euronext Paris débutera le premier jour de bourse suivant la Date d'Effet, initialement sur une base différée (if-and-when-delivered), jusqu'au règlement-livraison des actions ordinaires émises par Syensqo conformément au Projet de Scission. Le mnémonique (ticker) et le code ISIN (*International Securities Identification Number*) de l'action Syensqo seront annoncés avant la Date d'Effet.

6. Date à partir de laquelle les actions de Syensqo donnent le droit de participer aux bénéfices (article 12:59, alinéa 2, 4° du Code des sociétés et des associations)

Les actions émises par Syensqo donneront, à partir de la Date d'Effet, le droit de participer aux bénéfices. Ce droit sera soumis aux dispositions prévues par le Code des sociétés et des associations et ne fera pas l'objet de modalités particulières. Eu égard à la rétroactivité comptable de la Scission Partielle, conformément à l'article 7 du Projet de Scission et à l'article 7 du présent procès-verbal, pour l'exercice en cours au moment de la Date d'Effet, ces actions donneront droit au dividende entier pour la période comprise entre la Date d'Effet Rétroactif Comptable et la date de clôture de l'exercice, en ce compris la période allant de la Date d'Effet Rétroactif Comptable à la Date d'Effet.

7. Date à partir de laquelle les opérations de Solvay sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de Syensqo (article 12:59, alinéa 2, 5° du Code des sociétés et des associations)

Du point de vue comptable, la Scission Partielle sera réalisée avec effet rétroactif au 1er juillet 2023 (la « Date d'Effet Rétroactif Comptable »). En conséquence, du point de vue comptable, (i) Syensqo sera réputée avoir eu l'usage de tous les actifs scindés dès la Date d'Effet Rétroactif Comptable ; (ii) toutes les opérations réalisées par la Société à partir de la Date d'Effet Rétroactif Comptable et portant sur des éléments du patrimoine actif et passif de la Société composant le Périmètre Specialty seront réputées avoir été accomplies pour le compte de Syensqo et (iii) tous les profits et les pertes relatifs à ces opérations sur la période ouverte depuis la Date d'Effet Rétroactif Comptable seront réputés avoir été réalisés par Syensqo.

8. Droits attribués par Syensqo aux actionnaires de la Société ayant des droits spéciaux, ainsi qu'aux titulaires de titres autres que des actions, ou mesures proposées à leur égard (article 12:59, alinéa 2, 6° du Code des sociétés et des associations)

8.1 La Société n'a pas d'actionnaires ayant des droits spéciaux et n'a pas émis de titres de capital (ou donnant accès au capital) autres que des actions.

8.2 Immédiatement après la réalisation de la Scission Partielle, toutes les actions ordinaires nouvellement émises et attribuées par Syensqo aux actionnaires de la Société auront chacune les mêmes droits. Il n'y aura qu'une seule et unique classe d'actions Syensqo.

9. Émoluments attribués au commissaire pour la rédaction du rapport prévu à l'article 12:62 (article 12:59, alinéa 2, 7° du Code des sociétés et des associations)

9.1 Solvay a chargé Ernst & Young Réviseurs d'Entreprises SRL, ayant son siège à 1831 Diegem, De Kleetlaan 2, et portant le numéro d'entreprise 0446.334.711, représenté par Madame Marie Kaisin (le « Réviseur de Solvay »), d'établir un rapport écrit sur le Projet de Scission conformément à l'article 12:62, §1^{er} du Code des sociétés et des associations. Ses émoluments pour cette mission ont été fixés à 20.000,00 euros (hors taxes).

9.2 Syensqo a chargé Ernst & Young Réviseurs d'Entreprises SRL, ayant son siège à 1831 Diegem, De Kleetlaan 2, et portant le numéro d'entreprise 0446.334.711, représenté par Madame Marie Kaisin (le « Réviseur de Syensqo »), d'établir un rapport écrit sur le Projet de Scission conformément à l'article 12:62, §1^{er} du Code des sociétés et des associations. Ses émoluments pour cette mission ont été fixés à 20.000,00 euros (hors taxes).

10. Avantages particuliers attribués aux administrateurs des sociétés participant à la Scission Partielle (article 12:59, alinéa 2, 8° du Code des sociétés et des associations)

Les administrateurs de Solvay et de Syensqo ne bénéficient d'aucun avantage particulier, au sens de l'article 12:59, alinéa 2, 8° du Code des sociétés et des associations, dans le cadre de la Scission Partielle, à l'exception de :

- Madame Ilham Kadri, administratrice de Solvay et de Syensqo, en sa qualité de Directrice générale et Présidente du Comité exécutif de Solvay, qui a (i) le droit de recevoir, sous réserve de la réalisation de certaines conditions, une prime de rétention en espèces équivalente à 18 mois de rémunération (définie comme la rémunération annuelle de base au 1^{er} avril 2022 et la rémunération variable à court terme à objectifs atteints pour 2022), et (ii) reçu 129.418 options sur actions dans le cadre du plan d'intéressement *Power of 2*, qui pourront être exercées entre le 1^{er} janvier 2026 et le 31 décembre 2027, sous réserve de la réalisation de certaines conditions (notamment la réalisation de la Scission Partielle et une condition de performance en matière de création de valeur). Par ailleurs, Madame Ilham Kadri se verra octroyer par Solvay, en reconnaissance du travail accompli et de son engagement extraordinaire dans le cadre du projet de scission partielle de Solvay, une prime brute de 12.000.000,00 euros, conformément aux discrétions reconnues au Comité des Rémunérations de Solvay par la politique de rémunération.
- Monsieur Hervé Tiberghien, administrateur de Syensqo, en sa qualité de Chief People Officer et membre du Comité exécutif de Solvay, qui a (i) le droit de recevoir, sous réserve de la réalisation de certaines conditions, une prime de rétention en espèces équivalente à 18 mois de rémunération (définie comme la rémunération annuelle de base au 1^{er} avril 2022 et la rémunération variable à court terme à objectifs atteints pour 2022), et (ii) reçu 23.355 options sur actions dans le cadre du plan d'intéressement *Power of 2*, qui pourront être

exercées entre le 1^{er} janvier 2026 et le 31 décembre 2027, sous réserve de la réalisation de certaines conditions (notamment la réalisation de la Scission Partielle et une condition de performance en matière de création de valeur).

11. Répartition aux actionnaires de la Société des actions de Syensqo et critère sur lequel cette répartition est fondée (article 12:59, alinéa 2, 10° du Code des sociétés et des associations)

Les actions émises par Syensqo dans le cadre de la Scission Partielle seront attribuées à chaque actionnaire de la Société conformément aux articles 3 et 5 du Projet de Scission et aux articles 3 et 5 du présent procès-verbal.

12. Salariés Transférés

12.1 Les Salariés Transférés seront transférés de façon automatique à Syensqo par l'effet de la Scission Partielle.

12.2 Les droits et obligations existants des Salariés Transférés dont le contrat de travail est soumis au droit belge seront préservés notamment en application des dispositions de la C.C.T. n°32bis du 7 juin 1985 concernant le maintien des droits des travailleurs en cas de changement d'employeur du fait d'un transfert conventionnel d'entreprise et réglant les droits des travailleurs repris en cas de reprise de l'actif après faillite ou concordat judiciaire par abandon d'actif.

12.3 Les Salariés Transférés dont le contrat de travail est soumis à un droit étranger, tels que les Salariés Transférés de l'ES Italien de Solvay, seront également transférés de façon automatique à Syensqo par l'effet de la Scission Partielle. Les droits et obligations existants de ces Salariés Transférés seront préservés conformément aux dispositions légales étrangères applicables.

13. Coûts et frais

Tous les coûts, frais et charges encourus en rapport avec la Scission Partielle (en ce compris notamment les droits d'enregistrement dus à l'occasion de la Scission Partielle et les honoraires et émoluments du notaire instrumentant) ainsi que les frais liés à la publication et au dépôt du Projet de Scission et à la tenue des assemblées générales extraordinaires de Solvay et de Syensqo, sont à charge de Solvay.

Vote :

Cette proposition est mise aux voix. Elle est adoptée comme indiqué ci-dessous :

1/ Nombre d'actions pour lesquelles des votes ont été valablement exprimés :

74.836.433

2/ Pourcentage que le nombre d'actions ci-dessus représentent dans le capital : 70,7%

3/ Nombre de votes valablement exprimés : 74.836.433

dont

POUR	73.562.543
CONTRE	347.533
ABSTENTION	330.557

La proposition est par conséquent approuvée.

QUATRIÈME RESOLUTION: Réduction de capital à la suite de la Scission Partielle.

En conséquence de la Scission Partielle, l'assemblée générale décide de réduire le capital de la Société d'un montant de 1.351.562.792,82 euros, portant le capital de 1.588.146.240,00 euros à 236.583.447,18 euros, avec effet à la réalisation de la Scission Partielle, sans annulation des actions existantes.

Vote :

Cette proposition est mise aux voix. Elle est adoptée comme indiqué ci-dessous :

1/ Nombre d'actions pour lesquelles des votes ont été valablement exprimés :

74.836.433

2/ Pourcentage que le nombre d'actions ci-dessus représentent dans le capital : 70,7%

3/ Nombre de votes valablement exprimés : 74.836.433

dont

POUR	73.861.607
CONTRE	166.268
ABSTENTION	494.929

La proposition est par conséquent approuvée.

CINQUIÈME RESOLUTION: Modification de l'article 5 des statuts

L'assemblée générale décide de modifier l'article 5 des statuts par le texte suivant, avec effet à la réalisation de la Scission Partielle :

« Le capital est de deux cent trente-six millions cinq cent quatre-vingt-trois mille quatre cent quarante-sept euros dix-huit cents (**236.583.447,18 EUR**). Il est représenté par cent cinq millions huit cent septante-six mille quatre cent seize (**105.876.416**) **actions** sans mention de valeur nominale. ».

Vote :

Cette proposition est mise aux voix. Elle est adoptée comme indiqué ci-dessous :

1/ Nombre d'actions pour lesquelles des votes ont été valablement exprimés :

74.836.433

2/ Pourcentage que le nombre d'actions ci-dessus représentent dans le capital : 70,7%

3/ Nombre de votes valablement exprimés : 74.836.433

dont

POUR	74.025.320
CONTRE	148.890
ABSTENTION	348.079

La proposition est par conséquent approuvée.

B. CAPITAL AUTORISE

SIXIÈME RESOLUTION: Prise de connaissance par les actionnaires du rapport du Conseil d'administration établi en application de l'article 7:199, alinéa 2 du Code des sociétés et des associations.

L'assemblée prend connaissance du rapport du Conseil d'administration établi en application de l'article 7:199, alinéa 2 du Code des sociétés et des associations.

Une copie de ce rapport sera conservée dans le dossier du notaire soussigné.

SEPTIÈME RESOLUTION: Renouvellement de l'autorisation donnée au Conseil d'administration d'augmenter le capital.

L'assemblée générale décide d'annuler le solde de l'autorisation conférée au Conseil

d'administration par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 12 mai 2020 et de la remplacer par une nouvelle autorisation d'augmenter le capital en application des articles 7:198 et suivants du Code des sociétés et des associations, en une ou plusieurs fois, pour une durée de cinq (5) ans, à concurrence de 23.650.000 euros (hors prime d'émission).

Par conséquent, l'assemblée générale décide de remplacer le texte de l'article 8 des statuts par le texte suivant :

« Le Conseil d'Administration est autorisé à augmenter le capital en une ou plusieurs fois, à concurrence d'un montant maximal de vingt-trois millions six cent cinquante mille euros (23.650.000 EUR) (hors prime d'émission). Cette autorisation est valable pendant cinq ans à dater de la publication du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 8 décembre 2023.

Toute augmentation de capital décidée en vertu du présent article peut revêtir une forme quelconque, notamment par apport en numéraire, par apport en nature, par incorporation de réserves disponibles ou indisponibles, de primes d'émission ou de bénéfice reporté, avec ou sans création de nouvelles actions, privilégiées ou non, avec ou sans droit de vote, émises en dessous, au-dessus ou au pair comptable, dans les limites permises par la loi. Le Conseil d'Administration peut, dans le cadre de la présente autorisation, émettre des droits de souscription, des obligations convertibles ou d'autres titres, dans les conditions prévues par le Code des sociétés et des associations.

Le Conseil d'Administration peut limiter ou supprimer le droit de préférence des actionnaires. Cette faculté inclut la limitation ou la suppression du droit de préférence des actionnaires en faveur d'une ou plusieurs personnes déterminées autres que les membres du personnel de la société ou de ses filiales.

Toute décision d'utiliser l'autorisation donnée au Conseil d'Administration d'augmenter le capital en application du présent article 8 requiert une majorité des trois quarts des voix (arrondie à l'unité supérieure) des administrateurs présents ou représentés composant ledit Conseil.

Le Conseil d'Administration est habilité, avec pouvoir de subdélégation, à modifier les statuts afin de tenir compte des augmentations de capital consécutives à l'exercice de ses pouvoirs en vertu du présent article. »

Vote :

Cette proposition est mise aux voix. Elle est adoptée comme indiqué ci-dessous :

1/ Nombre d'actions pour lesquelles des votes ont été valablement exprimés :

74.836.433

2/ Pourcentage que le nombre d'actions ci-dessus représentent dans le capital : 70,7%

3/ Nombre de votes valablement exprimés : 74.836.433

dont

POUR	73.068.040
CONTRE	1.083.682
ABSTENTION	373.436

La proposition est par conséquent approuvée.

HUITIÈME RESOLUTION: Proposition d'autoriser le Conseil d'administration à augmenter le capital en cas d'offre publique d'acquisition

L'assemblée générale décide d'autoriser le Conseil d'administration à augmenter le

capital en cas d'offre publique d'acquisition sur les titres de la Société, en une ou plusieurs fois, pour une durée de deux (2) ans, sous les conditions et dans les limites prévues à l'article 8 nouveau des statuts et à l'article 7:202 du Code des sociétés et des associations.

Par conséquent, l'assemblée générale décide d'ajouter un nouveau paragraphe à l'article 8 des statuts, libellé comme suit :

« §2. Le Conseil d'Administration est en outre autorisé, par décision de l'assemblée générale du 8 décembre 2023, à augmenter le capital de la société (y compris, le cas échéant, avec limitation ou suppression du droit de préférence des actionnaires) en cas d'offre publique d'acquisition sur les titres émis par la société, aux conditions et dans le respect des limites prévues au §1^{er} du présent article et à l'article 7:202 du Code des sociétés et des associations. Cette autorisation est valable pour autant que la communication faite par l'Autorité des services et marchés financiers selon laquelle elle a été saisie d'un avis d'offre publique d'acquisition visant la société est reçue dans un délai de deux ans à dater de l'assemblée générale extraordinaire du 8 décembre 2023. Les augmentations de capital réalisées par le Conseil d'Administration en vertu de cette autorisation s'imputeront sur le capital restant autorisé par le présent article 8. »

Vote :

Cette proposition est mise aux voix. Elle est adoptée comme indiqué ci-dessous :

1/ Nombre d'actions pour lesquelles des votes ont été valablement exprimés :

74.836.433

2/ Pourcentage que le nombre d'actions ci-dessus représentent dans le capital : 70,7%

3/ Nombre de votes valablement exprimés : 74.836.433

dont

POUR	68.740.274
CONTRE	5.279.706
ABSTENTION	484.303

La proposition est par conséquent approuvée.

C. ACQUISITION D' ACTIONS PROPRES

NEUVIÈME RESOLUTION: Renouvellement de l'autorisation donnée au Conseil d'administration d'acquérir et de prendre en gage des actions propres

L'assemblée générale décide d'annuler l'autorisation conférée au Conseil d'administration par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 12 mai 2020 et de la remplacer par une nouvelle autorisation d'acquérir et de prendre en gage, pendant une durée de cinq (5) ans, des actions propres de la Société à un prix unitaire qui ne peut être inférieur un euro (1,00 EUR) et qui ne pourra être supérieur de plus de dix pour cent (10%) au cours le plus haut des vingt (20) derniers jours de bourse précédant l'opération, sans que la Société ne puisse à aucun moment détenir plus de dix pour cent (10%) du total des actions émises.

Par conséquent, l'assemblée générale décide de remplacer le texte de l'article 9 des statuts par le texte suivant :

« La société peut, sans autorisation préalable de l'assemblée générale, acquérir ou prendre en gage ses propres actions à un prix unitaire qui ne pourra être inférieur à un euro (1,00 EUR) et qui ne pourra être supérieur de plus de dix pour cent (10%) au cours le plus haut des vingt (20) derniers jours de bourse précédant l'opération. La société doit en outre se conformer aux limites de prix prévues par les articles 7:215 et suivants du Code des sociétés et des associations et les articles 8:2 et suivants de l'arrêté royal portant exécution du Code des sociétés et des

associations.

Cette autorisation s'étend à l'acquisition ou la prise en gage d'actions de la société par une de ses filiales directes et, pour autant que de besoin, indirectes, ainsi que par toute personne agissant en son nom propre mais pour le compte de ces sociétés.

La valeur nominale des actions acquises, en ce compris celles que la société aurait acquises antérieurement et qu'elle aurait en portefeuille et celles acquises par une filiale directe au sens de l'article 7:221, alinéa 1er du Code des sociétés et des associations, ne peut dépasser dix pour cent (10%) du capital souscrit.

Cette autorisation est valable pendant cinq ans à dater de la publication du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 8 décembre 2023. »

Vote :

Cette proposition est mise aux voix. Elle est adoptée comme indiqué ci-dessous :

1/ Nombre d'actions pour lesquelles des votes ont été valablement exprimés :

74.836.433

2/ Pourcentage que le nombre d'actions ci-dessus représentent dans le capital : 70,7%

3/ Nombre de votes valablement exprimés : 74.836.433

dont

POUR	73.897.806
CONTRE	381.173
ABSTENTION	246.154

La proposition est par conséquent approuvée.

DIXIÈME RESOLUTION: Proposition d'autoriser le Conseil d'administration à acquérir et à prendre en gage des actions propres pour éviter à la Société un dommage grave et imminent

L'assemblée générale décide d'autoriser le Conseil d'administration à acquérir et à prendre en gage des actions propres lorsque cette acquisition ou cette prise en gage est nécessaire pour éviter à la Société un dommage grave et imminent, en ce compris une offre publique d'acquisition sur les titres de la Société, pour une durée de deux (2) ans, conformément à l'article 7:215, §1^{er}, al. 4 et 5 du Code des sociétés et des associations.

Par conséquent, l'assemblée générale décide d'ajouter un nouveau paragraphe au texte de l'article 9 des statuts, libellé comme suit :

« §2. Le Conseil d'administration est en outre autorisé, par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 8 décembre 2023, à acquérir ou prendre en gage des actions de la société, lorsqu'une telle acquisition est nécessaire pour éviter à la société un dommage grave et imminent, en ce compris en cas d'offre publique d'acquisition sur les actions de la société.

Cette autorisation est valable pendant deux ans à dater de la publication du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 8 décembre 2023. »

Vote :

Cette proposition est mise aux voix. Elle est adoptée comme indiqué ci-dessous :

1/ Nombre d'actions pour lesquelles des votes ont été valablement exprimés :

74.836.433

2/ Pourcentage que le nombre d'actions ci-dessus représentent dans le capital : 70,7%

3/ Nombre de votes valablement exprimés : 74.836.433

dont

POUR	69.778.405
CONTRE	4.383.897
ABSTENTION	339.129

La proposition est par conséquent approuvée.

D. ALIENATION D' ACTIONS PROPRES

ONZIÈME RESOLUTION: Proposition d'autoriser le Conseil d'administration à aliéner des actions propres à une ou plusieurs personnes déterminées autres que le personnel.

L'assemblée générale décide d'autoriser le Conseil d'administration à aliéner des actions propres à une ou plusieurs personnes déterminées autres que le personnel, sous les conditions et dans les limites prévues à l'article 7:218, §1^{er}, 4° du Code des sociétés et des associations.

Par conséquent, l'assemblée générale décide d'ajouter un nouveau paragraphe au texte de l'article 9 des statuts, libellé comme suit :

« §3. Le Conseil d'administration est autorisé à aliéner les actions acquises en vertu du présent article, moyennant le respect des obligations légales applicables, à une ou plusieurs personnes déterminées autres que les membres du personnel.

Cette autorisation s'étend à l'aliénation d'actions de la société par une de ses filiales directes, et, pour autant que de besoin, indirectes, ainsi que par toute personne agissant en son nom propre mais pour le compte de ces sociétés. »

Vote :

Cette proposition est mise aux voix. Elle est adoptée comme indiqué ci-dessous :

1/ Nombre d'actions pour lesquelles des votes ont été valablement exprimés :

74.836.283

2/ Pourcentage que le nombre d'actions ci-dessus représentent dans le capital : 70,7%

3/ Nombre de votes valablement exprimés : 74.836.283

dont

POUR	72.944.682
CONTRE	1.137.551
ABSTENTION	440.446

La proposition est par conséquent approuvée.

DOUZIÈME RESOLUTION: Proposition d'autoriser le Conseil d'administration à aliéner des actions propres pour éviter à la Société un dommage grave et imminent

L'assemblée générale décide d'autoriser le Conseil d'administration à aliéner des actions propres pour éviter à la Société un dommage grave et imminent, en ce compris une offre publique d'acquisition sur les titres de la Société, pour une durée de deux (2) ans, conformément à l'article 7:218, §1^{er}, 3° du Code des sociétés et des associations.

Par conséquent, l'assemblée générale décide d'ajouter un nouveau paragraphe au texte de l'article 9 des statuts, libellé comme suit :

« §4. Le Conseil d'administration est en outre autorisé, par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 8 décembre 2023, à aliéner, dans le respect des conditions fixées par les articles 7:215 et suivants du Code des sociétés et des associations, des actions de la société, lorsqu'une telle aliénation est nécessaire pour éviter à la société un dommage grave et imminent, en ce compris en cas d'offre publique d'acquisition sur les actions de la société.

Cette autorisation s'étend à l'aliénation d'actions de la société par une de ses filiales directes et, pour autant que de besoin, indirectes, ainsi que par toute personne agissant en son

nom propre mais pour le compte de ces sociétés.

Cette autorisation est valable pendant deux ans à dater de la publication du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 8 décembre 2023. »

Vote :

Cette proposition est mise aux voix. Elle est adoptée comme indiqué ci-dessous :

1/ Nombre d'actions pour lesquelles des votes ont été valablement exprimés :

74.836.433

2/ Pourcentage que le nombre d'actions ci-dessus représentent dans le capital : 70,7%

3/ Nombre de votes valablement exprimés : 74.836.433

dont

POUR	68.897.395
CONTRE	5.262.124
ABSTENTION	365.612

La proposition est par conséquent approuvée.

E. ANNULATION D' ACTIONS PROPRES

TREIZIÈME RESOLUTION: Proposition d'autoriser le Conseil d'administration à annuler des actions propres.

L'assemblée générale décide d'autoriser le Conseil d'administration à annuler, à tout moment, des actions propres acquises conformément aux résolutions n°9 ou 10 de la présente assemblée générale et à modifier les statuts en conséquence de la réduction du nombre total d'actions de la Société.

Par conséquent, l'assemblée générale décide d'ajouter un nouveau paragraphe au texte de l'article 9 des statuts, libellé comme suit :

« §5. Le Conseil d'administration est également autorisé à annuler les actions acquises en vertu du présent article, conformément à l'article 7:217, §1^{er} du Code des sociétés et des associations et est habilité, avec pouvoir de subdélégation, à modifier les statuts afin de tenir compte d'une telle annulation d'actions. »

Vote :

Cette proposition est mise aux voix. Elle est adoptée comme indiqué ci-dessous :

1/ Nombre d'actions pour lesquelles des votes ont été valablement exprimés :

74.836.433

2/ Pourcentage que le nombre d'actions ci-dessus représentent dans le capital : 70,7%

3/ Nombre de votes valablement exprimés : 74.836.433

dont

POUR	74.037.143
CONTRE	287.125
ABSTENTION	198.559

La proposition est par conséquent approuvée.

F. AUTRES MODIFICATIONS STATUTAIRES

QUATORZIÈME RESOLUTION: Date de l'assemblée générale ordinaire 2024.

L'assemblée générale décide qu'exceptionnellement, l'assemblée générale ordinaire de la Société qui se tiendra en 2024 aux fins de se prononcer sur les comptes de la Société pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2023 se tiendra le 28 mai 2024.

Par conséquent, l'assemblée générale d'ajouter une disposition transitoire à l'article 26

des statuts comme suit :

« *Disposition transitoire*

Exceptionnellement, l'assemblée générale ordinaire à tenir en 2024 aux fins de se prononcer sur les comptes de la Société pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2023 se tiendra le 28 mai 2024. Cette disposition cessera de sortir ses effets à l'issue de l'assemblée générale précitée. »

Vote :

Cette proposition est mise aux voix. Elle est adoptée comme indiqué ci-dessous :

1/ Nombre d'actions pour lesquelles des votes ont été valablement exprimés :

74.836.433

2/ Pourcentage que le nombre d'actions ci-dessus représentent dans le capital : 70,7%

3/ Nombre de votes valablement exprimés : 74.836.433

dont

POUR	74.431.793
CONTRE	35.971
ABSTENTION	57.390

La proposition est par conséquent approuvée.

QUINZIÈME RESOLUTION: Proposition d'adoption d'un nouveau texte des statuts de la Société.

L'assemblée générale décide d'adopter un nouveau texte des statuts (intégrant notamment les modifications qui résultent des résolutions proposées n°1 à 14 ci-dessus qui auraient été adoptées), avec effet à la réalisation de la Scission Partielle.

Le nouveau texte des statuts est rédigé comme suit, avec effet à la réalisation de la Scission Partielle :

« CHAPITRE PREMIER

FORME, DENOMINATION, SIEGE, OBJET, DUREE

Article 1

La société, constituée sous la forme de société en commandite le 26 décembre 1863, a la forme de société anonyme. Sa dénomination est "**SOLVAY**". Elle est une société cotée au sens de l'article 1:11 du Code des sociétés et des associations.

Article 2

Le siège est établi en Région de Bruxelles-Capitale.

Il peut être transféré ailleurs en Belgique par simple décision du Conseil d'Administration publiée aux Annexes au "Moniteur belge".

La société peut établir, sur simple décision du Conseil d'Administration, des sièges administratifs, des succursales ou des agences en Belgique et à l'étranger.

Pour l'application de l'article 2:31 du Code des sociétés et des associations, son adresse électronique est investors.relations@solvay.com et son site internet est www.solvay.com.

Article 3

La société a pour objet :

- de détenir et de gérer, directement ou indirectement, des participations dans des sociétés, entreprises ou organismes ayant un objet directement ou indirectement lié à la fabrication, l'exploitation, la commercialisation, la recherche, le développement d'activités industrielles, commerciales ou de services principalement mais non-

exclusivement dans le secteur de la chimie, ses différentes disciplines et spécialités, ses activités connexes, dérivées et accessoires ainsi que dans le secteur de l'exploitation et la transformation de ressources naturelles, et ce tant en Belgique qu'à l'étranger ;

- d'exercer, tant en Belgique qu'à l'étranger, pour son compte ou pour le compte de tiers, des activités de fabrication, d'exploitation, de commercialisation, de recherche et développement, de traitement, transformation, transport et gestion dans les secteurs d'activité visés ci-dessus.

De façon générale, elle peut exercer toute activité, accomplir toutes opérations commerciales, industrielles, financières, patrimoniales, mobilières ou immobilières, en Belgique et à l'étranger se rapportant directement ou indirectement à ou favorisant directement ou indirectement la réalisation de son objet.

Article 4

La société est constituée pour une durée illimitée.

Elle pourra être dissoute à tout moment par l'assemblée générale délibérant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts.

CHAPITRE II CAPITAL ET ACTIONS

Article 5

Le capital est de deux cent trente-six millions cinq cent quatre-vingt-trois mille quatre cent quarante-sept euros dix-huit cents (**236.583.447,18 EUR**). Il est représenté par cent cinq millions huit cent septante-six mille quatre cent seize (**105.876.416**) **actions** sans mention de valeur nominale.

Article 6

§1. Ces cent cinq millions huit cent septante-six mille quatre cent seize (**105.876.416**) **actions** sans mention de valeur nominale sont entièrement libérées. Elles sont dématérialisées ou nominatives dans les limites prévues par la loi. Leur titulaire peut, à tout moment demander la conversion de ses titres en titres dématérialisés (à ses frais) ou en titres nominatifs (gratuitement).

§2. Le titre dématérialisé est représenté par une inscription en compte au nom de son propriétaire ou de son détenteur auprès d'un teneur de comptes agréé ou d'un organisme de liquidation.

Le titre nominatif est représenté par une inscription dans le registre des actionnaires tenu au siège. Tout titulaire de titres peut prendre connaissance du registre relatif à ses titres.

Article 7

Le capital peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale délibérant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts.

L'augmentation peut se faire par la création de nouvelles actions d'un même type que les actions existantes ou d'actions jouissant d'autres droits ou représentant une quotité différente du capital ; ces actions peuvent être libérées, soit en numéraire, soit par des apports en nature, ou être émises en représentation d'une incorporation de réserves au capital.

Sauf décision contraire de l'assemblée générale, prise dans les conditions requises pour les modifications aux statuts, les nouvelles actions à souscrire en numéraire sont offertes par préférence aux titulaires d'actions anciennes, quels qu'en soient le type et le degré de libération, au prorata de la part de ces actionnaires dans le capital ; le Conseil d'Administration propose à l'assemblée générale les conditions et le prix auxquels les actions nouvelles sont offertes par

préférence à ces actionnaires.

Lors de chaque augmentation de capital, le Conseil d'Administration peut conclure, aux conditions qu'il juge convenir, toutes conventions en vue d'assurer la souscription de tout ou partie des actions nouvelles à émettre.

Article 8

§1. Le Conseil d'Administration est autorisé à augmenter le capital en une ou plusieurs fois, à concurrence d'un montant maximal de vingt-trois millions six cent cinquante mille euros (23.650.000 EUR) (hors prime d'émission). Cette autorisation est valable pendant cinq ans à dater de la publication du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 8 décembre 2023.

Toute augmentation de capital décidée en vertu du présent article peut revêtir une forme quelconque, notamment par apport en numéraire, par apport en nature, par incorporation de réserves disponibles ou indisponibles, de primes d'émission ou de bénéfice reporté, avec ou sans création de nouvelles actions, privilégiées ou non, avec ou sans droit de vote, émises en dessous, au-dessus ou au pair comptable, dans les limites permises par la loi. Le Conseil d'Administration peut, dans le cadre de la présente autorisation, émettre des droits de souscription, des obligations convertibles ou d'autres titres, dans les conditions prévues par le Code des sociétés et des associations.

Le Conseil d'Administration peut limiter ou supprimer le droit de préférence des actionnaires. Cette faculté inclut la limitation ou la suppression du droit de préférence des actionnaires en faveur d'une ou plusieurs personnes déterminées autres que les membres du personnel de la société ou de ses filiales.

Toute décision d'utiliser l'autorisation donnée au Conseil d'Administration d'augmenter le capital en application du présent article 8 requiert une majorité des trois quarts des voix (arrondie à l'unité supérieure) des administrateurs présents ou représentés composant ledit Conseil.

Le Conseil d'Administration est habilité, avec pouvoir de subdélégation, à modifier les statuts afin de tenir compte des augmentations de capital consécutives à l'exercice de ses pouvoirs en vertu du présent article.

§2. Le Conseil d'Administration est en outre autorisé, par décision de l'assemblée générale du 8 décembre 2023, à augmenter le capital de la société (y compris, le cas échéant, avec limitation ou suppression du droit de préférence des actionnaires) en cas d'offre publique d'acquisition sur les titres émis par la société, aux conditions et dans le respect des limites prévues au §1^{er} du présent article et à l'article 7:202 du Code des sociétés et des associations. Cette autorisation est valable pour autant que la communication faite par l'Autorité des services et marchés financiers selon laquelle elle a été saisie d'un avis d'offre publique d'acquisition visant la société est reçue dans un délai de deux ans à dater de l'assemblée générale extraordinaire du 8 décembre 2023. Les augmentations de capital réalisées par le Conseil d'Administration en vertu de cette autorisation s'imputeront sur le capital restant autorisé par le présent article 8.

Article 9

§1. La société peut, sans autorisation préalable de l'assemblée générale, acquérir ou prendre en gage ses propres actions à un prix unitaire qui ne pourra être inférieur à un euro (1,00 EUR) et qui ne pourra être supérieur de plus de dix pour cent (10%) au cours le plus haut

des vingt (20) derniers jours de bourse précédant l'opération. La société doit en outre se conformer aux limites de prix prévues par les articles 7:215 et suivants du Code des sociétés et des associations et les articles 8:2 et suivants de l'arrêté royal portant exécution du Code des sociétés et des associations.

Cette autorisation s'étend à l'acquisition ou la prise en gage d'actions de la société par une de ses filiales directes et, pour autant que de besoin, indirectes, ainsi que par toute personne agissant en son nom propre mais pour le compte de ces sociétés.

La valeur nominale des actions acquises, en ce compris celles que la société aurait acquises antérieurement et qu'elle aurait en portefeuille et celles acquises par une filiale directe au sens de l'article 7:221, alinéa 1er du Code des sociétés et des associations, ne peut dépasser dix pour cent (10%) du capital souscrit.

Cette autorisation est valable pendant cinq ans à dater de la publication du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 8 décembre 2023.

§2. Le Conseil d'administration est en outre autorisé, par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 8 décembre 2023, à acquérir ou prendre en gage des actions de la société, lorsqu'une telle acquisition est nécessaire pour éviter à la société un dommage grave et imminent, en ce compris en cas d'offre publique d'acquisition sur les actions de la société.

Cette autorisation est valable pendant deux ans à dater de la publication du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 8 décembre 2023.

§3. Le Conseil d'administration est autorisé à aliéner les actions acquises en vertu du présent article, moyennant le respect des obligations légales applicables, à une ou plusieurs personnes déterminées autres que les membres du personnel.

Cette autorisation s'étend à l'aliénation d'actions de la société par une de ses filiales directes, et, pour autant que de besoin, indirectes, ainsi que par toute personne agissant en son nom propre mais pour le compte de ces sociétés.

§4. Le Conseil d'administration est en outre autorisé, par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 8 décembre 2023, à aliéner, dans le respect des conditions fixées par les articles 7:215 et suivants du Code des sociétés et des associations, des actions de la société, lorsqu'une telle aliénation est nécessaire pour éviter à la société un dommage grave et imminent, en ce compris en cas d'offre publique d'acquisition sur les actions de la société.

Cette autorisation s'étend à l'aliénation d'actions de la société par une de ses filiales directes et, pour autant que de besoin, indirectes, ainsi que par toute personne agissant en son nom propre mais pour le compte de ces sociétés.

Cette autorisation est valable pendant deux ans à dater de la publication du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 8 décembre 2023.

§5. Le Conseil d'administration est également autorisé à annuler les actions acquises en vertu du présent article, conformément à l'article 7:217, §1^{er} du Code des sociétés et des associations et est habilité, avec pouvoir de subdélégation, à modifier les statuts afin de tenir compte d'une telle annulation d'actions.

Article 10

La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action.

Les copropriétaires, les usufruitiers et nus-propriétaires, les créanciers et débiteurs gagistes doivent, pour l'exercice de leurs droits, désigner une seule personne comme étant propriétaire du titre à l'égard de la société, faute de quoi l'exercice des droits y afférents sera

suspendu.

Article 11

1° La personne physique ou morale qui acquiert des titres de la société conférant le droit de vote en assemblée générale (ou des instruments financiers qui y sont assimilés par ou en vertu de la loi), doit déclarer dans les délais légaux à la société et à la FSMA le nombre de titres qu'elle possède, lorsque les droits de vote afférents à ces titres franchissent, isolément ou par l'effet d'un concert au sens de la loi, le seuil de trois pourcent (3%) du total des droits de vote existants.

Il en ira de même lorsque la personne tenue de faire la déclaration initiale mentionnée ci-avant, augmentera le nombre de titres avec droits de vote (ou d'instruments financiers qui y sont assimilés par ou en vertu de la loi) acquis jusqu'à cinq pourcent (5%) et jusqu'à sept pourcent et demi (7,5%), et pour chaque franchissement d'un multiple de cinq pourcent (5%) du total des droits de vote existants.

Cette personne devra faire la même déclaration lorsqu'à la suite d'une cession, les droits de vote dont elle est titulaire, isolément ou par l'effet d'un concert au sens de la loi, tombent en deçà des seuils précités.

2° Sous réserve des dérogations légales lesquelles doivent se comprendre en fonction des seuils définis ci-avant, nul ne peut prendre part au vote à l'Assemblée Générale de la société pour un nombre de voix supérieur à celui correspondant aux titres qu'il a déclarés conformément à la loi et aux présents statuts, vingt jours au moins avant la date de ladite assemblée.

CHAPITRE III ADMINISTRATION

Article 12

La société est administrée par un conseil composé de cinq membres au moins ; l'assemblée générale fixe leur nombre.

Article 13

Les Administrateurs sont nommés par l'assemblée générale pour un terme de quatre ans au plus. Ils sont rééligibles.

Les candidatures à un mandat d'Administrateur doivent, à peine de non- recevabilité, parvenir par écrit à la société quarante jours au moins avant l'assemblée générale.

Article 14

En cas de vacance d'une place d'Administrateur par décès, démission ou toute autre cause, les Administrateurs restant ont le droit d'y pourvoir provisoirement jusqu'à la prochaine assemblée générale qui procède à l'élection définitive.

Le membre du Conseil d'Administration nommé en remplacement de celui qui a cessé ses fonctions avant le terme de son mandat achève ce mandat, sauf si l'assemblée générale en décide autrement.

Article 15

Les Administrateurs ne contractent, en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle ; ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

Article 16

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un Président et, s'il le juge utile, un Vice-Président.

Le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion, à un Comité exécutif et/ou à un ou plusieurs Administrateurs, membres du Comité exécutif, agissant séparément. Le Conseil d'Administration peut déléguer des pouvoirs complémentaires au Comité exécutif. Les membres du Comité exécutif peuvent être des Administrateurs ou non. Chacun des membres du Comité exécutif est nommé par le Conseil d'Administration. Le Président de ce Comité est nommé par le Conseil d'Administration parmi les Administrateurs de la société.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration crée en son sein des Comités consultatifs au sens de l'article 7:98 du Code des sociétés et des associations, dont les Comités dont la loi impose la création.

Le Conseil d'Administration détermine les pouvoirs attachés aux fonctions, délégations et mandats prévus dans les alinéas précédents. Il peut les révoquer en tout temps.

Le Conseil d'Administration, le Comité exécutif, ainsi que le (ou les) Administrateur(s) en charge de la gestion journalière peuvent, dans le cadre de leurs pouvoirs, également conférer des pouvoirs spéciaux et déterminés à une ou plusieurs personnes de leur choix.

Les porteurs de pouvoirs spéciaux peuvent substituer partiellement dans leurs pouvoirs une ou plusieurs personnes dont ils assument la responsabilité par dérogation à l'article 1994, 1° de l'ancien Code civil.

Article 17

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que les intérêts de la société l'exigent, sur convocation et sous la présidence de son Président ou, en cas d'empêchement du Président, sur convocation et sous la présidence du Vice-Président ou, en cas d'empêchement de l'un et de l'autre, d'un Administrateur chargé de la gestion journalière de la société. Il doit être convoqué chaque fois que le Comité exécutif, un Administrateur chargé de la gestion journalière de la société ou trois Administrateurs au moins le demandent.

Les convocations doivent être faites au moins cinq jours à l'avance, sauf les cas d'urgence, lesquels doivent être motivés au procès-verbal. Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les avis de convocation. L'Administrateur ne pouvant être physiquement présent lors de la délibération du Conseil peut y participer par téléphone, vidéo-conférence ou tout autre moyen de communication analogue.

Les décisions du Conseil d'Administration peuvent, sur l'initiative du Président du Conseil d'Administration ou du Comité exécutif, être adoptées par consentement unanime, exprimé par écrit de tous les Administrateurs.

Article 18

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés. Ce quorum est calculé pour chaque point de l'ordre du jour, en fonction du nombre d'Administrateurs qui peuvent prendre part au vote et donc sans tenir compte des Administrateurs qui devraient se retirer en raison d'une situation d'opposition d'intérêts de nature patrimoniale au sens de l'article 7:96 du Code des sociétés et des associations. Si, lors d'une séance, ce quorum n'est pas atteint pour un ou plusieurs points de l'ordre du jour, le Conseil peut toutefois, dans une seconde réunion tenue sur seconde convocation au plus tard dans la quinzaine, délibérer sur les objets non décidés portés à l'ordre du jour de la précédente séance, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Sous réserve des dispositions des articles 8 et 21, les décisions du Conseil sont prises à

la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Tout Administrateur empêché ou absent peut donner pouvoir, par simple lettre ou courrier électronique à un de ses collègues du Conseil pour le représenter à une réunion déterminée du Conseil et y voter en son lieu et place. En ce cas, le mandant sera réputé présent au point de vue des quorums de présence et du vote. Un Administrateur peut représenter un ou plusieurs de ses collègues et peut, outre sa propre voix, émettre autant de votes qu'il a reçu de procurations.

Article 19

Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président du Conseil ou, en cas d'empêchement du Président, par le Vice-Président, et par les Administrateurs qui le souhaitent. Ces procès-verbaux sont inscrits dans un registre spécial. Les procurations des membres représentés y sont annexées.

Les copies à produire en justice ou ailleurs sont signées par un ou plusieurs Administrateurs ayant le pouvoir de représentation. Les extraits sont signés soit par le Président du Conseil, soit par le Président du Comité exécutif soit par deux Administrateurs agissant conjointement.

Article 20

Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de la société, à l'exception de ceux que la loi réserve à l'assemblée générale.

Le Conseil d'Administration peut édicter un règlement d'ordre intérieur conformément à l'article 2:59 du Code des sociétés et des associations. La dernière version approuvée de ce règlement d'ordre intérieur date du 11 décembre 2019.

Article 21

Le Conseil d'Administration ne peut toutefois décider d'opérations modifiant substantiellement les activités de la société ou de son Groupe qu'à la majorité des trois quarts des voix (arrondie à l'unité supérieure) des administrateurs présents ou représentés composant ledit Conseil.

Constituent des opérations modifiant substantiellement les activités de la société ou de son Groupe : les opérations d'investissement, d'acquisition, de prise de participations, de désinvestissement ou de cession, sous quelque forme que ce soit, représentant une valeur d'entreprise d'au moins un milliard d'euros (1.000.000.000 EUR) ou générant soit un chiffre d'affaires d'au moins un milliard d'euros (1.000.000.000 EUR), soit une contribution aux résultats opérationnels du Groupe d'au moins deux cent cinquante millions d'euros (250.000.000 EUR).

Article 22

La société est représentée, dans les actes et en justice, par deux Administrateurs agissant conjointement, dont le Président du Conseil et/ou un membre du Comité exécutif. Ceux-ci n'ont pas, vis-à-vis des tiers, à justifier d'une délibération préalable du Conseil d'Administration.

Le Comité exécutif organise la représentation de la société dans le cadre des pouvoirs qui lui ont été délégués par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration peut, d'autre part, déléguer à toutes autres personnes,

choisies ou non dans son sein, des pouvoirs spéciaux pour engager la société.

Article 23

Les membres du Comité exécutif s'obligent à s'occuper activement des affaires sociales, sans prendre de fonctions qui les empêcheraient de remplir les devoirs inhérents aux pouvoirs délégués au Comité exécutif.

Ils peuvent cependant administrer les sociétés et entreprises dans lesquelles la société a des intérêts, et s'en occuper en considérant cette activité comme une affaire sociale. Les rémunérations, traitements fixes ou émoluments qu'ils perçoivent à ce titre doivent, sauf circonstances exceptionnelles qu'apprécierait l'assemblée générale, être versés à la société ou être imputés sur les émoluments et avantages dus par elle aux intéressés.

Article 24

Les Administrateurs reçoivent des émoluments fixes dont l'assemblée générale détermine les modalités et l'importance. La décision de l'assemblée générale demeure maintenue jusqu'à décision contraire.

Le Conseil d'Administration est autorisé à accorder aux Administrateurs chargés de fonctions spéciales distinctes de leur mandat d'Administrateur des émoluments fixes en supplément des émoluments prévus à l'alinéa précédent.

Les Administrateurs chargés de la gestion journalière et les membres du Comité exécutif ont, en outre, droit chacun à une rémunération variable déterminée par le Conseil d'Administration sur la base de leurs performances individuelles et des performances consolidées du Groupe Solvay.

CHAPITRE IV SURVEILLANCE

Article 25

Le contrôle légal des comptes est confié à un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale parmi les réviseurs d'entreprises inscrits au registre public des réviseurs d'entreprises ou parmi les cabinets d'audit enregistrés, conformément aux articles 3:55 et suivants du Code des sociétés et des associations.

CHAPITRE V ASSEMBLEES GENERALES

Article 26

L'assemblée générale ordinaire a lieu le deuxième mardi de mai à dix heures trente.

Le Conseil d'Administration et les Commissaires peuvent convoquer des assemblées générales extraordinaires et en fixer l'ordre du jour. Ils doivent les convoquer sur la demande d'actionnaires représentant le dixième du capital. Dans ce cas, les actionnaires devront indiquer dans leur demande les points et les propositions de décisions à porter à l'ordre du jour.

Un ou plusieurs actionnaires possédant ensemble au moins trois pourcent du capital peuvent également requérir, dans les conditions prévues par le Code des sociétés et des associations, d'inscrire des points à l'ordre du jour de toute assemblée générale et de déposer des propositions de décisions concernant des points à inscrire ou inscrits à une assemblée déjà convoquée.

Disposition transitoire

Exceptionnellement, l'assemblée générale ordinaire à tenir en 2024 aux fins de se prononcer sur les comptes de la Société pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2023 se tiendra le 28 mai 2024. Cette disposition cessera de sortir ses effets à l'issue de l'assemblée générale précitée.

Article 27

Les assemblées générales, tant ordinaires qu'extraordinaires, se réunissent au siège ou en tout autre endroit indiqué dans les avis de convocation.

Article 28

Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et les propositions de décisions et sont faites par des annonces insérées trente jours au moins avant l'assemblée, dans le « Moniteur belge » ainsi que dans un organe de presse de diffusion nationale et dans les médias aux conditions requises par le Code des sociétés et des associations, étant entendu que si une seconde convocation est nécessaire, le délai peut être ramené à dix-sept jours au moins avant l'assemblée.

Les convocations sont, en outre, communiquées dans les mêmes délais aux actionnaires en nom, mais sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Article 29

Pour prendre part à toute assemblée générale, les actionnaires doivent faire procéder à l'enregistrement de leurs titres le quatorzième jour à vingt-quatre heures (heure belge) qui précède l'assemblée. A cette date d'enregistrement, les titres dématérialisés doivent être inscrits dans les comptes d'un teneur de compte agréé ou d'un organisme de liquidation et les titres nominatifs doivent être inscrits sur le registre des actions nominatives de la société. Les actionnaires doivent aviser, par écrit ou via l'adresse électronique de la société ou l'adresse électronique spécifique indiquée dans la convocation à l'assemblée générale, la société ou la personne désignée à cette fin, au plus tard le sixième jour qui précède l'assemblée de leur volonté d'y prendre part, en indiquant le nombre d'actions pour lequel ils entendent y participer.

L'exercice du droit de vote afférent aux actions partiellement libérées sur lesquelles des versements n'ont pas été opérés est suspendu aussi longtemps que ces versements, régulièrement appelés et exigibles, n'ont pas été effectués.

Article 30

Les actionnaires votent par eux-mêmes ou par mandataires dans les conditions prévues par le Code des sociétés et des associations. Un mandataire peut représenter plusieurs actionnaires.

Les copropriétaires, usufruitiers et nus-propriétaires, créanciers et débiteurs gagistes doivent respectivement se faire représenter par une seule et même personne.

Sans préjudice des formalités prescrites par l'article 29, les procurations, dont la forme est déterminée par le Conseil d'Administration, doivent être notifiées à l'endroit ou aux endroits ou, le cas échéant, à l'adresse électronique indiquée dans les avis de convocation, afin de parvenir à la société au moins six jours avant l'assemblée.

Pour autant que la convocation le prévoit, les actionnaires peuvent voter à distance avant l'assemblée générale, par correspondance ou par tout autre moyen électronique, au moyen d'un formulaire mis à disposition par la société, en se conformant aux modalités prévues par la convocation et par l'article 7:146 du Code des sociétés et des associations

Il est tenu à chaque assemblée générale une liste de présences.

Article 31

Les votes à l'assemblée se font par l'usage de boîtiers électroniques ou de toute autre manière assurant le secret du vote, à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement à la majorité des voix.

Article 32

Sous réserve des restrictions légales, chaque action donne droit à une voix.

Article 33

L'assemblée générale est présidée par le Président du Conseil d'Administration ou, en cas d'empêchement du Président, par le Vice-Président du Conseil ou, en cas d'empêchement de l'un et de l'autre, par un Administrateur à ce délégué par ses collègues.

Les autres membres présents du Conseil d'Administration complètent le bureau.

Le Président de l'assemblée nomme le secrétaire et désigne comme scrutateurs deux actionnaires.

Article 34

L'assemblée générale ne peut délibérer que sur les propositions énoncées dans l'ordre du jour.

Indépendamment du droit de prorogation que lui confère l'article 7:150 du Code des sociétés et des associations, le Conseil d'Administration, quels que soient les objets à l'ordre du jour, a le droit d'ajourner toute assemblée ordinaire ou extraordinaire.

Il peut user de ce droit à tout moment, mais seulement après ouverture des débats.

Sa décision est notifiée à l'assemblée par le Président avant la clôture de la séance et mentionnée au procès-verbal de celle-ci.

Cet ajournement emporte annulation, de plein droit, de toutes les délibérations quelconques adoptées au cours de la séance.

Les actionnaires doivent être réunis, sur nouvelle convocation, dans les cinq semaines au plus tard avec le même ordre du jour.

Les formalités remplies pour assister à la première séance restent valables pour la seconde.

L'assemblée ne peut être ajournée qu'une seule fois ; l'assemblée réunie après prorogation statuera définitivement.

Article 35

Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies de ces procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par un ou plusieurs Administrateurs ayant le pouvoir de représentation. Les extraits sont signés soit par le Président du Conseil, soit par le Président du Comité exécutif soit par deux Administrateurs agissant conjointement.

CHAPITRE VI**INVENTAIRES, BILANS, BENEFICES ET REPARTITION****Article 36**

L'exercice social commence le premier janvier et se clôture le trente et un décembre de chaque année.

Article 37

Sur le bénéfice net, il est d'abord prélevé cinq pour-cent au moins pour la réserve légale, ce prélèvement cessant d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint dix pour-cent du capital.

Article 38

Le paiement des dividendes se fait aux époques et aux endroits désignés par le Conseil d'Administration, mais au plus tard le trente et un décembre suivant l'assemblée générale ordinaire. Le Conseil d'Administration peut également, dans les conditions prescrites à l'article 7:213 du Code des sociétés et des associations, décider la mise en paiement d'acomptes sur dividendes.

CHAPITRE VII DISSOLUTION ET LIQUIDATION

Article 39

La société peut être dissoute et mise en liquidation par une décision de l'assemblée générale aux conditions des articles 2:70 et suivants du Code des sociétés et des associations.

CHAPITRE VIII ELECTION DE DOMICILE

Article 40

Tout actionnaire non domicilié en Belgique sera tenu d'élire domicile à Bruxelles pour tout ce qui se rattache à l'exécution des présents statuts.

A défaut d'élection de domicile, celui-ci sera censé être élu de plein droit au siège. Néanmoins, la société aura toujours le droit de faire, si elle le préfère, toutes significations et notifications au domicile réel des intéressés ou au dernier domicile qu'ils auront fait connaître à la société.

Article 41

Tout Administrateur ainsi que tout délégué à la gestion journalière élit domicile au siège de la société pour toutes les questions qui concernent son mandat. »

Vote :

Cette proposition est mise aux voix. Elle est adoptée comme indiqué ci-dessous :

1/ Nombre d'actions pour lesquelles des votes ont été valablement exprimés :

74.836.433

2/ Pourcentage que le nombre d'actions ci-dessus représentent dans le capital : 70,7%

3/ Nombre de votes valablement exprimés : 74.836.433

dont

POUR	73.650.782
CONTRE	709.087
ABSTENTION	162.958

La proposition est par conséquent approuvée.

II. DÉCISIONS QUI PEUVENT ÊTRE VALABLEMENT ADOPTÉES À LA MAJORITÉ DES VOIX

G. APPROBATION DE CLAUSES DE CHANGEMENT DE CONTRÔLE

CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 7:151 DU CODE DES SOCIÉTÉS ET DES ASSOCIATIONS

Conformément à l'article 7:151 du Code des sociétés et des associations, l'Assemblée générale est seule compétente pour approuver des dispositions conférant à des tiers des droits affectant substantiellement le patrimoine de la Société ou donnant naissance à une dette ou à un engagement substantiel à sa charge, lorsque l'exercice de ces droits dépend du lancement d'une offre publique d'acquisition sur les actions de la Société ou d'un changement de contrôle exercé sur elle.

Davantage d'informations sur les clauses de changement de contrôle soumises à l'approbation de l'Assemblée générale sont reprises dans la note explicative à l'attention des actionnaires disponible sur le site internet de la Société.

SEIZIÈME RESOLUTION: « *Separation Agreement* » conclu entre la Société et Syensqo

en anticipation de la Scission Partielle

L'assemblée générale décide d'approuver, conformément à l'article 7:151 du Code des sociétés et des associations, l'article 4.2 du *Separation Agreement* conclu entre la Société et Syensqo avec effet à compter de la réalisation de la Scission Partielle, dans la mesure où cet article donne le droit à Syensqo de mettre fin (pour l'avenir) à ses engagements d'indemnisation souscrits au bénéfice de la Société, pour des obligations environnementales liées au Périmètre Specialty dont la Société resterait tenue malgré la Scission Partielle, en cas de changement de contrôle sur la Société (défini comme le cas où un tiers atteindrait ou franchirait, seul ou de concert, le seuil de 25% des titres avec droit de vote de la Société, que ce seuil soit atteint à la suite d'une acquisition ou autrement, et moyennant certaines exceptions relatives à Solvac SA/NV).

Vote :

Cette proposition est mise aux voix. Elle est adoptée comme indiqué ci-dessous :

1/ Nombre d'actions pour lesquelles des votes ont été valablement exprimés :

74.836.433

2/ Pourcentage que le nombre d'actions ci-dessus représentent dans le capital : 70,7%

3/ Nombre de votes valablement exprimés : 74.836.433

dont

POUR	73.720.173
CONTRE	438.043
ABSTENTION	364.611

La proposition est par conséquent approuvée.

DIX-SEPTIÈME RESOLUTION: « U.S. Tax Matters Agreement » conclu entre la Société et Syensqo, Essential Holding America LLC et Solvay Holding, Inc. en anticipation de la Scission Partielle

L'assemblée générale décide d'approuver, conformément à l'article 7:151 du Code des sociétés et des associations, l'article 3.02 du *U.S. Tax Matters Agreement* conclu entre la Société et Syensqo, Essential Holding America LLC et Solvay Holding, Inc. en anticipation de la Scission Partielle, dans la mesure où celui-ci prévoit que la Société peut être tenue d'indemniser Syensqo ou Solvay Holding, Inc. pour certaines conséquences fiscales américaines défavorables pouvant résulter (i) de certains actes ou de certaines omissions futures par la Société dont on pourrait raisonnablement s'attendre à ce qu'elles aient pour effet que la scission partielle ou le *spin-off* intragroupe de certaines entités américaines (ou certaines opérations y relatives) ne bénéficient pas du traitement fiscal américain attendu sur ces opérations, y compris certains actes et certaines omissions qui entraînent ou pourraient entraîner un changement de contrôle sur la Société (au sens de l'article 1:14 et suivants du Code des sociétés et des associations), ou (ii) de l'acquisition par une ou plusieurs personnes d'une participation de 50% ou plus (mesurée en droits de vote ou en pourcentage du capital) dans le capital de la Société, y compris, pour éviter tout doute, dans le cadre d'une offre publique d'acquisition sur les titres de la Société (même si la Société ne participe pas à l'acquisition ou ne la facilite pas d'une quelconque manière).

Vote :

Cette proposition est mise aux voix. Elle est adoptée comme indiqué ci-dessous :

1/ Nombre d'actions pour lesquelles des votes ont été valablement exprimés :

74.836.433

2/ Pourcentage que le nombre d'actions ci-dessus représentent dans le capital : 70,7%

3/ Nombre de votes valablement exprimés : 74.836.433

dont

POUR	73.526.644
CONTRE	376.249
ABSTENTION	622.238

La proposition est par conséquent approuvée.

H. POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION

DIX-HUITIÈME RESOLUTION: Prime exceptionnelle au CEO

L'assemblée générale approuve l'octroi d'une prime de 12.000.000,00 EUR brut à la *Chief Executive Officer* du Groupe, au regard de son engagement exceptionnel dans le cadre de la réalisation du Projet de Scission.

Compte tenu de l'avis du Comité de Rémunération en date du 30 octobre 2023, le Conseil d'administration recommande l'adoption de cette résolution par l'assemblée générale. Le Conseil d'administration invite ses actionnaires à se référer à la note explicative disponible sur le site internet de la Société pour de plus amples informations sur l'exercice de cette prérogative du Comité de Rémunération dans le cadre de ses recommandations au Conseil d'administration, conformément à la Politique de Rémunération de la Société.

Vote :

Cette proposition est mise aux voix. Elle est adoptée comme indiqué ci-dessous :

1/ Nombre d'actions pour lesquelles des votes ont été valablement exprimés :

74.816.470

2/ Pourcentage que le nombre d'actions ci-dessus représentent dans le capital : 70,7%

3/ Nombre de votes valablement exprimés : 74.816.470

dont

POUR	48.856.209
CONTRE	24.621.220
ABSTENTION	1.025.566

La proposition est par conséquent approuvée.

I. DÉMISSIONS ET NOMINATIONS

DIX-NEUVIÈME RESOLUTION: Démissions.

L'assemblée générale prend acte de la démission volontaire et anticipée, avec effet à la date de réalisation de la Scission Partielle, des administrateurs suivants :

- Monsieur Nicolas Boël ;
- Madame Ilham Kadri ;
- Monsieur Hervé Coppens d'Eeckenbrugge ;
- Madame Françoise de Viron ;
- Madame Rosemary Thorne ;
- Monsieur Gilles Michel ;
- Madame Agnès Lemarchand ;
- Monsieur Matti Lievonen ; et
- Monsieur Edouard Janssen.

VINGTIÈME RESOLUTION: Nominations.

L'assemblée générale décide de nommer **Thomas Aebischer** en qualité d'administrateur

pour une durée de quatre ans. Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de mai 2027. Monsieur Aebischer remplit les critères d'indépendance décrits à l'article 3.5 du Code belge de gouvernance d'entreprise.

Vote :

Cette proposition est mise aux voix. Elle est adoptée comme indiqué ci-dessous :

1/ Nombre d'actions pour lesquelles des votes ont été valablement exprimés :

74.836.433

2/ Pourcentage que le nombre d'actions ci-dessus représentent dans le capital : 70,7%

3/ Nombre de votes valablement exprimés : 74.836.433

dont

POUR	72.004.046
CONTRE	2.189.103
ABSTENTION	332.003

La proposition est par conséquent approuvée.

L'assemblée générale décide de nommer **Thierry Bonnefous** en qualité d'administrateur pour une durée de quatre ans. Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de mai 2027.

Vote :

Cette proposition est mise aux voix. Elle est adoptée comme indiqué ci-dessous :

1/ Nombre d'actions pour lesquelles des votes ont été valablement exprimés :

74.836.433

2/ Pourcentage que le nombre d'actions ci-dessus représentent dans le capital : 70,7%

3/ Nombre de votes valablement exprimés : 74.836.433

dont

POUR	71.599.074
CONTRE	2.587.309
ABSTENTION	338.544

La proposition est par conséquent approuvée.

L'assemblée générale décide de nommer **Yves Bonte** en qualité d'administrateur pour une durée de quatre ans. Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de mai 2027. Monsieur Bonte remplit les critères d'indépendance décrits à l'article 3.5 du Code belge de gouvernance d'entreprise.

Vote :

Cette proposition est mise aux voix. Elle est adoptée comme indiqué ci-dessous :

1/ Nombre d'actions pour lesquelles des votes ont été valablement exprimés :

74.836.433

2/ Pourcentage que le nombre d'actions ci-dessus représentent dans le capital : 70,7%

3/ Nombre de votes valablement exprimés : 74.836.433

dont

POUR	71.787.690
CONTRE	2.380.135
ABSTENTION	357.102

La proposition est par conséquent approuvée.

L'assemblée générale décide de nommer **Philippe Kehren** en qualité d'administrateur

pour une durée de quatre ans. Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de mai 2027.

Vote :

Cette proposition est mise aux voix. Elle est adoptée comme indiqué ci-dessous :

1/ Nombre d'actions pour lesquelles des votes ont été valablement exprimés :

74.836.433

2/ Pourcentage que le nombre d'actions ci-dessus représentent dans le capital : 70,7%

3/ Nombre de votes valablement exprimés : 74.836.433

dont

POUR	73.120.149
CONTRE	1.187.820
ABSTENTION	149.185

La proposition est par conséquent approuvée.

L'assemblée générale décide de nommer **Annette Stube** en qualité d'administrateur pour une durée de quatre ans. Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de mai 2027. Madame Stube remplit les critères d'indépendance décrits à l'article 3.5 du Code belge de gouvernance d'entreprise.

Vote :

Cette proposition est mise aux voix. Elle est adoptée comme indiqué ci-dessous :

1/ Nombre d'actions pour lesquelles des votes ont été valablement exprimés :

74.836.433

2/ Pourcentage que le nombre d'actions ci-dessus représentent dans le capital : 70,7%

3/ Nombre de votes valablement exprimés : 74.836.433

dont

POUR	74.098.382
CONTRE	44.252
ABSTENTION	312.216

La proposition est par conséquent approuvée.

L'assemblée générale décide de nommer **Melchior de Vogüé** en qualité d'administrateur pour une durée de quatre ans. Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de mai 2027.

Vote :

Cette proposition est mise aux voix. Elle est adoptée comme indiqué ci-dessous :

1/ Nombre d'actions pour lesquelles des votes ont été valablement exprimés :

74.836.433

2/ Pourcentage que le nombre d'actions ci-dessus représentent dans le capital : 70,7%

3/ Nombre de votes valablement exprimés : 74.836.433

dont

POUR	71.255.905
CONTRE	2.899.700
ABSTENTION	299.240

La proposition est par conséquent approuvée.

VINGT ET UNIÈME RESOLUTION: Prouration.

L'assemblée générale confère tous pouvoirs :

- au Conseil d'administration pour mettre en œuvre les décisions prises ;
- à tout notaire et/ou employé de « Berquin Notaires » SCRL, de rédiger, signer et déposer le texte coordonné des statuts de la Société dans la base de données électronique prévue à cet effet, conformément aux dispositions légales en la matière ;
- un pouvoir spécial à chaque collaborateur de la société « Berquin Notaires », à 1000 Bruxelles, Avenue Lloyd George 11, avec droit de substitution, afin, dans un ou plusieurs actes authentiques modificatifs ou complémentaires, de faire constater des erreurs ou omissions concernant la description immobilière reprise dans le présent acte, et à cette fin faire toutes déclarations, faire élection de domicile, dispenser l'Administration Générale de la Documentation Patrimoniale de prendre inscription d'office et de faire tout ce qui sera nécessaire ou utile dans le cadre de la publicité hypothécaire ; et
- à Madame Michèle Vervoort, avec possibilité de substitution, afin d'accomplir les formalités auprès d'un guichet d'entreprises en vue de l'inscription/régularisation des données à la Banque-Carrefour des Entreprises, et, le cas échéant, auprès de l'Administration de la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

Vote :

Cette proposition est mise aux voix. Elle est adoptée comme indiqué ci-dessous :

1/ Nombre d'actions pour lesquelles des votes ont été valablement exprimés :

74.836.433

2/ Pourcentage que le nombre d'actions ci-dessus représentent dans le capital : 70,7%

3/ Nombre de votes valablement exprimés : 74.836.433

dont

POUR	74.272.550
CONTRE	128.177
ABSTENTION	73.212

La proposition est par conséquent approuvée.

ATTESTATION NOTARIEE DE LEGALITE

Après vérification, le notaire soussigné atteste, conformément à l'article 12:8 *juncto* article 12:68 du Code des sociétés et des associations, l'existence ainsi que la légalité tant interne qu'externe des actes et des formalités incombant à la Société.

DECLARATIONS PRO FISCO

1. La Scission Partielle pourra bénéficier du régime d'immunité et de neutralité fiscale organisé par l'article 211, § 1er, du Code des impôts sur les revenus 1992, ainsi que cela a été confirmé par le Service des Décisions Anticipées en matière fiscale dans sa décision anticipée n° 2023.0586 du 26 septembre 2023, en réponse à la demande déposée par Solvay et Syensqo le 3 août 2023.

2. Le Service des Décisions Anticipées en matière fiscale accepte d'avoir égard à la Date d'Effet Rétroactif Comptable pour les besoins de l'application des règles fiscales belges en matière d'impôt des sociétés à Solvay et à Syensqo.

3. La Scission Partielle devrait être réalisée en régime de neutralité fiscale pour les besoins des règles fiscales italiennes, tel que confirmé par l'administration fiscale italienne dans son *ruling* n° 956-504/2023 du 8 juin 2023, en réponse à la demande de décision anticipée

déposée par la Société le 14 mars 2023. Dans le cadre de la Scission Partielle, à compter de la Date d'Effet, l'ES Italien de Syensqo supportera et se substituera à l'ES Italien de Solvay dans les déterminations fiscales et l'exécution de l'ensemble des obligations et engagements fiscaux relatifs aux éléments du patrimoine actif et passif composant le Périmètre Specialty, tels qu'ils sont décrits à l'article 11 du Projet de Scission, et transférés à l'ES Italien de Syensqo, au *prorata* de l'actif net apporté à l'ES Italien de Syensqo par rapport à l'actif net total de l'ES Italien de Solvay, à l'exception des attributs fiscaux (par exemple des pertes fiscales ou crédits d'impôt) spécifiquement liés à des actifs apportés à l'ES Italien de Syensqo.

4. Droits d'enregistrement

Le Service des Décisions Anticipées en matière de droit d'enregistrement a confirmé dans sa décision anticipée n° 2023.0586 du 26 septembre 2023 ce qui suit :

« IV.C. Droits d'enregistrement

99. *En matière de droits d'enregistrement, le mécanisme de la scission partielle ne connaît pas de régime particulier. Il en résulte que les règles traditionnelles du droit d'apport y sont d'application, la scission partielle s'analysant comme un apport en société.*

100. *L'objet de l'apport consiste dans les biens transmis par la société cédante, en l'espèce :*

- Des participations ;
- Des créances commerciales ;
- Des valeurs disponibles et des placements de trésorerie ;
- Deux immeubles (situés en Région de Bruxelles-Capitale);
- Des dettes et engagements ;
- Des droits de propriété intellectuelle ;
- Le personnel dédié.

101. *Ledit apport ne sera pas exclusivement rémunéré en droits sociaux étant donné la reprise de dette prévue. Il s'agit par conséquent d'un apport mixte qui donnera lieu à une application combinée des articles 115, 115bis et 120 du CDE.*

102. *L'application de la règle proportionnelle prévue à l'article 120, alinéa 2 du CDE est obligatoire car l'apport comprend en même temps des immeubles visés à l'article 115bis et des biens d'une nature différente.*

103. *En synthèse, la scission partielle en projet donnera lieu au régime fiscal suivant :*

- Dans la mesure de la rémunération en droits sociaux, le droit d'apport de 0% sera d'application conformément aux articles 115 et 115bis du CDE ;
- Dans la mesure de la rémunération « autrement » qu'en droits sociaux (à savoir la reprise de dettes), le droit de vente de 12,50 % sera d'application conformément à l'article 44 du CDE ;
- Application obligatoire de la règle proportionnelle prévue à l'article 120, alinéa 2 du CDE.

104. *Le notaire instrumentant sera : étude Berquin, de résidence à 1000 Bruxelles, Avenue Lloyd George, 11. ».*

L'assemblée déclare que la valeur vénale des biens immeubles transférés dans le cadre de la Scission Partielle s'élève à 64.378.491,79 EUR. La dette reprise par Syensqo dans le cadre de la Scission Partielle s'élève à 3.550.291.499,60 EUR, de sorte que la rémunération autrement qu'en droits sociaux s'élève à 29,49% du Patrimoine Scindé, vu que la valeur du Patrimoine

Scindé s'élève à 12.102.235.640,96 EUR.

Par conséquent, le montant de la base imposable pour le calcul des droits d'enregistrement s'élève à 18.986.968,31 EUR.

CLAUSES FINALES NOTARIALES

DROIT D'ECRITURE (Code des droits et taxes divers)

Droit d'écriture de cent euros (100,00 EUR), payé sur déclaration par le notaire soussigné.

COPIE ACTE (NABAN)

Une copie officielle du présent acte sera disponible dans la Banque des Actes Notariés (NABAN). Cette banque de données n'est accessible que moyennant une carte e-ID ou l'app "itsme".

LECTURE

Le présent procès-verbal a été lu intégralement pour ce qui concerne les mentions visées à l'article 12, alinéa 1 et 2 de la loi organique du notariat et les modifications apportées au projet d'acte communiqué préalablement.

L'acte entier a été commenté par le notaire.

IDENTITE

Le notaire confirme les données d'identité du président et des membres du bureau au vu de leur carte d'identité, ainsi que celles des actionnaires, le cas échéant leurs représentants, qui ont demandé au notaire soussigné de signer le présent procès-verbal.

CLOTURE DE L'ASSEMBLEE

L'assemblée est clôturée.

DONT PROCES-VERBAL

Dressé lieu et date que dessus.

Après lecture partielle et commentée de l'acte, le président et les membres du bureau, ainsi que les actionnaires, le cas échéant leurs représentants, qui l'ont demandé, et moi, notaire, avons signé.

(suivent les signatures)

POUR EXPEDITION CONFORME.

Berquin Notarissen CVBA
Lloyd Georgelaan 11
1000 Brussel
RPR Brussel 0474.073.840

BUITENGEWONE ALGEMENE VERGADERING

Dossiernummer: TC/GVC-MBT/2225732-2/VV

Repertorium: 2023/126542

"SOLVAY"

naamloze vennootschap
te 1120 Brussel, Ransbeekstraat 310

BTW (BE) 0403.091.220 Rechtspersonenregister Brussel

investors.relations@solvay.com

www.solvay.com

PARTIELE SPLITSING VAN "SOLVAY" NV

-

KAPITAALVERMINDERING

-

HERNIEUWING VAN HET TOEGESTAAN KAPITAAL

-

MACHTIGING TOT VERKRIJGING, VERVREEMDING EN Vernietiging VAN EIGEN AANDELEN

-

AANNEMEN VAN EEN NIEUWE TEKST VAN DE STATUTEN

-

ONTSLAGEN EN BENOEMINGEN VAN BESTUURDERS

-

NOTULEN VAN DE GEDEELTELIJK TE SPLITSEN VENNOOTSCHAP

Op heden, acht december tweeduizend drieëntwintig.

Te 1130 Brussel, Raketstraat 98.

Voor **Tim CARNEWAL**, notaris te Brussel (eerste kanton), die zijn ambt uitoefent in de vennootschap "BERQUIN NOTARISSEN", met zetel te Brussel, Lloyd Georgelaan 11,

WORDT GEHOUDEN

de buitengewone algemene vergadering van de naamloze vennootschap "**SOLVAY**", waarvan de zetel gevestigd is te 1120 Brussel, Ransbeekstraat 310, hierna de "*Vennootschap*" of "*gedeeltelijk te splitsen Vennootschap*" genoemd.

IDENTIFICATIE VAN DE VENNOOTSCHAP

De Vennootschap werd onder de vorm van een commanditaire vennootschap opgericht krachtens onderhandse akte van 26 december 1863.

De statuten werden meermaals gewijzigd en voor de laatste maal bij notulen opgesteld door notaris Bernard Willocx, te Brussel, op 12 mei 2020, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van 5 juni daarna, onder nummers 20063202 en 20063203.

De Vennootschap is ingeschreven in het rechtspersonenregister onder nummer 0403.091.220.

Het e-mailadres van de Vennootschap is investors.relations@solvay.com

Haar website is het volgende: www.solvay.com

OPENING VAN DE VERGADERING - SAMENSTELLING VAN HET BUREAU

De vergadering wordt geopend om 10 uur 48 minuten, onder het voorzitterschap van de heer BOËL Nicolas Jacques Etienne Marie Ghislain, woonstkeuze gedaan hebbende op de zetel van de Vennootschap, die aanstelt tot secretaris: mevrouw KAKÉ Aminata, woonstkeuze gedaan hebbende op de zetel van de Vennootschap.

De vergadering stelt aan als stemopnemers:

- mevrouw de MOERLOOSE Sandrine, wonende te 1050 Elsene, Johannalaan 54; en
- de heer de SCHIETERE de LOPHEM Henry Pierre Axel Marie Emmanuel Joseph Ghislain, wonende te 1435 Corbais, Rue du Linchet 2.

VERIFICATIES DOOR HET BUREAU - AANWEZIGHEDEN

De voorzitter brengt verslag uit aan de vergadering over de vaststellingen en verificaties die het bureau heeft verricht, tijdens en na de registratieformaliteiten van de deelnemers, met het oog op de samenstelling van de vergadering.

1. Bijeenroeping van de houders van effecten

Voor de opening van de vergadering, werden de bewijzen van de oproepingen verschenen in het *Belgisch Staatsblad* en in de pers voorgelegd aan het bureau. Zij zullen bewaard blijven in de archieven van de Vennootschap. Het bureau heeft vastgesteld dat de data van publicatie de volgende zijn:

- op 7 november 2023 in het *Belgisch Staatsblad*;
- op 7 november 2023 in *L'Echo*; en
- op 7 november 2023 in *De Tijd*.

De tekst van de oproeping en de modellen van volmachten, alsook het splitsingsvoorstel en de verslagen vermeld in de agenda van deze vergadering werden daarenboven ter beschikking gesteld van de aandeelhouders in wezen in de vorm zoals gepubliceerd op de website van de Vennootschap (<https://www.solvay.com/nl/investors/aandeelhoudersvergaderingen>) vanaf 7 november 2023.

Een mededeling werd verstuurd naar diverse persagentschappen teneinde internationale verspreiding te garanderen.

Het bureau heeft eveneens, door kennisname van de kopie van de verzonden brieven of desgevallend van de e-mails, vastgesteld dat een oproeping werd verstuurd op 7 november 2023, door middel van een brief of desgevallend van een e-mail (indien er aan de Vennootschap een e-mailadres werd meegedeeld om via dit communicatiemiddel te communiceren), aan de houders van aandelen op naam, aan de bestuurders en aan de commissaris.

De voorzitter verklaart en de vergadering erkent dat er noch houders van converteerbare obligaties, inschrijvingsrechten op naam of winstbewijzen op naam, noch houders van certificaten op naam die met medewerking van de Vennootschap werden uitgegeven, zijn.

2. Verificatie van de machten van de deelnemers aan de vergadering

Terzake de deelneming tot onderhavige vergadering werd door het bureau nagegaan of artikelen 29 en 30 van de statuten werden gerespecteerd, hetgeen ons notaris door het bureau werd bevestigd; de diverse stavingsdocumenten alsmede de originele volmachten blijven bewaard in de archieven van de Vennootschap.

3. Lijst van de aanwezigheden

Een lijst van de aanwezigheden werd opgesteld, waarin de naam, de voornaam en het adres, of de naam en de zetel, van alle aandeelhouders die in persoon of door een lasthebber aan de vergadering deelnemen, werd opgenomen.

Het origineel van de aanwezigheidslijst blijft gehecht aan onderhavige notulen.

4. Verificatie van het aanwezigheidsquorum

Het bureau heeft vastgesteld dat uit de aanwezigheidslijst blijkt dat 74.836.433 aandelen op een totaal van 105.876.416 op heden uitstaande aandelen aanwezig of vertegenwoordigd zijn.

De Vennootschap en haar filialen houden evenwel 1.735.954 eigen aandelen aan, zodat de stemrechten verbonden aan deze aandelen geschorst zijn en met deze aandelen geen rekening wordt gehouden voor de vaststelling van de voorschriften inzake aanwezigheid en meerderheid die in de algemene vergadering moeten worden nageleefd, overeenkomstig artikel 7:217, §1 *juncto* artikel 7:140 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen. Derhalve moet slechts rekening worden gehouden met een totaal van 104.140.462 aandelen uitgegeven door de Vennootschap.

Overeenkomstig artikel 7:153 en 12:8 *juncto* artikel 12:67 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, kan de vergadering slechts op rechtsgeldige wijze beraadslagen en besluiten, wanneer zij die aan de vergadering deelnemen ten minste de helft van het kapitaal vertegenwoordigen.

Bijgevolg kan onderhavige vergadering rechtsgeldig raadslagen en beslissen over de punten op de agenda.

5. Stemmingsmodaliteiten

De voorzitter brengt in herinnering dat elk aandeel recht geeft op één stem. Hij herinnert er tevens aan dat enkel de aanwezige of vertegenwoordigde aandeelhouders aan de stemming kunnen deelnemen.

De voorzitter brengt eveneens in herinnering dat:

- de voorstellen tot besluit onder titel I. van de agenda, te weten punten 3 tot en met 5 en punten 7 tot en met 15 van de agenda, moeten worden goedgekeurd door drie vierden van de stemmen in overeenstemming met artikel 7:153 en 12:8 *juncto* artikel 12:67 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;
- de voorstellen tot besluit onder titel II. van de agenda, te weten punten 16 tot en met 18 en punten 20 en 21 van de agenda, moeten worden goedgekeurd door de meerderheid van de stemmen.

AGENDA

De voorzitter wordt vrijgesteld door de vergadering om de agenda volledig voor te lezen.

Agenda:

- I. **BESLISSINGEN DIE KUNNEN WORDEN GENOMEN INDIEN DE AANDEELHOUDERS DIE AANWEZIG OF VERTEGENWOORDIGD ZIJN OP DE ALGEMENE VERGADERING TEN MINSTE DE HELFT VAN HET KAPITAAL VERTEGENWOORDIGEN, MITS GOEDGEKEURD DOOR DRIE VIERDEN VAN DE UITGEBRACHT STEMMEN**
 - A. **Partiële splitsing door overneming**
 1. Kennisneming door de aandeelhouders van de volgende documenten, waarvan ze kosteloos een kopie kunnen verkrijgen
 - Voorstel van een met splitsing door overneming gelijkgestelde verrichting

opgesteld door de Raad van Bestuur van Solvay (de “Vennootschap” of de “gedeeltelijk te splitsen Vennootschap”) en de Raad van Bestuur van de naamloze vennootschap “SYENSQO”, met zetel te 1130 Brussel, Raketstraat 89, ingeschreven in het rechtspersonenregister onder het nummer 0798.896.453 (“Syensqo” of de “Verkrijgende Vennootschap”), overeenkomstig artikel 12:8 *juncto* artikel 12:59 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen (het “Splitsingsvoorstel”)

- Verslag van de Raad van Bestuur van de Vennootschap over het Splitsingsvoorstel, opgesteld overeenkomstig artikel 12:8 *juncto* artikel 12:61 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen; en
- Verslag van de commissaris van de Vennootschap over het Splitsingsvoorstel, opgesteld overeenkomstig artikel 12:8 *juncto* artikel 12:62 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

2. Melding van elke belangrijke wijziging die zich in de activa en de passiva van het vermogen van de vennootschappen die betrokken zijn bij de splitsing heeft voorgedaan tussen de datum van opstelling van het Splitsingsvoorstel en de datum van de splitsing, overeenkomstig artikel 12:8 *juncto* artikel 12:63 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen

3. Beslissing tot partiële splitsing – Vastlegging van de ruilverhouding – Algemene voorwaarden

Voorstel van besluit:

De algemene vergadering keurt het Splitsingsvoorstel goed en besluit tot de partiële splitsing van de Vennootschap, zonder dat deze ophoudt te bestaan, waarbij de actieve en passieve vermogensbestanddelen die de “Specialty Perimeter” vormen, zoals beschreven in het Splitsingsvoorstel, zullen worden afgesplitst en ingebracht in Syensqo (het “Afgesplitst Vermogen”) in toepassing van artikel 12:8 *juncto* artikelen 12:59 en volgende van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen (de “Partiële Splitsing”).

4. Kapitaalvermindering ten gevolge van de Partiële Splitsing

Voorstel van besluit:

Ten gevolge van de Partiële Splitsing besluit de algemene vergadering tot een kapitaalvermindering van de Vennootschap ten belope van een bedrag van 1.351.562.792 euro, zodat het kapitaal wordt gebracht van 1.588.146.240,00 euro tot 236.583.447,18 euro, met ingang vanaf de totstandkoming van de Partiële Splitsing, zonder vernietiging van bestaande aandelen.

5. Wijziging van artikel 5 van de statuten

Voorstel van besluit:

De algemene vergadering besluit artikel 5 van de statuten als volgt te wijzigen, met ingang vanaf de totstandkoming van de Partiële Splitsing:

“Het kapitaal bedraagt tweehonderd zesendertig miljoen vijfhonderd drieëntachtig duizend vierhonderd zevenenveertig euro en achttien cent (236.583.447,18 EUR) en is

vertegenwoordigd door honderd en vijf miljoen achthonderd zesenzeventigduizend vierhonderd zestien (105.876.416) aandelen zonder aanduiding van nominale waarde.”

B. Toegestaan kapitaal

6. **Kennisneming door de aandeelhouders van het verslag van de Raad van Bestuur opgesteld overeenkomstig artikel 7:199, lid 2 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen**
7. **Hernieuwing van de machtiging aan de Raad van Bestuur om het kapitaal te verhogen**
Voorstel van besluit:

De algemene vergadering besluit om het saldo van de machtiging toegekend aan de Raad van Bestuur door de buitengewone algemene vergadering van 12 mei 2020 te herroepen en te vervangen door een nieuwe machtiging om het kapitaal te verhogen overeenkomstig artikelen 7:198 en volgende van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, in één of meerdere malen, voor een periode van vijf (5) jaar, ten belope van 23.650.000 euro (uitgezonderd uitgiftepremies).

Bijgevolg besluit de algemene vergadering om de tekst van artikel 8 van de statuten te vervangen door de volgende tekst:

“De Raad van Bestuur is bevoegd om het kapitaal in één of meerdere malen te verhogen met een bedrag van maximum drieëntwintig miljoen zeshonderdvijftig duizend (23.650.000 EUR) (zonder uitgiftepremie). Deze machtiging is geldig voor vijf jaar te rekenen van de bekendmaking van de notulen van de buitengewone algemene vergadering van 8 december 2023.

Iedere verhoging van het kapitaal waartoe krachtens dit artikel besloten wordt, kan eender welke vorm aannemen, in het bijzonder door inbreng in geld, door inbreng in natura, door omzetting van beschikbare of onbeschikbare reserves, uitgiftepremies of overgedragen winsten, met of zonder uitgifte van nieuwe aandelen, preferent of niet, met of zonder stemrecht, uitgegeven onder, boven of aan fractiewaarde, binnen de door de wet toegestane grenzen. De Raad van Bestuur kan, in het kader van deze machtiging, inschrijvingsrechten, converteerbare obligaties of andere effecten uitgeven, onder de voorwaarden voorzien door het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

De Raad van Bestuur kan het voorkeurrecht van de aandeelhouders beperken of opheffen. Deze mogelijkheid omvat de beperking of opheffing van het voorkeurrecht van de aandeelhouders ten gunste van één of meer bepaalde personen andere dan leden van het personeel van de vennootschap of haar dochtervennootschappen.

Elk besluit tot aanwenden van de aan de Raad van Bestuur verleende machtiging om het kapitaal te verhogen overeenkomstig dit artikel 8 vereist een meerderheid van drie vierde van de stemmen (naar boven afgerond op de

dichtstbijzijnde eenheid) van de aanwezige of vertegenwoordigde bestuurders.

De Raad van Bestuur heeft de bevoegdheid om, met recht van indeplaatsstelling, de statuten te wijzigen om daarin de kapitaalverhoging(en) weer te geven die het gevolg zijn van de uitoefening van zijn bevoegdheden krachtens dit artikel.”

8. Voorstel om de Raad van Bestuur te machtigen het kapitaal te verhogen in geval van een openbaar overnamebod

Voorstel van besluit:

De algemene vergadering besluit de Raad van Bestuur te machtigen om het kapitaal te verhogen in geval van een openbaar overnamebod op de effecten van de Vennootschap, in een of meerdere keren, voor een periode van twee (2) jaar, onder de voorwaarden en binnen de grenzen uiteengezet in het nieuwe artikel 8 van de statuten en artikel 7:202 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Bijgevolg besluit de algemene vergadering om een nieuwe paragraaf toe te voegen aan artikel 8 van de statuten, die als volgt luidt:

“§2. De Raad van Bestuur wordt tevens gemachtigd bij besluit van de algemene vergadering van [8 december 2023] om, in geval van openbaar overnamebod op effecten uitgegeven door de vennootschap, het kapitaal van de vennootschap te verhogen (inclusief, in voorkomend geval, met beperking of opheffing van het voorkeurrecht van de aandeelhouders), volgens de voorwaarden en binnen de grenzen zoals voorzien door §1 van dit artikel en van artikel 7:202 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen. Deze machtiging is geldig voor zover de mededeling van de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten dat zij in kennis werd gesteld van een overnamebod op de vennootschap, wordt ontvangen binnen een termijn van twee jaar vanaf de buitengewone algemene vergadering van [8 december 2023]. Kapitaalverhogingen verricht door de Raad van Bestuur krachtens deze machtiging, worden in mindering gebracht op het resterende kapitaal dat krachtens dit artikel 8 is toegestaan.”

C. Verkrijging van eigen aandelen

9. Hernieuwing van de machtiging aan de Raad van Bestuur tot verkrijging en in pand nemen van eigen aandelen

Voorstel van besluit:

De algemene vergadering besluit om de machtiging die door de buitengewone algemene vergadering van aandeelhouders van 12 mei 2020 aan de Raad van Bestuur werd toegekend, te herroepen en te vervangen door een nieuwe machtiging voor een periode van vijf (5) jaar om eigen aandelen van de Vennootschap te verkrijgen en in pand te nemen tegen een eenheidsprijs die niet lager mag zijn dan één euro (1,00 EUR) en die niet meer dan tien procent (10%) hoger mag zijn dan de hoogste koers van

de twintig (20) laatste beursdagen die de transactie voorafgaan, zonder dat de Vennootschap op enig moment meer dan tien procent (10%) van het totale aantal uitgegeven aandelen mag bezitten.

Bijgevolg besluit de algemene vergadering de tekst van artikel 9 van de statuten te vervangen door de volgende tekst:

“De vennootschap kan, zonder voorafgaande machtiging door de algemene vergadering, haar eigen aandelen verkrijgen of in pand nemen aan een eenheidsprijs die niet lager mag zijn dan één euro (1,00 EUR) en die niet meer dan tien procent (10%) hoger mag zijn dan de hoogste koers van de laatste twintig (20) beursdagen voorafgaand aan de verrichting. De vennootschap dient zich onder andere te houden aan de prijsbeperkingen voorzien door de artikelen 7:215 en volgende van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en de artikelen 8:2 en volgende van het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Deze machtiging strekt zich uit tot de verkrijging of in pand nemen van aandelen van de vennootschap door een van haar rechtstreekse dochtervennootschappen en, voor zover nodig, onrechtstreekse dochtervennootschappen, evenals door iedere persoon die in eigen naam optreedt maar voor rekening van deze vennootschappen.

De nominale waarde van de verworven aandelen, met inbegrip van diegene die de vennootschap voordien reeds verworven zou hebben en in portefeuille zou hebben en diegene die verworven zouden zijn door een dochtervennootschap die rechtstreeks wordt gecontroleerd in de zin van artikel 7:221, eerste lid van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, mag tien procent (10%) van het geplaatste kapitaal niet overschrijden.

Deze machtiging is geldig voor vijf jaar te rekenen vanaf de bekendmaking van de notulen van de buitengewone algemene vergadering van [8 december 2023].”

10. Besluit om de Raad van Bestuur te machtigen om eigen aandelen van de Vennootschap te verkrijgen en in pand te nemen ter voorkoming van een dreigend ernstig nadeel voor de Vennootschap

Voorstel van besluit:

De algemene vergadering besluit de Raad van Bestuur te machtigen om eigen aandelen van de Vennootschap te verkrijgen en in pand te nemen wanneer deze verkrijging of in pand nemen noodzakelijk is ter voorkoming van een dreigend ernstig nadeel voor de Vennootschap, met inbegrip van een openbaar overnamebod op de effecten van de Vennootschap, voor een periode van twee (2) jaar, overeenkomstig artikel 7:215, §1, leden 4 en 5 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Bijgevolg besluit de algemene vergadering om een nieuwe paragraaf toe te voegen aan artikel 9 van de statuten, die als volgt luidt:

“§2. De Raad van Bestuur is tevens gemachtigd, bij besluit van de buitengewone algemene vergadering van [8 december 2023], om aandelen in de vennootschap te verkrijgen of in pand te nemen, wanneer deze verkrijging noodzakelijk is ter voorkoming van ernstig dreigend nadeel voor de vennootschap, met inbegrip van het geval van een openbaar overnamebod op de aandelen van de vennootschap.

Deze machtiging is geldig voor twee jaar vanaf de bekendmaking van de notulen van de buitengewone algemene vergadering van [8 december 2023].”

D. Vervreemding van eigen aandelen

11. Voorstel om de Raad van Bestuur te machtigen om eigen aandelen te vervreemden aan één of meer bepaalde personen die geen personeelslid zijn

Voorstel van besluit:

De algemene vergadering besluit om de Raad van Bestuur te machtigen om eigen aandelen te vervreemden aan één of meer vooraf bepaalde personen die geen personeelslid zijn, onder de voorwaarden en binnen de grenzen voorzien in artikel 7:218, §1, 4° van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Bijgevolg besluit de algemene vergadering om een nieuwe paragraaf toe te voegen aan artikel 9 van de statuten, die als volgt luidt:

“§[3]. De Raad van Bestuur is gemachtigd om de aandelen die op grond van dit artikel zijn verkregen, met inachtneming van de toepasselijke wettelijke voorschriften, te vervreemden aan één of meer bepaalde personen die geen personeelslid zijn.

Deze machtiging strekt zich uit tot de vervreemding van aandelen in de vennootschap door elk van haar rechtstreekse dochtervennootschappen en, voor zover nodig, door elk van haar onrechtstreekse dochtervennootschappen, evenals door elke persoon die optreedt in eigen naam maar voor rekening van deze vennootschappen.”

12. Besluit om de Raad van Bestuur te machtigen om eigen aandelen van de Vennootschap te vervreemden om ernstig dreigend nadeel voor de Vennootschap te vermijden

Voorstel van besluit:

De algemene vergadering besluit de Raad van Bestuur te machtigen voor een periode van twee (2) jaar om eigen aandelen van de Vennootschap te vervreemden ter vermijding van een ernstig dreigend nadeel voor de Vennootschap, met inbegrip van een openbaar overnamebod op effecten van de Vennootschap, overeenkomstig artikel 7:218, §1, 3° van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen.

Bijgevolg besluit de algemene vergadering om een nieuwe paragraaf toe te voegen aan

artikel 9 van de statuten, die als volgt luidt:

“§[4]. De Raad van Bestuur is tevens gemachtigd, bij besluit van de buitengewone algemene vergadering van [8 december 2023], om aandelen van de vennootschap te vervreemden onder de voorwaarden uiteengezet in de artikelen 7:215 en volgende van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, wanneer deze vervreemding noodzakelijk is ter voorkoming van ernstig dreigend nadeel voor de vennootschap, met inbegrip van het geval van een openbaar overnamebod op de aandelen van de vennootschap.

Deze machtiging strekt zich uit tot de vervreemding van aandelen in de vennootschap door elk van haar rechtstreekse dochtervennootschappen en, voor zover nodig, door elk van haar onrechtstreekse dochtervennootschappen, evenals door elke persoon die optreedt in eigen naam maar voor rekening van deze vennootschappen.

Deze machtiging is geldig voor twee jaar vanaf de bekendmaking van de notulen van de buitengewone algemene vergadering van [8 december 2023].”

E. Vernietiging van eigen aandelen

13. Voorstel om de Raad van Bestuur te machtigen om eigen aandelen te vernietigen

Voorstel van besluit:

De algemene vergadering besluit de Raad van Bestuur te machtigen om op elk moment de eigen aandelen verkregen overeenkomstig besluit 9 of 10 van deze algemene vergadering, te vernietigen en de statuten te wijzigen om de vermindering van het totale aantal aandelen van de Vennootschap weer te geven.

Bijgevolg besluit de algemene vergadering om een nieuwe paragraaf toe te voegen aan artikel 9 van de statuten, die als volgt luidt:

“§[5]. De Raad van Bestuur is eveneens gemachtigd om de aandelen die zijn verkregen op grond van dit artikel te vernietigen, overeenkomstig artikel 7:217, §1 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, en heeft de bevoegdheid om, met volledige bevoegdheid tot indeplaatsstelling, de statuten te wijzigen om rekening te houden met zulke vernietiging van aandelen.”

F. Andere statutaire aanpassingen

14. Datum van de gewone algemene vergadering van 2024

Voorstel tot besluit:

De algemene vergadering besluit dat, bij wijze van uitzondering, de gewone algemene vergadering van de Vennootschap die in 2024 zal worden gehouden om zicht uit te spreken over de jaarrekening van de Vennootschap voor het boekjaar dat eindigt op 31 december 2023, zal plaatsvinden op 28 mei 2024.

Bijgevolg voegt de algemene vergadering een overgangsbepaling toe aan artikel 26 van

de statuten als volgt:

“Overgangsbepaling

Bij wijze van uitzondering zal de jaarvergadering die in 2024 wordt gehouden om zich uit te spreken over de jaarrekeningen van de Vennootschap voor het financieel jaar afgesloten op 31 december 2023, worden gehouden op 28 mei 2024. Deze bepaling vervalt aan het einde van de voornoemde jaarvergadering.”

15. Voorstel tot het aannemen van een nieuwe tekst van de statuten van de Vennootschap

De tekst van de voorgestelde nieuwe statuten, samen met een toelichtingsnota over de voorgestelde wijzigingen en de versie van de huidige statuten met de wijzigingen (schrappingen of toevoegingen), is beschikbaar op de website van de Vennootschap

Voorstel van besluit:

De algemene vergadering besluit een nieuwe tekst van de statuten goed te keuren (inclusief de wijzigingen die volgen uit de bovenstaande voorgestelde besluiten n°1 tot 15 die zouden zijn aangenomen), met ingang van de totstandkoming van de Partiële Splitsing.

II. BESLISSINGEN DIE KUNNEN WORDEN GENOMEN BIJ EEN MEERDERHEID VAN STEMMEN

G. Goedkeuring van bedingen inzake controlewijziging overeenkomstig artikel 7:151 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen

Krachtens artikel 7:151 WVV kan enkel de Algemene Vergadering bepalingen goedkeuren die rechten aan derden toekennen die een aanzienlijke invloed hebben op het vermogen van de Vennootschap, dan wel een aanzienlijke schuld of verplichting te haren laste doen ontstaan, wanneer de uitoefening van deze rechten afhankelijk is van het uitbrengen van een openbaar overnamebod op de aandelen van de Vennootschap of van een wijziging van de controle die op haar wordt uitgeoefend

Verdere informatie over de clausules inzake controlewijziging die ter goedkeuring worden voorgelegd aan de algemene vergadering is opgenomen in de toelichtingsnota voor aandeelhouders die beschikbaar is op de website van de Vennootschap.

16. *“Separation Agreement”* gesloten tussen de Vennootschap en Syensqo in aanloop naar de Partiële Splitsing

Voorstel van besluit:

De algemene vergadering besluit om, overeenkomstig artikel 7:151 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, artikel 4.2 van de *Separation Agreement* gesloten tussen de Vennootschap en Syensqo goed te keuren met ingang van de totstandkoming van de Partiële Splitsing, in de mate dat dit artikel Syensqo het recht geeft om een einde te stellen (voor de toekomst) aan haar vrijwaringsverbintenissen

aangegaan ten behoeve van de Vennootschap voor milieuverplichtingen in verband met de Specialty Perimeter waarvoor de Vennootschap aansprakelijk zou blijven niettegenstaande de Partiële Splitsing, in geval van een controlewijziging over de Vennootschap (gedefinieerd als het geval waarin een derde partij, alleen of in onderling overleg, de drempel van 25% van de stemrechtverlenende effecten van de Vennootschap bereikt of overschrijdt, ongeacht of deze drempel wordt bereikt als gevolg van een overname of anderszins, en onder voorbehoud van bepaalde uitzonderingen met betrekking tot Solvac SA/NV).

17. “U.S. Tax Matters Agreement” gesloten tussen de Vennootschap en Syensqo, Essential Holding America LLC en Solvay Holding, Inc. in aanloop naar de Partiële Splitsing
Voorstel van besluit:

De algemene vergadering besluit om, overeenkomstig artikel 7:151 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, artikel 3.02 van de *U.S. Tax Matters Agreement* gesloten tussen de Vennootschap en Syensqo, Essential Holding America LLC en Solvay Holding, Inc. in aanloop naar de Partiële Splitsing goed te keuren, in de mate dat het bepaalt dat de Vennootschap verplicht kan worden Syensqo of Solvay Holding, Inc. schadeloos te stellen voor bepaalde nadelige gevolgen voor de Amerikaanse federale inkomstenbelasting die het gevolg kunnen zijn van (i) bepaalde toekomstige handelingen of nalatigheden van de Vennootschap waarvan redelijkerwijs verwacht kan worden dat ze het effect hebben dat de Partiële Splitsing of de U.S. Spin-Off (of bepaalde daaraan gerelateerde verrichtingen) niet in aanmerking zullen komen voor de verwachte Amerikaanse fiscale behandeling, met inbegrip van bepaalde handelingen en nalatigheden die leiden of kunnen leiden tot een controlewijziging (in de zin van artikel 1:14 en volgende WVV) over de Vennootschap of (ii) de verwerving door een of meer personen van een deelneming van 50% of meer (gemeten in stemrechten of percentage van het kapitaal) in het kapitaal van de Vennootschap, met inbegrip van, voor alle duidelijkheid, in het kader van een openbaar overnamebod op de effecten van de Vennootschap (zelfs indien de Vennootschap niet deelneemt aan de overname of deze niet anderszins faciliteert).

H. Remuneratiebeleid

18. Uitzonderlijke bonus voor de CEO

De algemene vergadering keurt de uitbetaling goed van een bonus van EUR 12.000.000 bruto aan de *Chief Executive Officer* van de Groep, als erkenning voor haar uitzonderlijke inzet in het kader van de voltooiing van het project tot Partiële Splitsing.

Gezien het advies van het Remuneratiecomité op 30 oktober 2023, beveelt de Raad van Bestuur aan dat de algemene vergadering deze resolutie aanneemt. De Raad van Bestuur nodigt de aandeelhouders uit om de toelichting die beschikbaar is op de website van de Vennootschap te raadplegen voor meer informatie over de uitoefening van de discretionaire bevoegdheid van het Remuneratiecomité in het kader van haar aanbevelingen aan de Raad van Bestuur, zoals voorzien in het Remuneratiebeleid van de Vennootschap.

I. Ontslagen en benoemingen

19. Ontslagen

Voorstel van besluit:

De algemene vergadering neemt kennis van het vrijwillig en vervroegd ontslag, met ingang op de datum van de Partiële Splitsing, van de volgende bestuurders:

- De heer Nicolas Boël;
- Mevrouw Ilham Kadri;
- De heer Hervé Coppens d'Eeckenbrugge;
- Mevrouw Françoise de Viron;
- Mevrouw Rosemary Thorne;
- De heer Gilles Michel;
- Mevrouw Agnès Lemarchand;
- De heer Matti Lievonen; en
- De heer Edouard Janssen.

20. Benoemingen

Voorstel van besluit:

De algemene vergadering besluit Thomas Aebischer te benoemen tot bestuurder voor een termijn van 4 jaar. Zijn mandaat loopt af aan het einde van de jaarlijkse algemene vergadering in mei 2027. De heer Aebischer voldoet aan de onafhankelijkheidscriteria omschreven in artikel 3.5 van de Belgische Corporate Governance Code.

Voorstel van besluit:

De algemene vergadering besluit Thierry Bonnefous te benoemen tot bestuurder voor een termijn van 4 jaar. Zijn mandaat loopt af aan het einde van de jaarlijkse algemene vergadering in mei 2027.

Voorstel van besluit:

De algemene vergadering besluit Yves Bonte te benoemen tot bestuurder voor een termijn van 4 jaar. Zijn mandaat loopt af aan het einde van de jaarlijkse algemene vergadering in mei 2027. De heer Bonte voldoet aan de onafhankelijkheidscriteria omschreven in artikel 3.5 van de Belgische Corporate Governance Code.

Voorstel van besluit:

De algemene vergadering besluit Philippe Kerhen te benoemen tot bestuurder voor een termijn van 4 jaar. Zijn mandaat loopt af aan het einde van de jaarlijkse algemene vergadering in mei 2027.

Voorstel van besluit:

De algemene vergadering besluit Annette Stube te benoemen tot bestuurder voor een termijn van 4 jaar. Haar mandaat loopt af aan het einde van de jaarlijkse algemene vergadering in mei 2027. Mevrouw Stube voldoet aan de onafhankelijkheidscriteria omschreven in artikel 3.5 van de Belgische Corporate Governance Code.

Voorstel van besluit:

De algemene vergadering besluit Melchior de Vogüé te benoemen tot bestuurder voor een termijn van 4 jaar. Zijn mandaat loopt af aan het einde van de jaarlijkse algemene vergadering in mei 2027.

21. VolmachtVoorstel van besluit:

De algemene vergadering verleent alle machten:

- aan de Raad van Bestuur om de genomen besluiten uit te voeren;
- aan iedere notaris en/of werknemer van “Berquin Notarissen” CVBA voor het opstellen, ondertekenen en neerleggen van de gecoördineerde tekst van de statuten van de Vennootschap in de daarvoor bestemde elektronische databank, overeenkomstig de relevante wettelijke bepalingen;
- aan elk personeelslid van de vennootschap “Berquin Notarissen”, Lloyd Georgelaan 11, 1000 Brussel, om, met bevoegdheid tot indeplaatsstelling, in één of meer wijzigende of aanvullende authentieke akten, fouten of weglatingen te laten vaststellen met betrekking tot de in deze akte opgenomen beschrijving van onroerend goederen, en te dien einde alle verklaringen af te leggen, woonplaats te kiezen, de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie vrij te stellen van het ambtshalve verrichten van een inschrijving en alles te doen wat nodig of nuttig zal zijn in het kader van de publiciteit over hypotheek; en
- aan mevrouw Michèle Vervoort, met bevoegdheid tot indeplaatsstelling, om de formaliteiten te vervullen bij een ondernemingsloket met het oog op de inschrijving/regularisatie van gegevens bij de Kruispuntbank van Ondernemingen en, indien van toepassing, bij de Administratie van de Belasting over de Toegevoegde Waarde.

Vragen

Overeenkomstig artikel 7:139 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, nodigt de voorzitter de deelnemers die dat wensen uit, de vragen te stellen die de agendapunten bij hen oproepen.

De vragensessie geeft geen aanleiding tot tussenkomsten.

De voorzitter stelt vervolgens de sluiting van de debatten vast.

BERAADSLAGING - BESLISSINGEN

De vergadering vat de agenda aan en neemt na beraadslaging de volgende beslissingen:

I. BESLISSINGEN DIE KUNNEN WORDEN GENOMEN INDIEN DE AANDEELHOUDERS DIE AANWEZIG OF VERTEGENWOORDIGD ZIJN OP DE ALGEMENE VERGADERING TEN MINSTE DE HELFT VAN HET KAPITAAL VERTEGENWOORDIGEN, MITS GOEDGEKEURD DOOR DRIE VIERDEN VAN DE UITGEBRACHT STEMMEN
A. PARTIËLE SPLITSING DOOR OVERNEMING

EERSTE BESLISSING: Kennisneming door de aandeelhouders van de volgende documenten, waarvan ze kosteloos een kopie kunnen verkrijgen

I. De vergadering neemt kennis van de hierna opgenomen documenten waarvan de aandeelhouders kosteloos een kopie hebben kunnen verkrijgen:

- Splitsingsvoorstel; die werd goedgekeurd door de Raad van Bestuur van de Vennootschap op een geldig bijeengeroepen vergadering gehouden op 17 oktober 2023 en door de Raad van Bestuur van Syensqo door eenparige schriftelijke besluiten aangenomen op 20 oktober 2023; de datum van de eerste van deze twee vergaderingen wordt hierna de "Eerste Valideringsdatum" genoemd; dit Splitsingsvoorstel werd neergelegd, (i) in hoofde van Solvay op de Franstalige afdeling van de griffie van de ondernemingsrechtbank te Brussel, op 24 oktober 2023 en bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad bij uittreksel overeenkomstig de artikelen 2:8 en 2:14, 1° van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen op 3 november daarna, onder nummers 23139400 en 23139401, en (ii) in hoofde van de Syensqo op de Franstalige afdeling van de griffie van de ondernemingsrechtbank te Brussel, op 24 oktober 2023 en bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad bij uittreksel overeenkomstig de artikelen 2:8 en 2:14, 1° van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen op 3 november daarna, onder nummers 23139398 en 23139399;
- Verslag van de Raad van Bestuur van de Vennootschap over het Splitsingsvoorstel, opgesteld overeenkomstig artikel 12:8 *juncto* artikel 12:61 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen; en
- Verslag van de commissaris van de Vennootschap over het Splitsingsvoorstel, opgesteld overeenkomstig artikel 12:8 *juncto* artikel 12:62 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

De conclusies van dit verslag luiden letterlijk als volgt:

"Conclusie

Op basis van onze werkzaamheden zijn wij van mening dat:

- *gezien de bijzonderheid van de splitsing is een discussie over het relatieve belang van de methoden die worden gevolgd bij het bepalen van de ruilverhouding irrelevant. De ruilverhouding, zijnde één aandeel Syensqo NV1 dat zal worden uitgegeven voor één aandeel Solvay NV, is relevant en redelijk in het kader van de voorgestelde transactie.*

- de evaluatiemethoden die door de bestuursorganen worden gebruikt, zijn in dit geval geschikt.

Bovendien, in het licht van de werkzaamheden die wij hebben uitgevoerd op het splitsingsvoorstel, dienen wij u geen afwijking van materieel belang te melden.

Basis voor de conclusie zonder voorbehoud

Wij hebben onze opdracht uitgevoerd overeenkomstig het in België van toepassing zijnde normatief kader.

Onze verantwoordelijkheden op grond van deze norm staan beschreven in de sectie "Verantwoordelijkheden van de commissaris.

De Raad van Bestuur heeft de methoden die worden gebruikt om de ruilverhouding van aandelen of rechten van deelneming en de voorgestelde ruilverhouding te bepalen als volgt gedetailleerd:

« Aangezien de voorgestelde verrichting een partiele splitsing is waarbij de activa en passiva van het vermogen ondergebracht in de Specialty Perimeter, zoals beschreven in artikel 11 van het Partiele Splitsingsvoorstel, worden ingebracht in Syensqo zonder dat Solvay ophoudt te bestaan, zullen de bestaande Solvay-aandelen niet worden geruild. Syensqo zal voor elk bestaand Solvay-aandeel (met uitzondering van de aandelen die in eigen naam worden aangehouden door Solvay, door Syensqo of door een persoon die in eigen naam maar voor rekening van Solvay of Syensqo handelt (samen de "Uitgesloten Solvay-aandelen")) een aantal gewone aandelen van Syensqo uitgeven en toekennen dat op basis van de ruilverhouding wordt vastgesteld.

Er wordt voorgesteld de ruilverhouding, d.w.z. het aantal gewone aandelen van Syensqo dat voor elk aandeel van Solvay wordt uitgegeven en toegekend, vast te stellen op een (1) aandeel van Syensqo voor een (1) aandeel van Solvay, wat betekent dat aandeelhouders van Solvay een (1) gewoon Syensqo- aandeel ontvangen voor elk Solvay-aandeel dat zij op de Datum van Inwerkingtreding bezitten. Ervan uitgaande dat er geen Uitgesloten Solvay-aandelen zijn, betekent dit dat Syensqo 105.876.416 nieuwe gewone aandelen zal uitgeven en toekennen in het kader van de Partiele Splitsing »

Wij hebben de relevante deontologische vereisten die van toepassing zijn op de opdracht nageleefd.

Wij zijn van mening dat de door ons verkregen onderbouwende informatie voldoende en geschikt is als basis voor onze conclusie.

Verantwoordelijkheden van het bestuursorgaan van elke vennootschap

Het bestuursorgaan van elke vennootschap is verantwoordelijk voor:

- het opstellen van een splitsingsvoorstel overeenkomstig artikel 12:59 WVV;
- de methoden waarmee de ruilverhouding is vastgesteld;
- het betrekkelijk gewicht data aan deze methoden wordt gehecht;
- de waardering waartoe elke methode komt;
- het vaststellen van de ruilverhouding.

De uitvoering van de opdracht door de commissaris zoals hierna gedefinieerd ontslaat het bestuursorgaan niet van haar verantwoordelijkheden.

Verantwoordelijkheden van de commissaris

Onze verantwoordelijkheid bestaat erin verslag uit te brengen over het splitsingsvoorstel. In de context van onze opdracht zijn wij verantwoordelijk voor het beoordelen of, in het licht van de informatie waarvan wij kennis hebben, het splitsingsvoorstel een afwijking van materieel belang bevat, hetzij informatie die onjuist vermeld is of anderszins misleidend is.

Onze verantwoordelijkheid bestaat er tevens in een conclusie met redelijke mate van zekerheid te vormen over de relevantie en de redelijkheid van de ruilverhouding zoals opgenomen in het splitsingsvoorstel en over het passend zijn van de toegepaste waarderingsmethoden.

Een redelijke mate van zekerheid is een hoog niveau van zekerheid, maar is geen garantie dat wij bij het uitvoeren van onze werkzaamheden overeenkomstig naar het in België van toepassing zijnde normatief kader altijd een afwijking van materieel belang ontdekken wanneer die bestaat.

Beperking van het gebruik van ons verslag

Dit verslag werd enkel opgesteld uit hoofde van artikel 12:59 WVV in het kader van splitsingsvoorstel en mag niet voor andere doeleinden worden gebruikt. Dit verslag geldt enkel indien de splitsing plaatsvindt binnen de 3 maanden volgend op de datum van ons verslag.

Diegem, 25 oktober 2023

EY Bedrijfsrevisoren BV Commissaris Vertegenwoordigd door

*Marie Kaisin**

Partner

**Handelend in naam van een BV".*

Een kopie van deze verslagen blijft bewaard in het dossier van ondergetekende notaris.

II. a) Overeenkomstig 12:8 *juncto* artikel 12:64, §1, lid 2 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, werd een kopie van de documenten vermeld onder punt I één maand voor deze algemene vergadering verzonden naar de houders van aandelen op naam.

Er werd ook onverwijld een kopie meegedeeld aan diegenen die de statutair voorgeschreven formaliteiten hebben vervuld om tot deze algemene vergadering te worden toegelaten.

b) De voorzitter verklaart dat de Vennootschap de stukken bedoeld in artikel 12:8 *juncto* artikel 12:64, §2 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen gedurende een ononderbroken periode van één maand voor de datum van deze algemene vergadering en die niet eerder eindigt dan op het ogenblik van de sluiting van die vergadering, kosteloos op haar website ter beschikking heeft gesteld, te weten:

1° het Splitsingsvoorstel;

2° de in de artikel 12:8 *juncto* artikelen 12:61 en 12:62 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen bedoelde verslagen;

3° de jaarrekening over de laatste drie boekjaren van de Vennootschap (met dien verstande dat het eerste boekjaar van Syensqo op 31 december 2023 eindigt);

4° de verslagen van de bestuursorganen en van de commissaris over de laatste drie boekjaren van de Vennootschap (met dien verstande dat het eerste boekjaar van Syensqo op 31 december 2023 eindigt);

5° het halfjaarlijks financieel verslag van de Vennootschap als bedoeld in artikel 13 van het koninklijk besluit van 14 november 2007 betreffende de verplichtingen van emittenten van financiële instrumenten die zijn toegelaten tot de verhandeling op een gereguleerde markt;

6° de tussentijdse cijfers van Syensqo afgesloten op 31 augustus 2023, te weten niet meer dan drie maanden voor de datum van het Splitsingsvoorstel, opgesteld overeenkomstig artikel 12:8 *juncto* artikel 12:64, §2, 5°, lid 2 tot 4 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

De voorzitter verklaart tevens dat:

- de website van de Vennootschap gedurende de voormelde ononderbroken periode de mogelijkheid heeft geboden om voormelde stukken te downloaden en af te drukken;
- deze stukken ter beschikking zijn gebleven op de zetel van de Vennootschap voor raadpleging door de aandeelhouders; en,
- deze stukken nog tot één maand na deze algemene vergadering op de website van de Vennootschap blijven staan.

c) Iedere aandeelhouder kon op zijn verzoek kosteloos een volledig of desgewenst gedeeltelijk afschrift verkrijgen van de in artikel 12:8 *juncto* artikel 12:64, §2 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen bedoelde stukken, met uitzondering van diegene die hem overeenkomstig paragraaf 1 zijn toegezonden.

TWEEDE BESLISSING: Melding van elke belangrijke wijziging die zich in de activa en de passiva van het vermogen van de vennootschappen die betrokken zijn bij de splitsing heeft voorgedaan tussen de datum van opstelling van het Splitsingsvoorstel en de datum van de splitsing, overeenkomstig artikel 12:8 *juncto* artikel 12:63 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen

De Raad van Bestuur van de Vennootschap heeft overeenkomstig artikel 12:8 *juncto* artikel 12:63 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen verklaard:

- dat er zich geen belangrijke wijzigingen in de activa en passiva van het vermogen van de Vennootschap hebben voorgedaan tussen de datum van de opstelling van het Splitsingsvoorstel en de datum van huidige algemene vergadering;
- dat hij door de Raad van Bestuur van Syensqo niet in kennis werd gesteld van enige belangrijke wijzigingen in de activa en passiva van haar vermogen die zich heeft voorgedaan

tussen de datum van de opstelling van het Splitsingsvoorstel en de datum van huidige algemene vergadering.

De algemene vergadering neemt kennis van deze mededelingen.

DERDE BESLISSING: Beslissing tot partiële splitsing – Vastlegging van de ruilverhouding – Algemene voorwaarden

1. Goedkeuring van de Partiële Splitsing

De algemene vergadering keurt het Splitsingsvoorstel goed en besluit tot de partiële splitsing van de Vennootschap, zonder dat deze ophoudt te bestaan, waarbij de actieve en passieve vermogensbestanddelen die de “Specialty Perimeter” vormen, zoals beschreven in het Splitsingsvoorstel, zullen worden afgesplitst en ingebracht in Syensqo (het “Afgesplitst Vermogen”) in toepassing van artikel 12:8 *juncto* artikelen 12:59 en volgende van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen (de “Partiële Splitsing”).

De Partiële Splitsing zal van kracht worden om middernacht, Brusselse tijd, op de ochtend van de eerste dag volgend op de datum van de laatste van de volgende algemene vergaderingen (de “Datum van Inwerkingtreding”), onverminderd de boekhoudkundig terugwerkende datum van inwerkingtreding:

- (i) de buitengewone algemene vergadering van de Vennootschap die het Splitsingsvoorstel heeft goedgekeurd in toepassing van artikel 12:8 *juncto* artikel 12:67 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen; en
- (ii) de buitengewone algemene vergadering van Syensqo die het Splitsingsvoorstel en de andere vereiste besluiten heeft goedgekeurd in toepassing van artikel 12:8 *juncto* artikel 12:69 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

2. Beschrijving van het Afgesplitste Vermogen

De vergadering verzoekt ondergetekende notaris de hierna volgende samenvattende beschrijving van de Specialty Perimeter, zoals gedefinieerd in de agenda voor deze algemene vergadering, vast te stellen.

(a) Over te dragen activa en passiva

2.1. Na voltrekking van de Partiële Splitsing zullen de hieronder beschreven delen van de activa en passiva van het vermogen van Solvay (met inbegrip van alle gekende en ongekende daarmee verband houdende rechten, contractuele relaties, juridische belangen van welke aard dan ook, klanten, goodwill, verbintenissen, vorderingen, aansprakelijkheden, eisen, verplichtingen en latente verplichtingen) van rechtswege worden afgesplitst en ingebracht in Syensqo overeenkomstig artikel 12:13, 3° van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen in de staat waarin zij zich op de Datum van Inwerkingtreding bevinden:

- (i) de immateriële vaste activa vermeld in Bijlage I van het Splitsingsvoorstel (met uitzondering van deze bedoeld onder punt (ii) hieronder);
- (ii) de intellectuele eigendomsrechten vermeld in Bijlage II van het

Splitsingsvoorstel ongeacht of deze al dan niet in de boekhouding zijn opgenomen;

(iii) de materiële vaste activa vermeld in Bijlage III van het Splitsingsvoorstel (met uitzondering van deze bedoeld onder punt (iv) hieronder);

(iv) de onroerende goederen (met inbegrip van roerende goederen van welke aard dan ook die zich daarin bevinden op de Datum van Inwerkingtreding) en onroerende eigendomsrechten vermeld in Bijlage IV van het Splitsingsvoorstel alsmede de rechten en verplichtingen van Solvay uit hoofde van contracten die betrekking hebben op deze onroerende goederen;

(v) alle aandelen en andere deelnemingen van Solvay in de vennootschappen bedoeld in Bijlage V van het Splitsingsvoorstel of die Solvay zou verwerven tussen de Eerste Valideringsdatum en de Datum van Inwerkingtreding in één of meerdere andere vennootschappen waarvan de activiteiten, rechtstreeks of onrechtstreeks, uitsluitend betrekking hebben op de Specialty Perimeter (de "Rechtstreekse Specialty Dochtervennootschappen") en, samen met hun rechtstreekse of onrechtstreekse dochtervennootschappen en deelnemingen, de "Vennootschappen van de Specialty Perimeter");

(vi) de vorderingen die overeenkomen met creditsaldi van de aan Syensqo overgedragen bankrekeningen (inclusief de daarmee verbonden geldbeleggingen en termijnrekeningen) vermeld in Bijlage VI van het Splitsingsvoorstel met inbegrip van de rechten en verplichtingen uit hoofde van de overeenkomsten tussen Solvay en de financiële instellingen met betrekking tot of in verband met voornoemde bankrekeningen; met dien verstande dat de som van de creditsaldi van voornoemde bankrekeningen in elk geval een bedrag van ten minste 490.000.000,00 euro omvat dat Solvay tussen 1 juli 2023 en de Datum van Inwerkingtreding zal ontvangen en dat aan Syensqo wordt toegewezen in het kader van de Partiële Splitsing, zoals blijkt uit de "verbindingsrekeningen" die zijn opgenomen in de openingsbalansen van Solvay en Syensqo op 1 juli 2023;

(vii) de vorderingen ten aanzien van derden overgedragen aan Solvay door haar dochterondernemingen en die uitsluitend betrekking hebben op de Specialty Perimeter, evenals de vorderingen ten aanzien van Vennootschappen van de Specialty Perimeter;

(viii) de rechten, verplichtingen en voorzieningen met betrekking tot het geschil vermeld in Bijlage VII van het Splitsingsvoorstel en alle andere geschillen aangespannen vanaf de Eerste Valideringsdatum en die uitsluitend betrekking hebben op de Vennootschappen van de Specialty Perimeter en/of de Specialty Perimeter;

(ix) de financiële schulden vermeld in Bijlage VIII (met uitzondering van de schulden bedoeld in punt (x) hieronder);

(x) de rechten en verplichtingen verbonden aan de obligaties uitgegeven door Solvay vermeld in Bijlage IX van het Splitsingsvoorstel, waarbij eraan wordt herinnerd dat de

algemene vergaderingen van de betrokken obligatiehouders vooraf hun toestemming hebben gegeven voor de overdracht van deze rechten en verplichtingen;

(xi) de rechten en verplichtingen van Solvay voortvloeiend uit alle contracten gesloten tussen Solvay enerzijds en één of meerdere vennootschappen van de Specialty Perimeter anderzijds, alsook de waarborgen die Solvay heeft gegeven voor leningen en verbintenissen aangegaan door Vennootschappen van de Specialty Perimeter (met uitzondering van de leningen bedoeld in punt (x) hierboven), ongeacht of deze waarborgen al dan niet in de boekhouding zijn opgenomen;

(xii) de rechten en verplichtingen van Solvay uit hoofde van andere contracten die niet onder een ander punt van deze afdeling 2.1 vallen, zoals vermeld in Bijlage X van het Splitsingsvoorstel;

(xiii) de waarborgen gegeven door Solvay vermeld in Bijlage XI van het Splitsingsvoorstel (met uitzondering van deze vermeld in de punten (x) en (xi) hierboven), ongeacht of deze waarborgen al dan niet in de boekhouding zijn opgenomen;

(xiv) de rechten en verplichtingen die voortvloeien uit de arbeidsovereenkomsten van de werknemers van Solvay die tewerkgesteld zijn in de activiteiten van de Specialty Perimeter en van wie het personeelsnummer vermeld staat in Bijlage XII van het Splitsingsvoorstel (de “Overgedragen Werknemers”), met inbegrip van (maar niet beperkt tot) sociale zekerheids- en roerende voorheffingsverplichtingen, bezoldigingen en voordelen die niet vereffend zijn op de Datum van Inwerkingtreding, evenals de rechten en verplichtingen die voortvloeien uit de pensioenplannen die daarop betrekking hebben en de voorzieningen voor schulden en kosten met betrekking tot de Overgedragen Werknemers (inzonderheid (x) de verplichtingen op lange termijn met betrekking tot sociale voordelen in verband met pensioen en andere voordelen op lange termijn (zoals jubileumpremies en andere voordelen) van de Overgedragen Werknemers, en (y) de verplichtingen op korte termijn, inzonderheid wat premies, bonussen in opbouw en vakantiegeld betreft, met betrekking tot de Overgedragen Werknemers);

(xv) de rechten en verplichtingen van Solvay onder alle aanmoedigingsplannen, met inbegrip van de aandelenoptieplannen, *performance share units*, *restricted share units* en aandelenparticipatieplannen voor werknemers, en alle retentieplannen, in ieder geval waarvan de begunstigden Overgedragen Werknemers of werknemers van Vennootschappen van de Specialty Perimeter zijn;

(xvi) het recht van Solvay om schadevergoedingen te ontvangen in het kader van verzekeringscontracten die Solvay is aangegaan, volgens de bepalingen en onder de voorwaarden die in dergelijke contracten zijn bepaald, en na aftrek van alle kosten, honoraria, emolumenten en uitgaven die Solvay heeft opgelopen om deze te recupereren (met inbegrip van juridische kosten), voor zover dit recht verband houdt met schademeldingen, vorderingen of eisen tot schadevergoeding gedaan door Solvay in het kader van dergelijke

verzekeringscontracten vanaf de Eerste Valideringsdatum en die uitsluitend betrekking hebben op de Vennootschappen van de Specialty Perimeter en/of de Specialty Perimeter; en

(xvii) de archieven vermeld in Bijlage XIII van het Splitsingsvoorstel en de rechten en verplichtingen van Solvay uit hoofde van de overeenkomsten die betrekking hebben op hun beheer, bewaring, digitalisering en op hun overdracht; en

(xviii) de vergunningen, toestemmingen en licenties die uitsluitend betrekking hebben op de Specialty Perimeter, voor zover toegestaan door de wet.

(b) Boekhoudkundig overzicht van de over te dragen activa en passiva

2.2. *Pro forma* boekhoudkundige staten van activa en passiva voor elk van Solvay en Syensqo op 1 juli 2023, bijgevoegd als Bijlage XIV van het Splitsingsvoorstel, opgesteld op basis van de statutaire balans van Solvay op 30 juni 2023, geven een raming van de samenstelling van de activa en passiva van Solvay enerzijds en Syensqo anderzijds, indien de Partiële Splitsing op 1 juli 2023 zou zijn voltrokken.

2.3. De onderstaande tabel geeft een overzicht van de delen van de activa van het vermogen van Solvay zoals opgenomen in de statutaire balans van Solvay op 30 juni 2023, alsook de verdeling ervan tussen (i) de delen die Solvay na voltrekking van de Partiële Splitsing zal behouden en die bijgevolg de statutaire openingsbalans (activa) van Solvay zullen vormen op 1 juli 2023, en (ii) de delen die na voltrekking van de Partiële Splitsing in de activa van het vermogen van Syensqo zullen worden ingebracht en die bijgevolg de statutaire openingsbalans (activa) van Syensqo zullen vormen op 1 juli 2023.

	<i>Solvay – Statutaire openingsbalans op 30 juni 2023</i>	<i>Solvay – Statutaire openingsbalans op 1 juli 2023</i>	<i>Syensqo – Statutaire openingsbalans op 1 juli 2023*</i>
<i>(in euro)</i>			
Vaste activa	13.784.453.470,61	4.202.070.051,58	9.582.383.419,03
Immateriële vaste activa	104.343.463,31	66.715.404,76	37.628.058,55
Materiële vaste activa	121.688.962,61	53.739.765,50	67.949.197,11
Financiële vaste activa	13.558.421.044,69	4.081.614.881,32	9.476.806.163,37
Vlottende activa	2.941.066.979,93	911.214.758,00	2.519.852.221,93
Vorderingen op meer dan één jaar	292.797,10	292.797,10	0,00
Vorraden en bestellingen in uitvoering	440.648,81	440.648,81	0,00
Vorderingen op ten hoogste één jaar	2.095.813.139,51	646.480.297,94	1.939.332.841,57
Geldbeleggingen	434.435.584,19	174.435.584,19	260.000.000,00
Liquide middelen	377.968.575,11	69.274.349,89	308.694.225,22
Overlopend actief	32.116.235,21	20.291.080,07	11.825.155,14
Totaal activa	16.725.520.450,54	5.113.284.809,58	12.102.235.640,96

* De statutaire openingsbalansen op 1 juli 2023 van Solvay en Syensqo weerspiegelen het bestaan van “verbindingsrekeningen” tussen Solvay en Syensqo, die zelf het bestaan weergeven van een vordering van ten minste 490.000.000,00 euro dat Solvay tussen 1 juli 2023 en de Datum van Inwerkingtreding zal ontvangen en dat aan Syensqo wordt toegewezen in het kader van de Partiële Splitsing.

Op basis van de statutaire balans van Solvay op 30 juni 2023 zou de boekwaarde van de te splitsen activa van het vermogen van Solvay 12.102.235.640,96 euro bedragen.

2.4. De onderstaande tabel geeft een overzicht van de delen van de passiva van het vermogen van Solvay zoals opgenomen in de statutaire balans van Solvay op 30 juni 2023, alsook de verdeling ervan tussen (i) de delen die Solvay na voltrekking van de Partiële Splitsing zal behouden en die bijgevolg de statutaire openingsbalans (passiva) van Solvay zullen vormen op 1 juli 2023, en (ii) de delen die na voltrekking van de Partiële Splitsing in de passiva van het vermogen van Syensqo zullen worden ingebracht en bijgevolg de statutaire openingsbalans (passiva) van Syensqo zullen vormen op 1 juli 2023.

	<i>Solvay – Statutaire openingsbalans op 30 juni 2023</i>	<i>Solvay – Statutaire openingsbalans op 1 juli 2023</i>	<i>Syensqo – Statutaire openingsbalans op 1 juli 2023*</i>
<i>(in euro)</i>			
Eigen vermogen	9.780.058.511,87	1.278.092.399,24	8.501.966.112,63
Kapitaal	1.588.146.240,00	207.544.529,08	1.380.601.710,92
Uitgiftepremies	1.200.432.580,38	156.876.746,18	1.043.555.834,20
Reserves	1.982.255.418,15	259.048.100,81	1.723.207.317,34
Overgedragen winst	5.009.224.273,34	654.623.023,17	4.354.601.250,17
Voorzieningen en uitgestelde belastingen	236.618.279,48	186.640.250,75	49.978.028,73
Voorzieningen voor risico's en kosten	236.618.279,48	186.640.250,75	49.978.028,73
Uitgestelde belastingen	0,00	0,00	0,00
Schulden	6.708.843.659,19	3.648.552.159,59	3.550.291.499,60
Schulden op meer dan één jaar	1.921.349.651,53	300.014.710,99	1.621.334.940,54
Schulden op ten hoogste één jaar	4.730.704.655,55	3.307.130.327,91	1.913.574.327,64
Overlopend passief	56.789.352,11	41.407.120,69	15.382.231,42
Totaal passiva (inclusief eigen vermogen)	16.725.520.450,54	5.113.284.809,58	12.102.235.640,96

* De statutaire openingsbalansen op 1 juli 2023 van Solvay en Syensqo weerspiegelen het bestaan van "verbindingsrekeningen" tussen Solvay en Syensqo, die zelf het bestaan weergeven van een vordering van ten minste 490.000.000,00 euro dat Solvay tussen 1 juli 2023 en de Datum van Inwerkingtreding zal ontvangen en dat aan Syensqo wordt toegewezen in het kader van de Partiële Splitsing.

Op basis van de statutaire openingsbalans van Solvay op 1 juli 2023 zou de boekwaarde van de te splitsen passiva van het vermogen van Solvay 12.102.235.640,96 euro bedragen.

2.5. Het kapitaal en de reserves van Solvay zullen aan Syensqo worden overgedragen in verhouding tot de fiscale nettowaarde op 1 juli 2023 (hetzij de Boekhoudkundig Terugwerkende Datum van Inwerkingtreding, zoals hieronder gedefinieerd) van de delen van de activa en passiva van het vermogen van Solvay die aan Syensqo zullen worden overgemaakt, vergeleken met de totale fiscale nettowaarde van Solvay op diezelfde datum, waarbij deze netto fiscale waarden worden berekend op basis van de activa en passiva uiteengezet in afdelingen 2.2 tot 2.4 hierboven.

2.6. Ter informatie wordt in de onderstaande tabel een raming gegeven van de delen

van de activa van het vermogen van Solvay die na de voltrekking van de Partiële Splitsing in de activa van het vermogen van Syensqo zullen worden ingebracht, alsook van de activa van het vermogen van Solvay vóór en na de Partiële Splitsing, zoals deze delen naar verwachting zullen zijn op 9 december 2023 (namelijk de verwachte datum voor voltrekking van de Partiële Splitsing). De hieronder vermelde waarden van de activa van het vermogen van Solvay vóór de Partiële Splitsing zijn opgesteld op basis van de statutaire balans van Solvay op 30 juni 2023 en aangepast om rekening te houden met de geschatte impact van de activiteiten van Solvay, intragroep transacties die nodig zijn voor de afsplitsing van de Specialty Perimeter en andere gebeurtenissen die zich hebben voorgedaan tussen 1 juli 2023 (inbegrepen) en 9 december 2023 (niet inbegrepen).

	<i>Solvay - Geschatte statutaire balans vóór de Partiële Splitsing</i>	<i>Solvay - Geschatte statutaire balans na de Partiële Splitsing</i>	<i>Syensqo - Geschatte ingebrachte activa na voltrekking van de Partiële Splitsing</i>
<i>(in euro)</i>			
Vaste activa	14.230.906.028,24	4.654.226.200,54	9.576.679.827,70
Immateriële vaste activa	95.143.463,31	59.415.404,76	35.728.058,55
Materiële vaste activa	117.388.962,61	51.539.765,50	65.849.197,11
Financiële vaste activa	14.018.373.602,32	4.543.271.030,28	9.475.102.572,04
Vlottende activa	3.241.510.064,70	917.172.696,98	2.324.337.367,72
Vorderingen op meer dan één jaar	292.797,10	292.797,10	0,00
Vorraden en bestellingen in uitvoering	440.648,81	440.648,81	0,00
Vorderingen op ten hoogste één jaar	2.095.813.139,51	646.480.297,94	1.449.332.841,57
Geldbeleggingen	0,00	0,00	0,00
Liquide middelen	1.112.847.244,07	249.667.873,06	863.179.371,01
Overlopend actief	32.116.235,21	20.291.080,07	11.825.155,14
Totaal activa	17.472.416.092,94	5.571.398.897,52	11.901.017.195,42

2.7. Ter informatie wordt in de onderstaande tabel een raming gegeven van de delen van de passiva (inclusief eigen vermogen) van het vermogen van Solvay die na de voltrekking van de Partiële Splitsing in de passiva (inclusief eigen vermogen) van het vermogen van Syensqo zullen worden ingebracht, alsook van de passiva (inclusief eigen vermogen) van het vermogen van Solvay vóór en na de Partiële Splitsing, zoals deze naar verwachting zullen zijn op 9 december 2023 (namelijk de verwachte datum voor voltrekking van de Partiële Splitsing). De hieronder vermelde waarden van de passiva (inclusief eigen vermogen) van het vermogen

van Solvay vóór de Partiële Splitsing zijn opgesteld op basis van de statutaire balans van Solvay op 30 juni 2023 en aangepast om rekening te houden met de geschatte impact van de activiteiten van Solvay, intragroep transacties die nodig zijn voor de afsplitsing van de Specialty Perimeter en andere gebeurtenissen die zich hebben voorgedaan tussen 1 juli 2023 (inbegrepen) en 9 december 2023 (niet inbegrepen).

	<i>Solvay - Geschatte statutaire balans vóór de Partiële Splitsing</i>	<i>Solvay - Geschatte statutaire balans na de Partiële Splitsing</i>	<i>Syensqo - Geschatte passiva (inclusief eigen vermogen) ingebracht na voltrekking van de Partiële Splitsing</i>
<i>(in euro)</i>			
Eigen vermogen	10.455.797.533,86	2.165.293.738,96	8.290.503.794,91
Kapitaal	1.588.146.240,00	207.544.529,08	1.380.601.710,92
Uitgiftepremies	1.200.432.580,38	156.876.746,18	1.043.555.834,20
Reserves	1.982.255.418,15	259.048.100,81	1.723.207.317,34
Overgedragen winst	5.684.963.295,33	1.541.824.362,89	4.143.138.932,44
Voorzieningen en uitgestelde belastingen	205.972.778,89	195.098.998,97	10.873.779,92
Voorzieningen voor risico's en kosten	205.972.778,89	195.098.998,97	10.873.779,92
Uitgestelde belastingen	0,00	0,00	0,00
Schulden	6.810.645.780,19	3.211.006.159,59	3.599.639.620,60
Schulden op meer dan één jaar	1.021.349.651,53	14.710,99	1.021.334.940,54
Schulden op ten hoogste één jaar	5.732.506.776,55	3.169.584.327,91	2.562.922.448,64
Overlopend passief	56.789.352,11	41.407.120,69	15.382.231,42
Totaal passiva (inclusief eigen vermogen)	17.472.416.092,94	5.571.398.897,52	11.901.017.195,42

(c) Activa en passiva uitgesloten van de overdracht

2.8. In de mate dat een deel van de activa of passiva van het vermogen van Solvay niet wordt toegewezen door dit artikel 2 (met inbegrip van de in deze afdeling bedoelde bijlagen), blijft dit deel een deel uitmaken van het vermogen van Solvay. Bijgevolg wordt uitdrukkelijk bepaald dat artikel 12:60 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen niet van toepassing is op het Splitsingsvoorstel.

(d) Eigendomsoverdracht van onroerende goederen en zakelijke rechten

2.9. De onroerende goederen, zoals hieronder nader omschreven, zullen in het kader van de Partiële Splitsing worden overgedragen aan Syensqo:

BESCHRIJVING ONROERENDE GOEDEREN

Gemeente ELSENE – tweede afdeling

1. een **tuin** gelegen **rue des Champs Elysées**, gekadastreerd volgens recent kadastraal uittreksel sectie A nummer **0290/T/P0000** voor een oppervlakte van één hectare drieënveertig are eenenzeventig centiare (1ha 43a 71ca);

2. een **appartementsgebouw** op en met grond gelegen **rue des Champs Elysées 61/63**, gekadastreerd volgens recent kadastraal uittreksel sectie A nummer **0290/W/P0000** voor een oppervlakte van vijf are vijfenveertig centiare (5a 45ca);

3. een **kantoorgebouw** op en met grond gelegen **rue des Champs Elysées 43**, gekadastreerd volgens titel sectie A nummer 293/N en volgens recent kadastraal uittreksel sectie A nummer **0293/N/P0000** voor een oppervlakte van vier are vijftig centiare (4a 50ca);

4. een **kantoorgebouw** op en met grond gelegen **rue des Champs Elysées 43**, gekadastreerd volgens titel sectie A nummer 293/P en volgens recent kadastraal uittreksel sectie A nummer **0293/P/P0000** voor een oppervlakte van zes are twintig centiare (6a 20ca),

hierna samen genoemd het “**eerste goed**”.

STAD BRUSSEL – eenentwintigste afdeling

5. een **onderzoekscentrum**, gelegen **rue de la Fusée 98** (volgens titel nummer 98-100), gekadastreerd volgens titel en recent kadastraal uittreksel sectie C nummer **0236/D/P0000** voor een oppervlakte volgens titel en recent kadastraal uittreksel van drie hectare drie are vijfenvijftig centiare (3ha 03a 55ca),

hierna genoemd het “**tweede goed**”.

STAD BRUSSEL – eenentwintigste afdeling

6. een **perceel grond** (lot 2), gelegen **rue de Woluwe-Saint-Etienne** (volgens titel nummer 55), gekadastraerd volgens titel en recent kadastraal uittreksel sectie C nummer **0211/D/P0000**, voor een oppervlakte volgens titel en recent kadastraal uittreksel van acht are achtenzestig centiare (8a 68ca),

hierna genoemd het “**derde goed**”.

Het eerste, tweede en derde goed, hierna samen genoemd “**de goederen**”.

VERWIJZING NAAR DE NOTULEN VAN SYENSQO

Voor wat betreft een gedetailleerde beschrijving, de eigendomsoorsprong, de bepalingen inzake bodemsanering, de algemene en bijzondere bepalingen met betrekking tot de overdracht van de Goederen, verwijst de vergadering naar de notulen van de buitengewone algemene vergadering van Syensqo.

(e) Italiaanse vaste inrichting van Solvay

2.10. Op de Datum van Inwerkingtreding zullen de delen van de activa en passiva van het vermogen die zijn ondergebracht in de Specialty Perimeter en die worden gehouden door het bijkantoor dat kwalificeert als een Italiaanse vaste inrichting van Solvay (*Solvay SA – Sede Secondaria per l'Italia*), geregistreerd te Viale Lombardia 20, 20021 Bollate (Milaan, Italië) onder nummer 00089900492 (de “Italiaanse VI van Solvay”) in het kader van de Partiële Splitsing worden ingebracht in het bijkantoor dat kwalificeert als een Italiaanse vaste inrichting van Syensqo, geregistreerd in Viale Lombardia 20, 20021 Bollate (Milaan, Italië) op 19 mei 2023 onder nummer 12947770967 (de “Italiaanse VI van Syensqo”). De Italiaanse VI van Syensqo zal zonder onderbreking de activiteiten van de Specialty Perimeter voortzetten die vóór de Datum van Inwerkingtreding door de Italiaanse VI van Solvay werden uitgeoefend.

3. Ruilverhouding (artikel 12:59, lid 2, 2° van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen)

3.1. Aangezien de voorgestelde verrichting een partiële splitsing is waarbij de delen van de activa en passiva van het vermogen ondergebracht in de Specialty Perimeter, zoals beschreven in artikel 11 van het Splitsingsvoorstel en artikel 2 van onderhavige notulen, worden ingebracht in Syensqo zonder dat Solvay ophoudt te bestaan, zullen de bestaande Solvay-aandelen niet worden geruild.

3.2. Op de Datum van Inwerkingtreding zal, als tegenprestatie voor de delen van de activa en passiva van het vermogen ondergebracht in de Specialty Perimeter die zullen worden ingebracht in Syensqo, zoals beschreven in artikel 11 van het Splitsingsvoorstel en artikel 2 van onderhavige notulen, Syensqo voor elk bestaand Solvay-aandeel (met uitzondering van de Uitgesloten Solvay-aandelen) één (1) gewoon Syensqo-aandeel uitgeven en toekennen, dat aan de houder ervan zal worden uitgereikt overeenkomstig artikel 5 hieronder.

3.3. Geen enkel Solvay-aandeel in het bezit van Solvay zelf, noch Solvay-aandelen in het bezit van Syensqo zelf, noch Solvay-aandelen in het bezit van een persoon die in eigen naam maar voor rekening van Solvay of Syensqo handelt (samen de “Uitgesloten Solvay-aandelen”) zullen Syensqo aandelen of een andere tegenprestatie ontvangen op de Datum van Inwerkingtreding overeenkomstig artikel 12:71, §2 van het Wetboek van vennootschappen en

verenigingen.

4. Opleg in geld (artikel 12:59, lid 2, 2° van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen)

Er zal geen opleg in geld worden betaald aan de aandeelhouders van de Vennootschap.

5. Wijze waarop de gewone Syensqo-aandelen worden uitgereikt (artikel 12:59, lid 2, 3° van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen)

5.1. Overeenkomstig de ruilverhouding waarnaar wordt verwezen in artikel 3 van het Splitsingsvoorstel, zal het aantal gewone Syensqo aandelen dat op de Datum van Inwerkingtreding door Syensqo zal worden uitgegeven, gelijk zijn aan het aantal aandelen van de Vennootschap dat op die datum bestaat, verminderd met het aantal eventuele Uitgesloten Solvay-aandelen.

5.2. Er wordt verduidelijkt dat Syensqo de nieuwe uitgegeven Syensqo aandelen zal toewijzen en doen uitreiken aan aandeelhouders van de Vennootschap op de manier waarop elk aandeel van de Vennootschap op de Datum van Inwerkingtreding wordt gehouden, zodat:

(i) voor elk aandeel van de Vennootschap op naam, Syensqo één gewoon Syensqo-aandeel zal registreren in het aandelenregister van Syensqo op naam van de aandeelhouder van de Vennootschap die dit aandeel houdt;

(ii) voor elk gedematerialiseerd aandeel van de Vennootschap, Syensqo Euroclear zal opdragen om één gewoon Syensqo-aandeel te registreren op de effectenrekening van de aandeelhouder van de Vennootschap bij de betrokken financiële instelling.

5.3. De verhandeling van de gewone Syensqo aandelen op Euronext Brussel en Euronext Parijs zal aanvangen op de eerste beursdag volgend op de Datum van Inwerkingtreding, aanvankelijk op een *if-and-when-delivered* basis, tot de afwikkeling-levering van de gewone aandelen uitgegeven door Syensqo ingevolge het Splitsingsvoorstel. De ticker en ISIN (*International Securities Identification Number*) van de Syensqo-aandelen zullen vóór de Datum van Inwerkingtreding worden bekendgemaakt.

6. Datum vanaf wanneer de Syensqo aandelen recht geven op winstdeelname (artikel 12:59, lid 2, 4° van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen)

De door Syensqo uitgegeven aandelen geven vanaf de Datum van Inwerkingtreding recht op winstdeelname. Dit recht zal onderworpen zijn aan de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en zal niet onderworpen zijn aan bijzondere voorwaarden. Gezien de boekhoudkundige retroactiviteit van de Partiële Splitsing, zullen deze aandelen, overeenkomstig artikel 7 van het Splitsingsvoorstel en artikel 7 van onderhavige notulen, voor het boekjaar dat loopt op het ogenblik van de Datum van Inwerkingtreding, recht geven op het volledige dividend voor de periode inbegrepen tussen de Boekhoudkundig Terugwerkende Datum van Inwerkingtreding en de afsluitdatum van het boekjaar, met inbegrip van de periode lopende van de Boekhoudkundig Terugwerkende Datum van Inwerkingtreding tot de Datum van Inwerkingtreding.

7. Datum vanaf wanneer de handelingen van Solvay boekhoudkundig worden geacht te zijn verricht voor rekening van Syensqo (artikel 12:59, lid 2, 5° van het Wetboek van

vennootschappen en verenigingen)

Vanuit boekhoudkundig oogpunt zal de Partiële Splitsing worden uitgevoerd met terugwerkende kracht tot 1 juli 2023 (de “Boekhoudkundig Terugwerkende Datum van Inwerkingtreding”). Daaruit volgt dat, vanuit boekhoudkundig oogpunt (i) Syensqo geacht zal worden het gebruik te hebben gehad van alle afgesplitste activa vanaf de Boekhoudkundig Terugwerkende Datum van Inwerkingtreding; (ii) alle verrichtingen die de Vennootschap vanaf de Boekhoudkundig Terugwerkende Datum van Inwerkingtreding heeft uitgevoerd met betrekking tot de delen van de activa en passiva van het vermogen van de Vennootschap die de Specialty Perimeter uitmaken, geacht worden te zijn uitgevoerd voor rekening van Syensqo en (iii) alle winsten en verliezen met betrekking tot dergelijke verrichtingen in de periode sinds de Boekhoudkundig Terugwerkende Datum van Inwerkingtreding worden geacht te zijn gerealiseerd door Syensqo.

8. Rechten toegekend door Syensqo aan de aandeelhouders van de Vennootschap die bijzondere rechten hebben en aan de houders van andere effecten dan aandelen, of de jegens hen voorgestelde maatregelen (artikel 12:59, lid 2, 6° van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen)

8.1. De Vennootschap heeft geen aandeelhouders met bijzondere rechten en heeft geen andere kapitaaleffecten uitgegeven (of effecten die toegang geven tot het kapitaal) dan aandelen.

8.2. Onmiddellijk na de voltrekking van de Partiële Splitsing zullen alle nieuwe uitgegeven gewone aandelen die door Syensqo aan aandeelhouders van de Vennootschap worden toegekend, dezelfde rechten hebben. Er zal slechts één enkele categorie Syensqo aandelen zijn.

9. De bezoldiging die wordt toegekend aan de commissaris voor de opstelling van het in artikel 12:62 bedoelde verslag (artikel 12:59, lid 2, lid 7 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen)

9.1. Solvay heeft Ernst & Young Bedrijfsrevisoren SRL, met zetel te 1831 Diegem, De Kleetlaan 2, en met ondernemingsnummer 0446.334.711, vertegenwoordigd door mevrouw Marie Kaisin (de “Bedrijfsrevisor van Solvay”), aangesteld om een schriftelijk verslag op te stellen over het Splitsingsvoorstel overeenkomstig artikel 12:62, §1 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen. De bezoldiging voor deze opdracht is vastgesteld op 20.000,00 euro (exclusief belastingen).

9.2. Syensqo heeft Ernst & Young Bedrijfsrevisoren SRL, met zetel te 1831 Diegem, De Kleetlaan 2, en met ondernemingsnummer 0446.334.711, vertegenwoordigd door mevrouw Marie Kaisin (de “Bedrijfsrevisor van Syensqo”) aangesteld om een schriftelijk verslag op te stellen over het Splitsingsvoorstel overeenkomstig artikel 12:62, §1 WVV. De bezoldiging voor deze opdracht is vastgesteld op 20.000,00 euro (exclusief belastingen).

10. Bijzondere voordelen toegekend aan de bestuurders van de vennootschappen die aan de Partiële Splitsing deelnemen (artikel 12:59, lid 2, 8° van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen)

De bestuurders van Solvay en Syensqo genieten van geen enkel bijzonder voordeel, in

de zin van artikel 12:59, lid 2, 8° van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, in het kader van de Partiële Splitsing, met uitzondering van:

- Mevrouw Ilham Kadri, bestuurder van Solvay en Syensqo, in haar hoedanigheid als Chief Executive Officer en Voorzitter van het Uitvoerend Comité van Solvay, die (i) op voorwaarde dat aan bepaalde voorwaarden wordt voldaan, recht heeft op een retentiepremie in contant gelijk aan 18 maanden vergoeding (gedefinieerd als de jaarlijkse basisvergoeding op 1 april 2022 en de variabele korte termijnvergoeding aan gehaalde doelstellingen voor 2022), en (ii) 129.418 aandelenopties onder het *Power of 2* Incentive Plan heeft ontvangen die kunnen worden uitgeoefend tussen 1 januari 2026 en 31 december 2027, op voorwaarde dat aan bepaalde voorwaarden wordt voldaan (waaronder de voltrekking van de Partiële Splitsing en een prestatievoorwaarde voor waarde creatie).
Bovendien zal mevrouw Ilham Kadri, ter erkenning van het geleverde werk en voor haar buitengewone inzet in het kader van het partiële splitsing-project van Solvay, een bruto premie van 12.000.000,00 euro ontvangen van Solvay, overeenkomstig de door het remuneratiebeleid toegekende discretionaire bevoegdheden van het Remuneratiecomité.
- De heer Hervé Tiberghien, bestuurder van Syensqo, in zijn hoedanigheid als Chief People Officer en lid van het Uitvoerend Comité van Solvay, die (i) op voorwaarde dat aan bepaalde voorwaarden wordt voldaan, recht heeft op een retentiepremie in contant gelijk aan 18 maanden vergoeding (gedefinieerd als de jaarlijkse basisvergoeding op 1 april 2022 en de variabele korte termijnvergoeding aan gehaalde doelstellingen voor 2022), en (ii) 23.355 aandelenopties onder het *Power of 2* Incentive Plan heeft ontvangen die kunnen worden uitgeoefend tussen 1 januari 2026 en 31 december 2027, op voorwaarde dat aan bepaalde voorwaarden wordt voldaan (waaronder de voltrekking van de Partiële Splitsing en een prestatievoorwaarde voor waarde creatie).

11. Verdeling van de aandelen van Syensqo onder de aandeelhouders van de Vennootschap evenals het criterium waarop deze verdeling is gebaseerd (artikel 12:59, lid 2, 10° van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen)

De aandelen die door Syensqo worden uitgegeven in het kader van de Partiële Splitsing zullen aan elke aandeelhouder van de Vennootschap worden toegekend overeenkomstig artikelen 3 en 5 van het Splitsingsvoorstel en artikelen 3 en 5 van onderhavige notulen.

12. Overgedragen Werknemers

12.1 De Overgedragen Werknemers zullen automatisch overgaan naar Syensqo als gevolg van de Partiële Splitsing.

12.2 De bestaande rechten en verplichtingen van de Overgedragen Werknemers van wie de arbeidsovereenkomst onderworpen is aan het Belgisch recht, zullen behouden blijven, in het bijzonder in toepassing van de bepalingen van CAO n°32bis van 7 juni 1985 betreffende

het behoud van de rechten van de werknemers bij wijziging van werkgever ingevolge de overgang van ondernemingen krachtens overeenkomst en tot regeling van de rechten van de werknemers die overgenomen worden bij overname van activa na faillissement.

12.3 De Overgedragen Werknemers van wie de arbeidsovereenkomst onderworpen is aan buitenlandse wetgeving, zoals de Overgedragen Werknemers van de Italiaanse VI van Solvay, zullen eveneens automatisch overgaan naar Syensqo als gevolg van de Partiële Splitsing. De bestaande rechten en verplichtingen van deze Overgedragen Werknemers zullen worden behouden overeenkomstig de toepasselijke buitenlandse wettelijke bepalingen.

13. Kosten en uitgaven

Alle kosten, uitgaven en lasten in verband met de Partiële Splitsing (met inbegrip van de registratierechten die verschuldigd zijn in verband met de Partiële Splitsing en de erelonen en emolumenten van de optredende notaris), alsook de kosten in verband met de bekendmaking en de neerlegging van het Splitsingsvoorstel en het houden van de buitengewone algemene vergaderingen van Solvay en Syensqo, zijn ten laste van Solvay.

Stemming:

Het voorstel wordt ter stemming voorgelegd. Het wordt aangenomen zoals hieronder weergegeven:

1/ Aantal aandelen waarvoor geldig stemmen zijn uitgebracht: 74.836.433

2/ Percentage dat bovenstaand aantal aandelen in het kapitaal vertegenwoordigen:

70,7 %

3/ Aantal geldig uitgebrachte stemmen: 74.836.433

Waarvan:

VOOR	73.562.543
TEGEN	347.533
ONTHOUDING	330.557

Het voorstel wordt bijgevolg goedgekeurd.

VIERDE BESLISSING: Kapitaalvermindering ten gevolge van de Partiële Splitsing

Ten gevolge van de Partiële Splitsing besluit de algemene vergadering tot een kapitaalvermindering van de Vennootschap ten belope van een bedrag van 1.351.562.792 euro, zodat het kapitaal wordt gebracht van 1.588.146.240,00 euro tot 236.583.447,18 euro, met ingang vanaf de totstandkoming van de Partiële Splitsing, zonder vernietiging van bestaande aandelen.

Stemming:

Het voorstel wordt ter stemming voorgelegd. Het wordt aangenomen zoals hieronder weergegeven:

1/ Aantal aandelen waarvoor geldig stemmen zijn uitgebracht: 74.836.433

2/ Percentage dat bovenstaand aantal aandelen in het kapitaal vertegenwoordigen:

70,7 %

3/ Aantal geldig uitgebrachte stemmen: 74.836.433

Waarvan:

VOOR	73.861.607
TEGEN	166.268
ONTHOUDING	494.929

Het voorstel wordt bijgevolg goedgekeurd.

VIJFDE BESLISSING: Wijziging van artikel 5 van de statuten

De algemene vergadering besluit artikel 5 van de statuten als volgt te wijzigen, met ingang vanaf de totstandkoming van de Partiële Splitsing:

*“Het kapitaal bedraagt tweehonderd zesendertig miljoen vijfhonderd drieëntachtig duizend vierhonderd zevenenveertig euro en achttien cent (**236.583.447,18 EUR**) en is vertegenwoordigd door honderd en vijf miljoen achthonderd zesenzeventigduizend vierhonderd zestien (**105.876.416**) aandelen zonder aanduiding van nominale waarde.”.*

Stemming:

Het voorstel wordt ter stemming voorgelegd. Het wordt aangenomen zoals hieronder weergegeven:

1/ Aantal aandelen waarvoor geldig stemmen zijn uitgebracht: 74.836.433

2/ Percentage dat bovenstaand aantal aandelen in het kapitaal vertegenwoordigen:

70,7 %

3/ Aantal geldig uitgebrachte stemmen: 74.836.433

Waarvan:

VOOR	74.025.320
TEGEN	148.890
ONTHOUDING	348.079

Het voorstel wordt bijgevolg goedgekeurd.

B. TOEGESTAAN KAPITAAL

ZESDE BESLISSING: Kennisneming door de aandeelhouders van het verslag van de Raad van Bestuur opgesteld overeenkomstig artikel 7:199, lid 2 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen

De vergadering neemt kennis van het verslag van de Raad van Bestuur opgesteld overeenkomstig artikel 7:199, lid 2 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Een kopie van dit verslag blijft bewaard in het dossier van ondergetekende notaris.

ZEVENDE BESLISSING: Hernieuwing van de machtiging aan de Raad van Bestuur om het kapitaal te verhogen

De algemene vergadering besluit om het saldo van de machtiging toegekend aan de Raad van Bestuur door de buitengewone algemene vergadering van 12 mei 2020 te herroepen en te vervangen door een nieuwe machtiging om het kapitaal te verhogen overeenkomstig artikelen 7:198 en volgende van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, in één of meerdere malen, voor een periode van vijf (5) jaar, ten belope van 23.650.000 euro (uitgezonderd uitgiftepremies).

Bijgevolg besluit de algemene vergadering om de tekst van artikel 8 van de statuten te vervangen door de volgende tekst:

“De Raad van Bestuur is bevoegd om het kapitaal in één of meerdere malen te verhogen met een bedrag van maximum drieëntwintig miljoen zeshonderdvijftig duizend (23.650.000 EUR) (zonder uitgiftepremie). Deze machtiging is geldig voor vijf jaar te rekenen van de bekendmaking van de notulen van de buitengewone algemene vergadering van 8 december 2023.

Iedere verhoging van het kapitaal waartoe krachtens dit artikel besloten wordt, kan eender welke vorm aannemen, in het bijzonder door inbreng in geld, door inbreng in natura, door omzetting van beschikbare of onbeschikbare reserves, uitgiftepremies of overgedragen winsten, met of zonder uitgifte van nieuwe aandelen, preferent of niet, met of zonder stemrecht, uitgegeven onder, boven of aan fractiewaarde, binnen de door de wet toegestane grenzen. De Raad van Bestuur kan, in het kader van deze machtiging, inschrijvingsrechten, converteerbare obligaties of andere effecten uitgeven, onder de voorwaarden voorzien door het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

De Raad van Bestuur kan het voorkeurrecht van de aandeelhouders beperken of opheffen. Deze mogelijkheid omvat de beperking of opheffing van het voorkeurrecht van de aandeelhouders ten gunste van één of meer bepaalde personen andere dan leden van het personeel van de vennootschap of haar dochtervennootschappen.

Elk besluit tot aanwenden van de aan de Raad van Bestuur verleende machtiging om het kapitaal te verhogen overeenkomstig dit artikel 8 vereist een meerderheid van drie vierde van de stemmen (naar boven afgerond op de dichtstbijzijnde eenheid) van de aanwezige of vertegenwoordigde bestuurders.

De Raad van Bestuur heeft de bevoegdheid om, met recht van indeplaatsstelling, de statuten te wijzigen om daarin de kapitaalverhoging(en) weer te geven die het gevolg zijn van de uitoefening van zijn bevoegdheden krachtens dit artikel.”.

Stemming:

Het voorstel wordt ter stemming voorgelegd. Het wordt aangenomen zoals hieronder weergegeven:

1/ Aantal aandelen waarvoor geldig stemmen zijn uitgebracht: 74.836.433

2/ Percentage dat bovenstaand aantal aandelen in het kapitaal vertegenwoordigen:
70,7 %

3/ Aantal geldig uitgebrachte stemmen: 74.836.433

Waarvan:

VOOR	73.068.040
TEGEN	1.083.682
ONTHOUDING	373.436

Het voorstel wordt bijgevolg goedgekeurd.

ACHTSTE BESLISSING: Voorstel om de Raad van Bestuur te machtigen het kapitaal te verhogen in geval van een openbaar overnamebod

De algemene vergadering besluit de Raad van Bestuur te machtigen om het kapitaal te verhogen in geval van een openbaar overnamebod op de effecten van de Vennootschap, in een of meerdere keren, voor een periode van twee (2) jaar, onder de voorwaarden en binnen de grenzen uiteengezet in het nieuwe artikel 8 van de statuten en artikel 7:202 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Bijgevolg besluit de algemene vergadering om een nieuwe paragraaf toe te voegen aan artikel 8 van de statuten, die als volgt luidt:

“§2. De Raad van Bestuur wordt tevens gemachtigd bij besluit van de algemene vergadering van 8 december 2023 om, in geval van openbaar overnamebod op effecten uitgegeven door de vennootschap, het kapitaal van de vennootschap te verhogen (inclusief, in voorkomend geval, met beperking of opheffing van het voorkeurrecht van de aandeelhouders), volgens de voorwaarden en binnen de grenzen zoals voorzien door §1 van dit artikel en van artikel 7:202 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen. Deze machtiging is geldig voor zover de mededeling van de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten dat zij in kennis werd gesteld van een overnamebod op de vennootschap, wordt ontvangen binnen een termijn van twee jaar vanaf de buitengewone algemene vergadering van 8 december 2023. Kapitaalverhogingen verricht door de Raad van Bestuur krachtens deze machtiging, worden in mindering gebracht op het resterende kapitaal dat krachtens dit artikel 8 is toegestaan.”

Stemming:

Het voorstel wordt ter stemming voorgelegd. Het wordt aangenomen zoals hieronder weergegeven:

1/ Aantal aandelen waarvoor geldig stemmen zijn uitgebracht: 74.836.433

2/ Percentage dat bovenstaand aantal aandelen in het kapitaal vertegenwoordigen:
70,7 %

3/ Aantal geldig uitgebrachte stemmen: 74.836.433

Waarvan:

VOOR	68.740.274
TEGEN	5.279.706
ONTHOUDING	484.303

Het voorstel wordt bijgevolg goedgekeurd.

C. VERKRIJGING VAN EIGEN AANDELEN

NEGENSE BESLISSING: Hernieuwing van de machtiging aan de Raad van Bestuur tot verkrijging en in pand nemen van eigen aandelen

De algemene vergadering besluit om de machtiging die door de buitengewone algemene vergadering van aandeelhouders van 12 mei 2020 aan de Raad van Bestuur werd toegekend, te herroepen en te vervangen door een nieuwe machtiging voor een periode van vijf (5) jaar om eigen aandelen van de Vennootschap te verkrijgen en in pand te nemen tegen

een eenheidsprijs die niet lager mag zijn dan één euro (1,00 EUR) en die niet meer dan tien procent (10%) hoger mag zijn dan de hoogste koers van de twintig (20) laatste beursdagen die de transactie voorafgaan, zonder dat de Vennootschap op enig moment meer dan tien procent (10%) van het totale aantal uitgegeven aandelen mag bezitten.

Bijgevolg besluit de algemene vergadering de tekst van artikel 9 van de statuten te vervangen door de volgende tekst:

“De vennootschap kan, zonder voorafgaande machtiging door de algemene vergadering, haar eigen aandelen verkrijgen of in pand nemen aan een eenheidsprijs die niet lager mag zijn dan één euro (1,00 EUR) en die niet meer dan tien procent (10%) hoger mag zijn dan de hoogste koers van de laatste twintig (20) beursdagen voorafgaand aan de verrichting. De vennootschap dient zich onder andere te houden aan de prijsbeperkingen voorzien door de artikelen 7:215 en volgende van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en de artikelen 8:2 en volgende van het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Deze machtiging strekt zich uit tot de verkrijging of in pand nemen van aandelen van de vennootschap door een van haar rechtstreekse dochtervennootschappen en, voor zover nodig, onrechtstreekse dochtervennootschappen, evenals door iedere persoon die in eigen naam optreedt maar voor rekening van deze vennootschappen.

De nominale waarde van de verworven aandelen, met inbegrip van diegene die de vennootschap voordien reeds verworven zou hebben en in portefeuille zou hebben en diegene die verworven zouden zijn door een dochtervennootschap die rechtstreeks wordt gecontroleerd in de zin van artikel 7:221, eerste lid van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, mag tien procent (10%) van het geplaatste kapitaal niet overschrijden.

Deze machtiging is geldig voor vijf jaar te rekenen vanaf de bekendmaking van de notulen van de buitengewone algemene vergadering van 8 december 2023.”

Stemming:

Het voorstel wordt ter stemming voorgelegd. Het wordt aangenomen zoals hieronder weergegeven:

1/ Aantal aandelen waarvoor geldig stemmen zijn uitgebracht: 74.836.433

2/ Percentage dat bovenstaand aantal aandelen in het kapitaal vertegenwoordigen:
70,7 %

3/ Aantal geldig uitgebrachte stemmen: 74.836.433

Waarvan:

VOOR	73.897.806
TEGEN	381.173
ONTHOUDING	246.154

Het voorstel wordt bijgevolg goedgekeurd.

TIENDE BESLISSING: Besluit om de Raad van Bestuur te machtigen om eigen aandelen van de Vennootschap te verkrijgen en in pand te nemen ter voorkoming van een dreigend ernstig nadeel voor de Vennootschap

De algemene vergadering besluit de Raad van Bestuur te machtigen om eigen aandelen van de Vennootschap te verkrijgen en in pand te nemen wanneer deze verkrijging of in pand nemen noodzakelijk is ter voorkoming van een dreigend ernstig nadeel voor de Vennootschap, met inbegrip van een openbaar overnamebod op de effecten van de Vennootschap, voor een periode van twee (2) jaar, overeenkomstig artikel 7:215, §1, leden 4 en 5 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Bijgevolg besluit de algemene vergadering om een nieuwe paragraaf toe te voegen aan artikel 9 van de statuten, die als volgt luidt:

“§2. De Raad van Bestuur is tevens gemachtigd, bij besluit van de buitengewone algemene vergadering van 8 december 2023, om aandelen in de vennootschap te verkrijgen of in pand te nemen, wanneer deze verkrijging noodzakelijk is ter voorkoming van ernstig dreigend nadeel voor de vennootschap, met inbegrip van het geval van een openbaar overnamebod op de aandelen van de vennootschap.

Deze machtiging is geldig voor twee jaar vanaf de bekendmaking van de notulen van de buitengewone algemene vergadering van 8 december 2023.”

Stemming:

Het voorstel wordt ter stemming voorgelegd. Het wordt aangenomen zoals hieronder weergegeven:

1/ Aantal aandelen waarvoor geldig stemmen zijn uitgebracht: 74.836.433

2/ Percentage dat bovenstaand aantal aandelen in het kapitaal vertegenwoordigen:
70,7 %

3/ Aantal geldig uitgebrachte stemmen: 74.836.433

Waarvan:

VOOR	69.778.405
TEGEN	4.383.897
ONTHOUDING	339.129

Het voorstel wordt bijgevolg goedgekeurd.

D. VERVREEMDING VAN EIGEN AANDELEN

ELFDE BESLISSING: Voorstel om de Raad van Bestuur te machtigen om eigen aandelen te vervreemden aan één of meer bepaalde personen die geen personeelslid zijn

Voorstel van besluit:

De algemene vergadering besluit om de Raad van Bestuur te machtigen om eigen aandelen te vervreemden aan één of meer vooraf bepaalde personen die geen personeelslid zijn, onder de voorwaarden en binnen de grenzen voorzien in artikel 7:218, §1, 4° van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Bijgevolg besluit de algemene vergadering om een nieuwe paragraaf toe te voegen aan artikel 9 van de statuten, die als volgt luidt:

“§3. De Raad van Bestuur is gemachtigd om de aandelen die op grond van dit artikel zijn verkregen, met inachtneming van de toepasselijke wettelijke voorschriften, te vervreemden aan één of meer bepaalde personen die geen personeelslid zijn.

Deze machtiging strekt zich uit tot de vervreemding van aandelen in de vennootschap door elk van haar rechtstreekse dochtervennootschappen en, voor zover nodig, door elk van haar onrechtstreekse dochtervennootschappen, evenals door elke persoon die optreedt in eigen naam maar voor rekening van deze vennootschappen.”

Stemming:

Het voorstel wordt ter stemming voorgelegd. Het wordt aangenomen zoals hieronder weergegeven:

1/ Aantal aandelen waarvoor geldig stemmen zijn uitgebracht: 74.836.283

2/ Percentage dat bovenstaand aantal aandelen in het kapitaal vertegenwoordigen:

70,7 %

3/ Aantal geldig uitgebrachte stemmen: 74.836.283

Waarvan:

VOOR	72.944.682
TEGEN	1.137.551
ONTHOUDING	440.446

Het voorstel wordt bijgevolg goedgekeurd.

TWAALFDE BESLISSING: Besluit om de Raad van Bestuur te machtigen om eigen aandelen van de Vennootschap te vervreemden om ernstig dreigend nadeel voor de Vennootschap te vermijden

Voorstel van besluit:

De algemene vergadering besluit de Raad van Bestuur te machtigen voor een periode van twee (2) jaar om eigen aandelen van de Vennootschap te vervreemden ter vermijding van een ernstig dreigend nadeel voor de Vennootschap, met inbegrip van een openbaar overnamebod op effecten van de Vennootschap, overeenkomstig artikel 7:218, §1, 3° van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen.

Bijgevolg besluit de algemene vergadering om een nieuwe paragraaf toe te voegen aan artikel 9 van de statuten, die als volgt luidt:

“§4. De Raad van Bestuur is tevens gemachtigd, bij besluit van de buitengewone algemene vergadering van 8 december 2023, om aandelen van de vennootschap te vervreemden onder de voorwaarden uiteengezet in de artikelen 7:215 en volgende van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, wanneer deze vervreemding noodzakelijk is ter voorkoming van ernstig dreigend nadeel voor de vennootschap, met inbegrip van het geval

van een openbaar overnamebod op de aandelen van de vennootschap.

Deze machtiging strekt zich uit tot de vervreemding van aandelen in de vennootschap door elk van haar rechtstreekse dochtervennootschappen en, voor zover nodig, door elk van haar onrechtstreekse dochtervennootschappen, evenals door elke persoon die optreedt in eigen naam maar voor rekening van deze vennootschappen.

Deze machtiging is geldig voor twee jaar vanaf de bekendmaking van de notulen van de buitengewone algemene vergadering van 8 december 2023.”

Stemming:

Het voorstel wordt ter stemming voorgelegd. Het wordt aangenomen zoals hieronder weergegeven:

1/ Aantal aandelen waarvoor geldig stemmen zijn uitgebracht: 74.836.433

2/ Percentage dat bovenstaand aantal aandelen in het kapitaal vertegenwoordigen:
70,7 %

3/ Aantal geldig uitgebrachte stemmen: 74.836.433

Waarvan:

VOOR	68.897.395
TEGEN	5.262.124
ONTHOUDING	365.612

Het voorstel wordt bijgevolg goedgekeurd.

E. Vernietiging van eigen aandelen

DERTIENDE BESLISSING: Voorstel om de Raad van Bestuur te machtigen om eigen aandelen te vernietigen

Voorstel van besluit:

De algemene vergadering besluit de Raad van Bestuur te machtigen om op elk moment de eigen aandelen verkregen overeenkomstig besluit 9 of 10 van deze algemene vergadering, te vernietigen en de statuten te wijzigen om de vermindering van het totale aantal aandelen van de Vennootschap weer te geven.

Bijgevolg besluit de algemene vergadering om een nieuwe paragraaf toe te voegen aan artikel 9 van de statuten, die als volgt luidt:

“§5. De Raad van Bestuur is eveneens gemachtigd om de aandelen die zijn verkregen op grond van dit artikel te vernietigen, overeenkomstig artikel 7:217, §1 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, en heeft de bevoegdheid om, met volledige bevoegdheid tot indeplaatsstelling, de statuten te wijzigen om rekening te houden met zulke vernietiging van aandelen.”

Stemming:

Het voorstel wordt ter stemming voorgelegd. Het wordt aangenomen zoals hieronder weergegeven:

1/ Aantal aandelen waarvoor geldig stemmen zijn uitgebracht: 74.836.433

2/ Percentage dat bovenstaand aantal aandelen in het kapitaal vertegenwoordigen:
70,7 %

3/ Aantal geldig uitgebrachte stemmen: 74.836.433

Waarvan:

VOOR	74.037.143
TEGEN	287.125
ONTHOUDING	198.559

Het voorstel wordt bijgevolg goedgekeurd.

F. ANDERE STATUTAIRE AANPASSINGEN

VEERTIENDE BESLISSING: Datum van de gewone algemene vergadering van 2024

De algemene vergadering besluit dat, bij wijze van uitzondering, de gewone algemene vergadering van de Vennootschap die in 2024 zal worden gehouden om zicht uit te spreken over de jaarrekening van de Vennootschap voor het boekjaar dat eindigt op 31 december 2023, zal plaatsvinden op 28 mei 2024.

Bijgevolg voegt de algemene vergadering een overgangsbepaling toe aan artikel 26 van de statuten als volgt:

“Overgangsbepaling

Bij wijze van uitzondering zal de jaarvergadering die in 2024 wordt gehouden om zich uit te spreken over de jaarrekeningen van de Vennootschap voor het financieel jaar afgesloten op 31 december 2023, worden gehouden op 28 mei 2024. Deze bepaling vervalt aan het einde van de voornoemde jaarvergadering.”

Stemming:

Het voorstel wordt ter stemming voorgelegd. Het wordt aangenomen zoals hieronder weergegeven:

1/ Aantal aandelen waarvoor geldig stemmen zijn uitgebracht: 74.836.433

2/ Percentage dat bovenstaand aantal aandelen in het kapitaal vertegenwoordigen:
70,7 %

3/ Aantal geldig uitgebrachte stemmen: 74.836.433

Waarvan:

VOOR	74.431.793
TEGEN	35.971
ONTHOUDING	57.390

Het voorstel wordt bijgevolg goedgekeurd.

VIJFTIENDE BESLISSING: Voorstel tot het aannemen van een nieuwe tekst van de statuten van de Vennootschap

De algemene vergadering besluit een nieuwe tekst van de statuten goed te keuren (inclusief de wijzigingen die volgen uit de bovenstaande voorgestelde besluiten n°1 tot 14 die

zouden zijn aangenomen), met ingang van de totstandkoming van de Partiële Splitsing.

De nieuwe tekst van de statuten luidt als volgt, met ingang van de totstandkoming van de Partiële Splitsing:

"HOOFDSTUK I RECHTSVORM, NAAM, ZETEL, DOEL, DUUR

Artikel 1

De vennootschap, opgericht op 26 december 1863 onder de vorm van een commanditaire vennootschap, heeft de vorm van een naamloze vennootschap. Zij draagt de naam **"SOLVAY"**. Zij is een genoteerde vennootschap in de zin van artikel 1:11 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Artikel 2

De zetel is gevestigd in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Deze kan bij enkel besluit van de Raad van Bestuur, bekendgemaakt in de bijlagen tot het "Belgisch Staatsblad", naar elders in België verplaatst worden.

Bij enkel besluit van de Raad van Bestuur kan de vennootschap kantoren, bijkantoren of agentschappen in België en in het buitenland oprichten.

Voor de toepassing van artikel 2:31 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen is haar e-mailadres investors.relations@solvay.com en is haar website www.solvay.com.

Artikel 3

Het doel van de vennootschap is:

- direct of indirect aandelen te bezitten en te beheren in vennootschappen, ondernemingen of instellingen met een bedrijfsdoel dat direct of indirect verband houdt met het vervaardigen, exploiteren, verhandelen, onderzoeken en ontwikkelen van industriële en commerciële activiteiten of diensten in met name, maar niet alleen de chemische sector, de diverse takken en specialismen alsmede de verwante, afgeleide en aanvullende activiteiten van deze sector; en de sector voor het exploiteren en verwerken van natuurlijke hulpbronnen in zowel België als het buitenland;
- in zowel België als het buitenland, voor eigen rekening of voor rekening van derden, productie-, exploitatie-, verhandelings-, onderzoeks-, ontwikkelings-, behandelings-, verwerkings-, transport- en beheeractiviteiten te ontplooien in de bovenstaande activiteitensectoren.

In het algemeen kan de vennootschap elke activiteit uitoefenen en alle commerciële, industriële, financiële, vermogensrechtelijke en roerende of onroerende goederen betreffende verrichtingen uitvoeren die rechtstreeks of onrechtstreeks samenhangen met het doel van de

vennootschap of erop zijn gericht dit rechtstreeks of onrechtstreeks te verwezenlijken.

Artikel 4

De vennootschap is aangegaan voor onbepaalde tijd.

Zij kan te allen tijde door de algemene vergadering worden ontbonden bij een besluit genomen volgens de regels die voor de wijziging van de statuten zijn gesteld.

HOOFDSTUK II KAPITAAL EN AANDELEN

Artikel 5

Het kapitaal bedraagt tweehonderd zesendertig miljoen vijfhonderd drieëntachtig duizend vierhonderd zevenenveertig euro en achttien cent (**236.583.447,18 EUR**) en is vertegenwoordigd door honderd en vijf miljoen achthonderd zesenzeventigduizend vierhonderd zestien (**105.876.416**) **aandelen** zonder aanduiding van nominale waarde.

Artikel 6

§1. Deze honderd en vijf miljoen achthonderd zesenzeventigduizend vierhonderd zestien (**105.876.416**) **aandelen** zonder aanduiding van nominale waarde zijn volledig volgestort. Ze zijn gedematerialiseerd of op naam binnen de bij wet gestelde grenzen. De houder ervan kan, op elk ogenblik, vragen zijn aandelen te converteren in gedematerialiseerde aandelen (op zijn kosten) of in aandelen op naam (gratis).

§2. Het gedematerialiseerde aandeel wordt vertegenwoordigd door een inschrijving op rekening op naam van de eigenaar of de houder, bij een erkende rekeninghouder of een vereffeningsinstelling.

Het aandeel op naam wordt vertegenwoordigd door een inschrijving in het register van de aandeelhouders dat op de zetel gehouden wordt. Elke houder van aandelen kan de registerinschrijving van zijn aandelen inkijken.

Artikel 7

Het kapitaal kan door de algemene vergadering worden verhoogd of verminderd bij een besluit van de algemene vergadering genomen volgens de regels die voor de wijziging van de statuten zijn gesteld.

De verhoging kan geschieden door uitgifte van nieuwe aandelen van hetzelfde type als de bestaande of van aandelen waaraan andere rechten verbonden zijn of die een ander percentage van het kapitaal vertegenwoordigen; deze aandelen kunnen hetzij in geld, hetzij door inbrengen in natura worden volgestort, of uitgegeven worden als vergoeding van de omzetting van reserves in kapitaal.

Behoudens andersluidende beslissing van de algemene vergadering, genomen volgens

de regels die voor de wijziging van de statuten zijn gesteld, worden de nieuwe aandelen, waarop in geld wordt ingeschreven, eerst aangeboden aan de houders van oude aandelen, ongeacht hun type of het stortingspercentage, naar evenredigheid van het aandeel van deze aandeelhouders in het kapitaal; de Raad van Bestuur stelt aan de algemene vergadering de voorwaarden en de prijs voor waartegen de nieuwe aandelen eerst aan deze aandeelhouders aangeboden worden.

Bij iedere kapitaalverhoging mag de Raad van Bestuur, onder de voorwaarden die hij gepast acht, overeenkomsten aangaan die tot doel hebben het welslagen van de inschrijving op alle of een deel van de nieuw uit te geven aandelen.

Artikel 8

§1. De Raad van Bestuur is bevoegd om het kapitaal in één of meerdere malen te verhogen met een bedrag van maximum drieëntwintig miljoen zeshonderdvijftig duizend **(23.650.000 EUR)** (zonder uitgiftepremie). Deze machtiging is geldig voor vijf jaar te rekenen van de bekendmaking van de notulen van de buitengewone algemene vergadering van 8 december 2023.

Iedere verhoging van het kapitaal waartoe krachtens dit artikel besloten wordt, kan eender welke vorm aannemen, in het bijzonder door inbreng in geld, door inbreng in natura, door omzetting van beschikbare of onbeschikbare reserves, uitgiftepremies of overgedragen winsten, met of zonder uitgifte van nieuwe aandelen, preferent of niet, met of zonder stemrecht, uitgegeven onder, boven of aan fractiewaarde, binnen de door de wet toegestane grenzen. De Raad van Bestuur kan, in het kader van deze machtiging, inschrijvingsrechten, converteerbare obligaties of andere effecten uitgeven, onder de voorwaarden voorzien door het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

De Raad van Bestuur kan het voorkeurrecht van de aandeelhouders beperken of opheffen. Deze mogelijkheid omvat de beperking of opheffing van het voorkeurrecht van de aandeelhouders ten gunste van één of meer bepaalde personen andere dan leden van het personeel van de vennootschap of haar dochtervennootschappen.

Elk besluit tot aanwenden van de aan de Raad van Bestuur verleende machtiging om het kapitaal te verhogen overeenkomstig dit artikel 8 vereist een meerderheid van drie vierde van de stemmen (naar boven afgerond op de dichtstbijzijnde eenheid) van de aanwezige of vertegenwoordigde bestuurders.

De Raad van Bestuur heeft de bevoegdheid om, met recht van indeplaatsstelling, de statuten te wijzigen om daarin de kapitaalverhoging(en) weer te geven die het gevolg zijn van de uitoefening van zijn bevoegdheden krachtens dit artikel.

§2. De Raad van Bestuur wordt tevens gemachtigd bij besluit van de algemene vergadering van 8 december 2023 om, in geval van openbaar overnamebod op effecten uitgegeven door de vennootschap, het kapitaal van de vennootschap te verhogen (inclusief, in

voorkomend geval, met beperking of opheffing van het voorkeurrecht van de aandeelhouders), volgens de voorwaarden en binnen de grenzen zoals voorzien door §1 van dit artikel en van artikel 7:202 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen. Deze machtiging is geldig voor zover de mededeling van de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten dat zij in kennis werd gesteld van een overnamebod op de vennootschap, wordt ontvangen binnen een termijn van twee jaar vanaf de buitengewone algemene vergadering van 8 december 2023. Kapitaalverhogingen verricht door de Raad van Bestuur krachtens deze machtiging, worden in mindering gebracht op het resterende kapitaal dat krachtens dit artikel 8 is toegestaan.

Artikel 9

§1. De vennootschap kan, zonder voorafgaande machtiging door de algemene vergadering, haar eigen aandelen verkrijgen of in pand nemen aan een eenheidsprijs die niet lager mag zijn dan één euro (1,00 EUR) en die niet meer dan tien procent (10%) hoger mag zijn dan de hoogste koers van de laatste twintig (20) beursdagen voorafgaand aan de verrichting. De vennootschap dient zich onder andere te houden aan de prijsbeperkingen voorzien door de artikelen 7:215 en volgende van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en de artikelen 8:2 en volgende van het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Deze machtiging strekt zich uit tot de verkrijging of in pand nemen van aandelen van de vennootschap door een van haar rechtstreekse dochtervennootschappen en, voor zover nodig, onrechtstreekse dochtervennootschappen, evenals door iedere persoon die in eigen naam optreedt maar voor rekening van deze vennootschappen.

De nominale waarde van de verworven aandelen, met inbegrip van diegene die de vennootschap voordien reeds verworven zou hebben en in portefeuille zou hebben en diegene die verworven zouden zijn door een dochtervennootschap die rechtstreeks wordt gecontroleerd in de zin van artikel 7:221, eerste lid van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, mag tien procent (10%) van het geplaatste kapitaal niet overschrijden.

Deze machtiging is geldig voor vijf jaar te rekenen vanaf de bekendmaking van de notulen van de buitengewone algemene vergadering van 8 december 2023.

§2. De Raad van Bestuur is tevens gemachtigd, bij besluit van de buitengewone algemene vergadering van 8 december 2023, om aandelen in de vennootschap te verkrijgen of in pand te nemen, wanneer deze verkrijging noodzakelijk is ter voorkoming van ernstig dreigend nadeel voor de vennootschap, met inbegrip van het geval van een openbaar overnamebod op de aandelen van de vennootschap.

Deze machtiging is geldig voor twee jaar vanaf de bekendmaking van de notulen van de buitengewone algemene vergadering van 8 december 2023.

§3. De Raad van Bestuur is gemachtigd om de aandelen die op grond van dit

artikel zijn verkregen, met inachtneming van de toepasselijke wettelijke voorschriften, te vervreemden aan één of meer bepaalde personen die geen personeelslid zijn.

Deze machtiging strekt zich uit tot de vervreemding van aandelen in de vennootschap door elk van haar rechtstreekse dochtervennootschappen en, voor zover nodig, door elk van haar onrechtstreekse dochtervennootschappen, evenals door elke persoon die optreedt in eigen naam maar voor rekening van deze vennootschappen.

§4. De Raad van Bestuur is tevens gemachtigd, bij besluit van de buitengewone algemene vergadering van 8 december 2023, om aandelen van de vennootschap te vervreemden onder de voorwaarden uiteengezet in de artikelen 7:215 en volgende van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, wanneer deze vervreemding noodzakelijk is ter voorkoming van ernstig dreigend nadeel voor de vennootschap, met inbegrip van het geval van een openbaar overnamebod op de aandelen van de vennootschap.

Deze machtiging strekt zich uit tot de vervreemding van aandelen in de vennootschap door elk van haar rechtstreekse dochtervennootschappen en, voor zover nodig, door elk van haar onrechtstreekse dochtervennootschappen, evenals door elke persoon die optreedt in eigen naam maar voor rekening van deze vennootschappen.

Deze machtiging is geldig voor twee jaar vanaf de bekendmaking van de notulen van de buitengewone algemene vergadering van 8 december 2023.

§5. De Raad van Bestuur is eveneens gemachtigd om de aandelen die zijn verkregen op grond van dit artikel te vernietigen, overeenkomstig artikel 7:217, §1 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, en heeft de bevoegdheid om, met volledige bevoegdheid tot indeplaatsstelling, de statuten te wijzigen om rekening te houden met zulke vernietiging van aandelen.

Artikel 10

De vennootschap erkent slechts één enkele eigenaar per aandeel. Mede- eigenaars, vruchtgebruikers en blote eigenaars, pandhouders en pandschuldenaars moeten, voor de uitoefening van hun rechten, één enkele persoon aanduiden als eigenaar van het effect ten aanzien van de vennootschap, bij gebreke waarvan de uitoefening van de daaraan verbonden rechten wordt geschorst.

Artikel 11

1° De natuurlijke of rechtspersoon die aandelen van de vennootschap verworft die stemrecht opleveren in de algemene vergadering (of financiële instrumenten die daaraan gelijkgesteld worden door of krachtens de wet), dient binnen de wettelijk bepaalde termijn aan de vennootschap en aan de FSMA te melden hoeveel aandelen hij bezit, wanneer het bij deze aandelen horend stemrecht de drempel van drie procent (3%) van het totaal aantal bestaande stemmen overschrijdt, afzonderlijk dan wel krachtens een gezamenlijk optreden, in

de zin van de wet.

Hetzelfde geldt wanneer de persoon die verplicht is de hogervermelde verklaring af te leggen, het aantal verworven aandelen met stemrecht (of financiële instrumenten die daaraan gelijkgesteld worden door of krachtens de wet) tot op vijf procent (5%) en tot op zeven en een halve procent (7,5%) brengt, en voor elke overschrijding met een veelvoud van vijf procent (5%) van het totaal aantal bestaande stemrechten.

Deze persoon zal eenzelfde verklaring moeten afleggen als door een vervreemding het aantal stemrechten waarvan hij titularis is, afzonderlijk, dan wel als gevolg van een gezamenlijk optreden, tot onder voornoemde drempels wegzakt.

2° Onder voorbehoud van de door de wet toegestane afwijkingen, die moeten worden verstaan ten aanzien van de hierboven bepaalde drempels, kan niemand op de algemene vergadering van de vennootschap aan de stemming deelnemen voor meer stemrechten dan die verbonden aan effecten waarvan hij overeenkomstig de wet en deze statuten ten minste twintig dagen vóór de datum van de bovenbedoelde vergadering kennis heeft gegeven.

HOOFDSTUK III BESTUUR

Artikel 12

De vennootschap wordt bestuurd door een raad bestaande uit ten minste vijf leden; het aantal leden wordt door de algemene vergadering vastgesteld.

Artikel 13

De Bestuurders worden door de algemene vergadering benoemd voor een termijn van ten hoogste vier jaar. Ze zijn herbenoembaar.

Kandidaturen voor een bestuurdersopdracht moeten schriftelijk ten minste veertig dagen vóór de algemene vergadering de vennootschap toekomen, op straffe van niet-ontvankelijkheid.

Artikel 14

Wanneer een plaats van Bestuurder openvalt door overlijden, ontslag of om enige andere reden, hebben de overige Bestuurders het recht om voorlopig in de ontstane vacature te voorzien tot de eerstvolgende algemene vergadering, waarin de definitieve benoeming plaatsvindt.

Het lid van de Raad van Bestuur, benoemd ter vervanging van de Bestuurder die vóór het einde van zijn opdracht aftreedt, doet de tijd van deze laatste uit, tenzij de algemene vergadering er anders over beslist.

Artikel 15

De Bestuurders zijn in de uitoefening van hun functie niet persoonlijk verbonden; ze zijn slechts verantwoordelijk voor de vervulling van de hun opgedragen taak.

Artikel 16

De Raad van Bestuur kiest een Voorzitter uit zijn leden, en voor zover de Raad van Bestuur het nodig acht, een Ondervoorzitter.

De Raad van Bestuur mag het dagelijks bestuur van de vennootschap, en de vertegenwoordiging van de vennootschap wat dit dagelijks bestuur betreft, overdragen aan het Uitvoerend Comité en/of een of meer afzonderlijk optredende Bestuurders die lid zijn van het Uitvoerend Comité. De Raad van Bestuur mag aanvullende bevoegdheden overdragen aan het Uitvoerend Comité. De leden van het Uitvoerend Comité kunnen al dan niet Bestuurders zijn. Elk lid van het Uitvoerend Comité wordt benoemd door de Raad van Bestuur. De Voorzitter van dit Comité wordt benoemd door de Raad van Bestuur onder de Bestuurders van de vennootschap.

De Raad van Bestuur richt in zijn midden raadplegende comités op in de zin van artikel 7:98 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, waaronder de comités waarvan de wet de oprichting voorschrijft.

De Raad bepaalt de bevoegdheden verbonden aan de in de vorige alinea's vermelde functies, delegaties en lastgevingen. Hij kan deze bevoegdheden te allen tijde herroepen.

De Raad van Bestuur, het Uitvoerend Comité en de Bestuurder(s) die zijn belast met het dagelijks bestuur, kunnen in het kader van hun bevoegdheden tevens bepaalde bijzondere bevoegdheden verlenen aan een of meer personen van hun keuze.

Dragers van bijzondere bevoegdheden kunnen een of meer personen gedeeltelijk in hun bevoegdheden vervangen en waarvan zij verantwoordelijk zijn, in afwijking van artikel 1994, 1°, van het oud Burgerlijk Wetboek.

Artikel 17

De Raad van Bestuur vergadert zo dikwijls als de belangen van de vennootschap het vereisen, en voor zover de wet het toelaat op bijeenroeping van en onder voorzitterschap van zijn Voorzitter of, bij verhindering van de Voorzitter, op bijeenroeping en onder voorzitterschap van de Ondervoorzitter of, bij verhindering van hen beide, van een Bestuurder belast met het dagelijks bestuur van de vennootschap. Hij moet opgeroepen worden telkens als het Uitvoerend Comité, één met het dagelijks bestuur van de vennootschap belaste Bestuurder of ten minste drie Bestuurders erom verzoeken.

De oproepingen moeten ten minste vijf dagen vooraf gedaan worden, behoudens in dringende gevallen, die alsdan in de notulen gemotiveerd moeten worden. De vergaderingen worden op de in de oproeping aangegeven plaats gehouden. Een Bestuurder die niet fysiek aanwezig kan zijn bij het overleg van de Raad, mag hieraan per telefoon, via videovergadering

of een ander soortgelijk communicatiemiddel deelnemen.

De besluiten van de Raad van Bestuur kunnen, op het initiatief van de Voorzitter van de Raad van Bestuur of van het Uitvoerend Comité, worden genomen bij eenparig schriftelijk akkoord van alle Bestuurders.

Artikel 18

De Raad van Bestuur kan slechts geldig beraadslagen en beslissen indien ten minste de helft van zijn leden aanwezig of vertegenwoordigd is. Dit quorum wordt berekend voor elk agendapunt, op basis van het aantal Bestuurders die kunnen deelnemen aan de stemming en dus zonder rekening te houden met de Bestuurders die zich zouden moeten terugtrekken wegens een situatie van belangentegenstelling van vermogensrechtelijke aard in de zin van artikel 7:96 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen. Wordt dit quorum tijdens een zitting niet bereikt voor één of meer agendapunten, dan kan de Raad echter in een tweede vergadering gehouden na een tweede oproeping en uiterlijk binnen vijftien dagen, beraadslagen en beslissen over de agendapunten van de voorgaande zitting waarover geen beslissing is gevallen, ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden.

Onder voorbehoud van het in de artikelen 8 en 21 bepaalde worden de beslissingen van de Raad bij volstrekte meerderheid van stemmen genomen. Bij staking van stemmen is de stem van degene die de vergadering voorziet doorslaggevend.

Iedere verhinderde of afwezige Bestuurder kan aan één van zijn collega's uit de Raad schriftelijk of per e-mail volmacht verlenen om hem in een bepaalde vergadering van de Raad te vertegenwoordigen en er in zijn plaats te stemmen. In dit geval wordt de lastgever, voor wat het aanwezigheidsquorum en de stemming betreft, beschouwd aanwezig te zijn.

Een Bestuurder mag één of meerdere van zijn collega's aldus vertegenwoordigen en mag, naast zijn eigen stem, evenveel stemmen uitbrengen als hij volmachten ontvangen heeft.

Artikel 19

Van de beraadslagingen en beslissingen van de Raad van Bestuur worden notulen gehouden, die door de Voorzitter van de Raad of, bij verhindering van de Voorzitter, door de Ondervoorzitter, en door de Bestuurders die het wensen getekend worden. Deze notulen worden in een speciaal register ingeschreven. De volmachten van de vertegenwoordigde leden worden eraan gehecht.

Afschriften die in rechte of anderszins dienen te worden overgelegd, worden getekend door een of meerdere Bestuurders met vertegenwoordigingsbevoegdheid. Uittreksels worden hetzij getekend door de Voorzitter van de Raad, hetzij door de Voorzitter van het Uitvoerend Comité, hetzij door twee Bestuurders die gezamenlijk optreden.

Artikel 20

De Raad van Bestuur is bevoegd om alle handelingen te verrichten die nodig of dienstig zijn tot verwezenlijking van het doel van de vennootschap, behalve die welke door de wet aan de algemene vergadering zijn voorbehouden.

De Raad van Bestuur kan een intern reglement uitvaardigen overeenkomstig artikel 2:59 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen. De laatste goedgekeurde versie van dit intern reglement dateert van 11 december 2019.

Artikel 21

De Raad van Bestuur mag echter niet anders dan met een drie vierde- meerderheid van de stemmen (naar boven afgerond op de dichtstbijzijnde eenheid) van zijn aanwezige of vertegenwoordigde bestuurders besluiten nemen omtrent handelingen die de activiteiten van de vennootschap of haar groep wezenlijk veranderen.

Onder handelingen die de activiteiten van de vennootschap of haar groep wezenlijk veranderen worden verstaan: handelingen die een investering, overname, deelneming, desinvestering of overdracht behelzen, in welke vorm dan ook, en die een bedrijfswaarde vertegenwoordigen van ten minste één miljard euro (1.000.000.000 EUR) of die hetzij een omzet genereren van ten minste één miljard euro (1.000.000.000 EUR), hetzij een bijdrage aan het bedrijfsresultaat van de groep van ten minste tweehonderdvijftig miljoen euro (250.000.000 EUR).

Artikel 22

De vennootschap wordt in haar handelingen en in rechte vertegenwoordigd door twee gezamenlijk optredende Bestuurders, onder wie de Voorzitter van de Raad en/of een lid van het Uitvoerend Comité. Deze hoeven ten aanzien van derden niet te doen blijken van een voorafgaande beslissing van de Raad van Bestuur.

Het Uitvoerend Comité organiseert de vertegenwoordiging van de vennootschap in het kader van de bevoegdheden die hem door de Raad van Bestuur zijn overgedragen.

Anderzijds kan de Raad van Bestuur aan andere personen, al dan niet uit zijn leden gekozen, bijzondere bevoegdheden verlenen om de vennootschap te verbinden.

Artikel 23

De leden van het Uitvoerend Comité verbinden zich ertoe zich actief met de zaken van de vennootschap bezig te houden zonder functies te aanvaarden die hen zouden verhinderen de plichten te vervullen die zijn verbonden aan de aan het Uitvoerend Comité overgedragen bevoegdheden.

Zij kunnen echter de vennootschappen en ondernemingen besturen waarin de vennootschap deelnemingen heeft en er zich zodanig mee bezighouden door het beschouwen van deze activiteit als een maatschappelijke zaak. De vergoedingen, vaste wedden en

bezoldigingen die zij uit dien hoofde ontvangen, moeten behoudens buitengewone omstandigheden te beoordelen door de algemene vergadering, aan de vennootschap worden gestort of in mindering worden gebracht op de bezoldigingen en voordelen die de vennootschap aan de belanghebbenden schuldig is.

Artikel 24

De Bestuurders ontvangen vaste bezoldigingen waarvan de voorwaarden en het bedrag door de algemene vergadering worden vastgesteld. Het besluit van de algemene vergadering blijft gehandhaafd zolang geen andersluidende beslissing genomen wordt.

De Raad van Bestuur is bevoegd om aan de Bestuurders belast met speciale functies naast hun mandaat als Bestuurder vaste vergoedingen toe te staan boven de in de voorgaande alinea voorziene bezoldigingen.

De met het dagelijks bestuur belaste Bestuurders en de leden van het Uitvoerend Comité hebben bovendien elk recht op een veranderlijke vergoeding die door de Raad van Bestuur wordt vastgesteld op basis van hun individuele prestaties en de geconsolideerde resultaten van de Solvay-Groep.

HOOFDSTUK IV TOEZICHT

Artikel 25

De wettelijke controle op de rekeningen wordt aan één of meer commissarissen opgedragen; de commissarissen worden benoemd door de algemene vergadering onder de bedrijfsrevisoren ingeschreven in het openbaar register van de bedrijfsrevisoren of onder de geregistreerde auditkantoren, overeenkomstig de artikelen 3:55 en volgende van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

HOOFDSTUK V ALGEMENE VERGADERINGEN

Artikel 26

De jaarvergadering vindt plaats op de tweede dinsdag van mei om tien uur dertig.

De Raad van Bestuur en de commissarissen kunnen buitengewone algemene vergaderingen bijeenroepen en de agenda ervan vaststellen. Zij moeten die bijeenroepen wanneer aandeelhouders die een tiende van het kapitaal vertegenwoordigen, het vragen. In dit geval moeten de aandeelhouders de op de agenda te plaatsen punten en ontwerpbesluiten in hun verzoek vermelden.

Een of meer aandeelhouders die gezamenlijk ten minste drie procent van het kapitaal van de vennootschap vertegenwoordigen, kunnen ook in de gevallen waarin het Wetboek van vennootschappen en verenigingen voorziet, te behandelen punten laten opnemen op de agenda en ontwerpbesluiten indienen betreffende punten die moeten worden opgenomen of al zijn opgenomen voor een reeds bijeengeroepen vergadering.

Overgangsbepaling

Bij wijze van uitzondering zal de jaarvergadering die in 2024 wordt gehouden om zich uit te spreken over de jaarrekeningen van de Vennootschap voor het financieel jaar afgesloten op 31 december 2023, worden gehouden op 28 mei 2024. Deze bepaling vervalt aan het einde van de voornoemde jaarvergadering.

Artikel 27

De algemene vergaderingen, zowel de jaarvergaderingen als de buitengewone vergaderingen, worden gehouden ten zetel of op enige andere in de oproepingen aangeduide plaats.

Artikel 28

De oproepen voor elke algemene vergadering bevatten de agenda en ontwerpbesluiten en geschieden middels aankondigingen die ten minste dertig dagen vóór de vergadering worden ingelast in het “Belgisch Staatsblad”, in een nationaal verspreide krant en in media volgens de door het Wetboek van vennootschappen en verenigingen vereiste voorwaarden, met dien verstande dat - wanneer een tweede oproep noodzakelijk is - de termijn op ten minste zeventien dagen vóór de vergadering teruggebracht kan worden.

Bovendien worden oproepen binnen dezelfde termijn op naam verzonden naar de aandeelhouders; van de vervulling van deze formaliteit behoeft evenwel geen bewijs te worden overgelegd.

Artikel 29

Om aan eender welke algemene vergadering te kunnen deelnemen, moeten de aandeelhouders hun aandelen op de veertiende dag om vierentwintig uur (Belgische tijd) voorafgaand aan de vergadering laten registreren. Op deze registratiedatum moeten de gedematerialiseerde aandelen zijn ingeschreven op rekening bij een erkende instelling of een vereffening instelling. Aandelen op naam moeten worden ingeschreven in het register van aandelen op naam van de vennootschap. De aandeelhouders moeten de vennootschap of de hiertoe aangewezen persoon uiterlijk op de zesde dag vóór de vergadering, schriftelijk of via het e-mailadres van de vennootschap of via het specifiek e-mailadres vermeld in de oproeping tot de algemene vergadering, in kennis stellen van hun voornemen om aan die vergadering deel te nemen, met vermelding van het aantal aandelen waarvoor ze opkomen.

Zolang de behoorlijk opgevraagde en opeisbare stortingen niet gedaan zijn, is de uitoefening van het stemrecht dat aan de betrokken niet-volgestorte aandelen toekomt, geschorst.

Artikel 30

De aandeelhouders stemmen in persoon of bij gemachtigde volgens de voorwaarden

waarin het Wetboek van vennootschappen en verenigingen voorziet. Een gemachtigde mag meerdere aandeelhouders vertegenwoordigen.

Mede-eigenaars, vruchtgebruikers, blote eigenaars en pandhoudende schuldeisers en schuldenaars moeten zich door een en dezelfde persoon laten vertegenwoordigen.

Onverminderd de door artikel 29 voorgeschreven formaliteiten moet kennis worden gegeven van de volmachten, in de vorm die door de Raad van Bestuur wordt vastgesteld, op de plaats of plaatsen of, indien van toepassing, op het e-mailadres, vermeld in het oproepingsbericht, en wel zo dat deze kennisgeving ten minste zes dagen vóór de vergadering door de vennootschap ontvangen worden.

Voor zover voorzien in de oproeping, kunnen de aandeelhouders op afstand stemmen vóór de algemene vergadering, per brief of via elk ander elektronisch middel, door middel van een door de vennootschap ter beschikking gesteld formulier, en dit overeenkomstig de modaliteiten voorzien in de oproeping en in artikel 7:146 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Voor elke algemene vergadering wordt een aanwezigheidslijst opgesteld.

Artikel 31

De stemmingen op de vergadering geschieden door middel van elektronische afstandsbedieningen of op enige andere wijze die de vertrouwelijkheid van de stemming verzekert, tenzij de algemene vergadering bij meerderheid van stemmen anders beslist.

Artikel 32

Onder voorbehoud van wettelijke beperkingen geeft elk aandeel recht op één stem.

Artikel 33

De algemene vergadering wordt voorgezeten door de Voorzitter van de Raad van Bestuur of, bij verhindering van de Voorzitter, door de Ondervoorzitter van de Raad of, bij verhindering van hen beide, door een daartoe door zijn collega's afgevaardigde Bestuurder.

De overige aanwezige leden van de Raad van Bestuur vullen het bureau aan.

De Voorzitter benoemt de secretaris en wijst twee aandeelhouders aan als stemopnemers.

Artikel 34

De algemene vergadering mag slechts over de in de agenda opgenomen voorstellen beraadslagen en beslissen.

Afgezien van het recht van verdaging, hem verleend door artikel 7:150 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, heeft de Raad van Bestuur het recht iedere

jaar- of buitengewone vergadering te verdagen, welke punten op de agenda ook mogen staan.

Hij mag dit recht te allen tijde uitoefenen, maar slechts na de opening van de beraadslagingen.

Zijn beslissing wordt vóór het sluiten van de zitting door de Voorzitter ter kennis van de vergadering gebracht en in de notulen van de vergadering opgenomen.

Deze verdaging brengt van rechtswege de nietigheid mede van alle tijdens de zitting genomen beslissingen, welke ze ook mogen zijn.

De aandeelhouders moeten door middel van een nieuwe oproeping uiterlijk binnen vijf weken met dezelfde agenda worden bijeengeroepen.

De formaliteiten die vervuld werden om de eerste zitting bij te wonen, blijven geldig voor de tweede.

De vergadering mag slechts één keer verdaagd worden; de na de verdaging gehouden vergadering zal definitieve beslissingen nemen.

Artikel 35

De notulen van de algemene vergaderingen worden ondertekend door de leden van het bureau en door de aandeelhouders die erom verzoeken.

De in rechte of elders over te leggen afschriften van deze notulen worden ondertekend door een of meerdere Bestuurders met vertegenwoordigingsbevoegdheid. Uittreksels worden hetzij ondertekend door de Voorzitter van de Raad, hetzij door de Voorzitter van het Uitvoerend Comité, hetzij door twee Bestuurders die gezamenlijk optreden.

HOOFDSTUK VI

INVENTARISSEN, BALANSEN, WINSTEN EN UITKERING

Artikel 36

Het boekjaar vangt aan op één januari en sluit op eenendertig december van elk jaar.

Artikel 37

Van de nettowinst wordt eerst ten minste vijf procent afgehouden voor de wettelijke reserve; deze afhouding is niet langer verplicht zodra deze reserve tien procent van het kapitaal bedraagt.

Artikel 38

De betaling van de dividenden geschiedt op de tijdstippen en plaatsen bepaald door de Raad van Bestuur, maar uiterlijk op de eenendertigste december na de jaarvergadering. De Raad van Bestuur mag ook besluiten interim dividenden betaalbaar te stellen onder de

voorwaarden voorgeschreven in artikelen 7:213 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

HOOFSTUK VII ONTBINDING EN VEREFFENING

Artikel 39

De vennootschap kan ontbonden en in staat van vereffening gebracht worden door een beslissing van de algemene vergadering onder de voorwaarden van de artikelen 2:70 en volgende van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

HOOFDSTUK VIII KEUZE VAN WOONPLAATS

Artikel 40

Iedere aandeelhouder die niet in België woonachtig is zal gehouden zijn, voor alles wat met de uitvoering van deze statuten verband houdt, in Brussel woonplaats te kiezen.

Verzuimt de betrokkene woonplaats te kiezen, dan wordt deze geacht van rechtswege ten zetel van de vennootschap te zijn gekozen. De vennootschap zal echter altijd het recht hebben, indien zij dit verkiest, alle betekeningen en kennisgevingen aan de werkelijke woonplaats van de betrokkenen of aan de laatste door hen aan de vennootschap opgegeven woonplaats te doen.

Artikel 41

Iedere Bestuurder evenals iedere persoon belast met het dagelijks bestuur doet keuze van woonplaats op de zetel van de vennootschap voor alle aangelegenheden die verband houden met zijn/haar mandaat."

Stemming:

Het voorstel wordt ter stemming voorgelegd. Het wordt aangenomen zoals hieronder weergegeven:

1/ Aantal aandelen waarvoor geldig stemmen zijn uitgebracht: 74.836.433

2/ Percentage dat bovenstaand aantal aandelen in het kapitaal vertegenwoordigen:
70,7 %

3/ Aantal geldig uitgebrachte stemmen: 74.836.433

Waarvan:

VOOR	73.650.782
TEGEN	709.087
ONTHOUDING	162.958

Het voorstel wordt bijgevolg goedgekeurd.

III. BESLISSINGEN DIE KUNNEN WORDEN GENOMEN BIJ EEN MEERDERHEID VAN STEMMEN
G. GOEDKEURING VAN BEDINGEN INZAKE CONTROLEWIJZIGING OVEREENKOMSTIG ARTIKEL 7:151 VAN HET

WETBOEK VAN VENNOOTSCHAPPEN EN VERENIGINGEN
--

Krachtens artikel 7:151 WvV kan enkel de Algemene Vergadering bepalingen goedkeuren die rechten aan derden toekennen die een aanzienlijke invloed hebben op het vermogen van de Vennootschap, dan wel een aanzienlijke schuld of verplichting te haren laste doen ontstaan, wanneer de uitoefening van deze rechten afhankelijk is van het uitbrengen van een openbaar overnamebod op de aandelen van de Vennootschap of van een wijziging van de controle die op haar wordt uitgeoefend.

Verdere informatie over de clausules inzake controlewijziging die ter goedkeuring worden voorgelegd aan de algemene vergadering is opgenomen in de toelichtingsnota voor aandeelhouders die beschikbaar is op de website van de Vennootschap.

ZESTIENDE BESLISSING: “Separation Agreement” gesloten tussen de Vennootschap en Syensqo in aanloop naar de Partiële Splitsing

De algemene vergadering besluit om, overeenkomstig artikel 7:151 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, artikel 4.2 van de *Separation Agreement* gesloten tussen de Vennootschap en Syensqo goed te keuren met ingang van de totstandkoming van de Partiële Splitsing, in de mate dat dit artikel Syensqo het recht geeft om een einde te stellen (voor de toekomst) aan haar vrijwaringsverbintenissen aangegaan ten behoeve van de Vennootschap voor milieuverplichtingen in verband met de Specialty Perimeter waarvoor de Vennootschap aansprakelijk zou blijven niettegenstaande de Partiële Splitsing, in geval van een controlewijziging over de Vennootschap (gedefinieerd als het geval waarin een derde partij, alleen of in onderling overleg, de drempel van 25% van de stemrechtverlenende effecten van de Vennootschap bereikt of overschrijdt, ongeacht of deze drempel wordt bereikt als gevolg van een overname of anderszins, en onder voorbehoud van bepaalde uitzonderingen met betrekking tot Solvac SA/NV).

Stemming:

Het voorstel wordt ter stemming voorgelegd. Het wordt aangenomen zoals hieronder weergegeven:

1/ Aantal aandelen waarvoor geldig stemmen zijn uitgebracht: 74.836.433

2/ Percentage dat bovenstaand aantal aandelen in het kapitaal vertegenwoordigen:
70,7 %

3/ Aantal geldig uitgebrachte stemmen: 74.836.433

Waarvan:

VOOR	73.720.173
TEGEN	438.043
ONTHOUDING	364.611

Het voorstel wordt bijgevolg goedgekeurd.

ZEVENTIENDE BESLISSING: “U.S. Tax Matters Agreement” gesloten tussen de Vennootschap en Syensqo, Essential Holding America LLC en Solvay Holding, Inc. in aanloop naar de Partiële Splitsing

De algemene vergadering besluit om, overeenkomstig artikel 7:151 van het Wetboek

van vennootschappen en verenigingen, artikel 3.02 van de *U.S. Tax Matters Agreement* gesloten tussen de Vennootschap en Syensqo, Essential Holding America LLC en Solvay Holding, Inc. in aanloop naar de Partiële Splitsing goed te keuren, in de mate dat het bepaalt dat de Vennootschap verplicht kan worden Syensqo of Solvay Holding, Inc. schadeloos te stellen voor bepaalde nadelige gevolgen voor de Amerikaanse federale inkomstenbelasting die het gevolg kunnen zijn van (i) bepaalde toekomstige handelingen of nalatigheden van de Vennootschap waarvan redelijkerwijs verwacht kan worden dat ze het effect hebben dat de Partiële Splitsing of de U.S. Spin-Off (of bepaalde daaraan gerelateerde verrichtingen) niet in aanmerking zullen komen voor de verwachte Amerikaanse fiscale behandeling, met inbegrip van bepaalde handelingen en nalatigheden die leiden of kunnen leiden tot een controlewijziging (in de zin van artikel 1:14 en volgende WVV) over de Vennootschap of (ii) de verwerving door een of meer personen van een deelneming van 50% of meer (gemeten in stemrechten of percentage van het kapitaal) in het kapitaal van de Vennootschap, met inbegrip van, voor alle duidelijkheid, in het kader van een openbaar overnamebod op de effecten van de Vennootschap (zelfs indien de Vennootschap niet deelneemt aan de overname of deze niet anderszins faciliteert).

Stemming:

Het voorstel wordt ter stemming voorgelegd. Het wordt aangenomen zoals hieronder weergegeven:

1/ Aantal aandelen waarvoor geldig stemmen zijn uitgebracht: 74.836.433

2/ Percentage dat bovenstaand aantal aandelen in het kapitaal vertegenwoordigen:

70,7 %

3/ Aantal geldig uitgebrachte stemmen: 74.836.433

Waarvan:

VOOR	73.526.644
TEGEN	367.249
ONTHOUDING	622.238

Het voorstel wordt bijgevolg goedgekeurd.

H. REMUNERATIEBELEID

ACHTTIENDE BESLISSING: Uitzonderlijke bonus voor de CEO

De algemene vergadering keurt de uitbetaling goed van een bonus van EUR 12.000.000,00 bruto aan de *Chief Executive Officer* van de Groep, als erkenning voor haar uitzonderlijke inzet in het kader van de voltooiing van het project tot Partiële Splitsing.

Gezien het advies van het Remuneratiecomité op 30 oktober 2023, beveelt de Raad van Bestuur aan dat de algemene vergadering deze resolutie aanneemt. De Raad van Bestuur nodigt de aandeelhouders uit om de toelichting die beschikbaar is op de website van de Vennootschap te raadplegen voor meer informatie over de uitoefening van de discretionaire bevoegdheid van het Remuneratiecomité in het kader van haar aanbevelingen aan de Raad van Bestuur, zoals voorzien in het Remuneratiebeleid van de Vennootschap.

Stemming:

Het voorstel wordt ter stemming voorgelegd. Het wordt aangenomen zoals hieronder weergegeven:

- 1/ Aantal aandelen waarvoor geldig stemmen zijn uitgebracht: 74.816.470
 2/ Percentage dat bovenstaand aantal aandelen in het kapitaal vertegenwoordigen:
 70,7 %
 3/ Aantal geldig uitgebrachte stemmen: 74.816.470
 Waarvan:

VOOR	48.856.209
TEGEN	24.621.220
ONTHOUDING	1.025.566

Het voorstel wordt bijgevolg goedgekeurd.

I. ONTSLAGEN EN BENOEMINGEN

NEGENTIENDE BESLISSING: Ontslagen

Voorstel van besluit:

De algemene vergadering neemt kennis van het vrijwillig en vervroegd ontslag, met ingang op de datum van de Partiële Splitsing, van de volgende bestuurders:

- De heer Nicolas Boël;
- Mevrouw Ilham Kadri;
- De heer Hervé Coppens d'Eeckenbrugge;
- Mevrouw Françoise de Viron;
- Mevrouw Rosemary Thorne;
- De heer Gilles Michel;
- Mevrouw Agnès Lemarchand;
- De heer Matti Lievonien; en
- De heer Edouard Janssen.

TWINTIGSTE BESLISSING: Benoemingen

De algemene vergadering besluit **Thomas Aebischer** te benoemen tot bestuurder voor een termijn van 4 jaar. Zijn mandaat loopt af aan het einde van de jaarlijkse algemene vergadering in mei 2027. De heer Aebischer voldoet aan de onafhankelijkheidscriteria omschreven in artikel 3.5 van de Belgische Corporate Governance Code.

Stemming:

Het voorstel wordt ter stemming voorgelegd. Het wordt aangenomen zoals hieronder weergegeven:

- 1/ Aantal aandelen waarvoor geldig stemmen zijn uitgebracht: 74.836.433
 2/ Percentage dat bovenstaand aantal aandelen in het kapitaal vertegenwoordigen:
 70,7 %
 3/ Aantal geldig uitgebrachte stemmen: 74.836.433
 Waarvan:

VOOR	72.004.046
TEGEN	2.189.103

ONTHOUDING	332.003
-------------------	---------

Het voorstel wordt bijgevolg goedgekeurd.

De algemene vergadering besluit **Thierry Bonnefous** te benoemen tot bestuurder voor een termijn van 4 jaar. Zijn mandaat loopt af aan het einde van de jaarlijkse algemene vergadering in mei 2027.

Stemming:

Het voorstel wordt ter stemming voorgelegd. Het wordt aangenomen zoals hieronder weergegeven:

1/ Aantal aandelen waarvoor geldig stemmen zijn uitgebracht: 74.836.433

2/ Percentage dat bovenstaand aantal aandelen in het kapitaal vertegenwoordigen:

70,7 %

3/ Aantal geldig uitgebrachte stemmen: 74.836.433

Waarvan:

VOOR	71.599.074
TEGEN	2.587.309
ONTHOUDING	338.544

Het voorstel wordt bijgevolg goedgekeurd.

De algemene vergadering besluit **Yves Bonte** te benoemen tot bestuurder voor een termijn van 4 jaar. Zijn mandaat loopt af aan het einde van de jaarlijkse algemene vergadering in mei 2027. De heer Bonte voldoet aan de onafhankelijkheidscriteria omschreven in artikel 3.5 van de Belgische Corporate Governance Code.

Stemming:

Het voorstel wordt ter stemming voorgelegd. Het wordt aangenomen zoals hieronder weergegeven:

1/ Aantal aandelen waarvoor geldig stemmen zijn uitgebracht: 74.836.433

2/ Percentage dat bovenstaand aantal aandelen in het kapitaal vertegenwoordigen:

70,7 %

3/ Aantal geldig uitgebrachte stemmen: 74.836.433

Waarvan:

VOOR	71.787.690
TEGEN	2.380.135
ONTHOUDING	357.102

Het voorstel wordt bijgevolg goedgekeurd.

De algemene vergadering besluit **Philippe Kerhen** te benoemen tot bestuurder voor een termijn van 4 jaar. Zijn mandaat loopt af aan het einde van de jaarlijkse algemene vergadering in mei 2027.

Stemming:

Het voorstel wordt ter stemming voorgelegd. Het wordt aangenomen zoals hieronder weergegeven:

1/ Aantal aandelen waarvoor geldig stemmen zijn uitgebracht: 74.836.433

2/ Percentage dat bovenstaand aantal aandelen in het kapitaal vertegenwoordigen:
70,7 %

3/ Aantal geldig uitgebrachte stemmen: 74.836.433

Waarvan:

VOOR	73.120.149
TEGEN	1.187.820
ONTHOUDING	149.185

Het voorstel wordt bijgevolg goedgekeurd.

De algemene vergadering besluit **Annette Stube** te benoemen tot bestuurder voor een termijn van 4 jaar. Haar mandaat loopt af aan het einde van de jaarlijkse algemene vergadering in mei 2027. Mevrouw Stube voldoet aan de onafhankelijkheidscriteria omschreven in artikel 3.5 van de Belgische Corporate Governance Code.

Stemming:

Het voorstel wordt ter stemming voorgelegd. Het wordt aangenomen zoals hieronder weergegeven:

1/ Aantal aandelen waarvoor geldig stemmen zijn uitgebracht: 74.836.433

2/ Percentage dat bovenstaand aantal aandelen in het kapitaal vertegenwoordigen:
70,7 %

3/ Aantal geldig uitgebrachte stemmen: 74.836.433

Waarvan:

VOOR	74.098.382
TEGEN	44.252
ONTHOUDING	312.216

Het voorstel wordt bijgevolg goedgekeurd.

De algemene vergadering besluit **Melchior de Vogüé** te benoemen tot bestuurder voor een termijn van 4 jaar. Zijn mandaat loopt af aan het einde van de jaarlijkse algemene vergadering in mei 2027.

Stemming:

Het voorstel wordt ter stemming voorgelegd. Het wordt aangenomen zoals hieronder weergegeven:

1/ Aantal aandelen waarvoor geldig stemmen zijn uitgebracht: 74.836.433

2/ Percentage dat bovenstaand aantal aandelen in het kapitaal vertegenwoordigen:
70,7 %

3/ Aantal geldig uitgebrachte stemmen: 74.836.433

Waarvan:

VOOR	71.255.905
TEGEN	2.899.700
ONTHOUDING	299.240

Het voorstel wordt bijgevolg goedgekeurd.

ÉÉNENTWINTIGSTE BESLISSING: VolmachtVoorstel van besluit:

De algemene vergadering verleent alle machten:

- aan de Raad van Bestuur om de genomen besluiten uit te voeren;
- aan iedere notaris en/of werknemer van “Berquin Notarissen” CVBA voor het opstellen, ondertekenen en neerleggen van de gecoördineerde tekst van de statuten van de Vennootschap in de daarvoor bestemde elektronische databank, overeenkomstig de relevante wettelijke bepalingen;
- aan elk personeelslid van de vennootschap “Berquin Notarissen”, Lloyd Georgelaan 11, 1000 Brussel, om, met bevoegdheid tot indeplaatsstelling, in één of meer wijzigende of aanvullende authentieke akten, fouten of weglatingen te laten vaststellen met betrekking tot de in deze akte opgenomen beschrijving van onroerend goederen, en te dien einde alle verklaringen af te leggen, woonplaats te kiezen, de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie vrij te stellen van het ambtshalve verrichten van een inschrijving en alles te doen wat nodig of nuttig zal zijn in het kader van de publiciteit over hypotheek; en
- aan mevrouw Michèle Vervoort, met bevoegdheid tot indeplaatsstelling, om de formaliteiten te vervullen bij een ondernemingsloket met het oog op de inschrijving/regularisatie van gegevens bij de Kruispuntbank van Ondernemingen en, indien van toepassing, bij de Administratie van de Belasting over de Toegevoegde Waarde.

Stemming:

Het voorstel wordt ter stemming voorgelegd. Het wordt aangenomen zoals hieronder weergegeven:

1/ Aantal aandelen waarvoor geldig stemmen zijn uitgebracht: 74.836.433

2/ Percentage dat bovenstaand aantal aandelen in het kapitaal vertegenwoordigen:

70,7 %

3/ Aantal geldig uitgebrachte stemmen: 74.836.433

Waarvan:

VOOR	74.272.550
TEGEN	128.177
ONTHOUDING	73.212

Het voorstel wordt bijgevolg goedgekeurd.

NOTARIËLE WETTIGHEIDSVERKLARING

Na onderzoek bevestigt ondergetekende notaris, overeenkomstig artikel 12:8 *juncto* artikel 12:68 van het Wetboek van vennootschappen, het bestaan en zowel de interne als de externe wettigheid van de rechtshandelingen en formaliteiten waartoe de Vennootschap gehouden is.

VERKLARINGEN PRO FISCO

1. De Partiële Splitsing zal genieten van het regime van fiscale immuniteit en neutraliteit georganiseerd door artikel 211, §1, van het Wetboek Inkomstenbelastingen 1992,

zoals bevestigd door de Dienst Voorafgaande Beslissingen in fiscale zaken in haar voorafgaande beslissing nr. 2023.0586 van 26 september 2023, in antwoord op het verzoek ingediend door Solvay en Syensqo op 3 augustus 2023.

2. De Dienst Voorafgaande Beslissingen in fiscale zaken stemt ermee in rekening te houden met de Boekhoudkundig Terugwerkende Datum van Inwerkingtreding voor de toepassing van de Belgische vennootschapsbelastingregels op Solvay en Syensqo.

3. De Partiële Splitsing zal naar verwachting worden voltrokken onder een fiscaal neutraal regime voor de toepassing van de Italiaanse belastingregels, zoals bevestigd door de Italiaanse belastingautoriteiten in hun uitspraak nr. 956-504/2023 van 8 juni 2023, in antwoord op het verzoek om een voorafgaande beslissing dat de Vennootschap op 14 maart 2023 heeft ingediend. In het kader van de Partiële Splitsing zal vanaf de Datum van Inwerkingtreding de Italiaanse VI van Syensqo in de plaats treden van de Italiaanse VI van Solvay bij de fiscale bepalingen en de uitvoering van alle fiscale verplichtingen en verbintenissen met betrekking tot de delen van de activa en passiva van het vermogen die in de Specialty Perimeter zijn ondergebracht, zoals beschreven in artikel 11 van het Splitsingsvoorstel en die zijn overgedragen aan de Italiaanse VI van Syensqo, in de verhouding waarin de netto activa die zijn ingebracht in de Italiaanse VI van Syensqo staan tot de totale netto activa van de Italiaanse VI van Solvay, met uitzondering van de fiscale posten (zoals fiscale verliezen of belastingkredieten) die specifiek verband houden met activa die zijn ingebracht in de Italiaanse VI van Syensqo.

4. Registratierechten

De Dienst Voorafgaande Beslissingen heeft in haar voorafgaande beslissing nummer 2023.0586 van 26 september bevestigd wat volgt:

« IV.C. Droits d'enregistrement

99. En matière de droits d'enregistrement, le mécanisme de la scission partielle ne connaît pas de régime particulier. Il en résulte que les règles traditionnelles du droit d'apport y sont d'application, la scission partielle s'analysant comme un apport en société.

100. L'objet de l'apport consiste dans les biens transmis par la société cédante, en l'espèce :

- Des participations ;*
- Des créances commerciales ;*
- Des valeurs disponibles et des placements de trésorerie ;*
- Deux immeubles (situés en Région de Bruxelles-Capitale) ;*
- Des dettes et engagements ;*
- Des droits de propriété intellectuelle ;*
- Le personnel dédié.*

101. Ledit apport ne sera pas exclusivement rémunéré en droits sociaux étant donné la reprise de dette prévue. Il s'agit par conséquent d'un apport mixte qui donnera lieu à une application combinée des articles 115, 115bis et 120 du CDE.

102. L'application de la règle proportionnelle prévue à l'article 120, alinéa 2 du CDE est obligatoire car l'apport comprend en même temps des immeubles visés à l'article 115bis et des biens d'une nature différente.

103. En synthèse, la scission partielle en projet donnera lieu au régime fiscal suivant :

- Dans la mesure de la rémunération en droits sociaux, le droit d'apport de 0% sera d'application conformément aux articles 115 et 115bis du CDE ;
- Dans la mesure de la rémunération « autrement » qu'en droits sociaux (à savoir la reprise de dettes), le droit de vente de 12,50 % sera d'application conformément à l'article 44 du CDE ;
- Application obligatoire de la règle proportionnelle prévue à l'article 120, alinéa 2 du CDE.

104. Le notaire instrumentant sera : étude Berquin, de résidence à 1000 Bruxelles, Avenue Lloyd George, 11. »

De vergadering verklaart dat de verkoopwaarde van de onroerende goederen die worden overgedragen in het kader van de Partiële Splitsing 64.378.491,79 EUR bedraagt. De schuld die wordt overgenomen door Syensqo in het kader van de Partiële Splitsing bedraagt 3.550.291.499,60 EUR, zodat vergoeding dewelke niet bestaat uit aandelen 29,49% van het Afsplitste Vermogen bedraagt, aangezien de waarde van het Afsplitste Vermogen 12.102.235.640,96 EUR bedraagt.

Bijgevolg bedraagt de belastbare basis voor de berekening van de registratierechten 18.986.968,31 EUR.

NOTARIELE SLOTBEPALINGEN

RECHT OP GESCHRIFTEN (Wetboek diverse rechten en taksen)

Recht van honderd euro (100,00 EUR), betaald op aangifte door de ondergetekende notaris.

AFSCHRIFT AKTE (NABAN)

Een officieel afschrift van deze akte zal beschikbaar zijn in de Notariële Aktebank (NABAN). Deze databank is enkel toegankelijk met een e-ID kaart of via de app "itsme".

VOORLEZING

De notulen werden integraal voorgelezen voor wat betreft de vermeldingen bevat in artikel 12, eerste en tweede lid van de Organieke Wet Notariaat, en de wijzigingen die werden aangebracht aan het vooraf meegedeelde ontwerp van notulen.

De notulen werden door de notaris toegelicht.

IDENTITEIT

De notaris bevestigt de identiteitsgegevens van de voorzitter en de leden van het bureau op zicht van hun identiteitskaart, evenals van de aandeelhouders, desgevallend hun vertegenwoordigers, die ondergetekende notaris hebben verzocht onderhavig proces-verbaal mee te ondertekenen.

SLUITING VAN DE VERGADERING

De vergadering wordt geheven.

WAARVAN NOTULEN.

Opgesteld op de plaats en datum die hierboven vermeld zijn.

Na gedeeltelijke voorlezing en toelichting, hebben de voorzitter en de leden van het bureau, evenals de aandeelhouders, desgevallend hun vertegenwoordigers, die erom verzochten, met mij, notaris, ondertekend.

(volgen de handtekeningen)

VOOR GELIJKVORMIGE UITGIFTE.